

MULTIPLICITÉ DES RÔLES DES ORGANISATIONS PAYSANNES ET DE PRODUCTEURS FACE À LA CRISE ENGENDRÉE PAR LA COVID-19



Ce rapport a été rédigé par Vital Pelon, consultant indépendant, sous la supervision d'Alice Van der Elstraeten (FIDA).

Le document a été élaboré dans le cadre du programme Organisations paysannes dans les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (FO4ACP/OPenACP), avec l'appui financier de l'Union européenne, de l'Organisation des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique et du FIDA.

Les opinions exprimées dans le présent document ne reflètent pas l'opinion officielle de l'Union européenne, de l'Organisation des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique ou du FIDA.

Les termes utilisés et la présentation des documents figurant dans cette publication ne sauraient être considérés comme l'expression d'un quelconque avis de la part du FIDA quant au statut juridique d'un pays, d'un territoire, d'une ville ou d'une région ou de ses autorités, ou quant à la délimitation de ses frontières ou de ses limites. Les appellations telles que « pays développés » et « pays en développement » sont employées à des fins statistiques et n'expriment pas nécessairement une opinion quant au stade de développement d'une zone ou d'un pays en particulier.

Contact

Alice Van der Elstraeten
Gestion des Connaissances et Suivi et Evaluation, FO4ACP, Institutions Rurales,
Division de la production durable, des marchés et des institutions
Courriel: a.vanderelstraeten@ifad.org

© FIDA 2022

Tous droits réservés

Photo page de couverture

©FIDA/Susan Beccio

ISBN 978-92-9266-263-9

Imprimé en Avril 2022

MULTIPLICITÉ DES RÔLES DES ORGANISATIONS PAYSANNES ET DE PRODUCTEURS FACE À LA CRISE ENGENDRÉE PAR LA COVID-19





Table des matières

Liste des sigles et acronymes.....	5
Préface.....	6
Remerciements.....	7
Résumé.....	9
Cadrage du travail de capitalisation sur la multiplicité des rôles des organisations paysannes et de producteurs face à la crise de la COVID-19.....	14
Objet.....	14
Méthode.....	14
Limites.....	15
Analyse transversale des entretiens avec les OP sur leur rôle face à la crise de la COVID-19.....	17
1) Multiplicité des rôles des OP face à la crise engendrée par la COVID-19.....	17
2) Les OP au cœur d'une reconfiguration des systèmes alimentaires.....	23
3) Des OP fragilisées par la crise.....	29
4) Enseignements tirés.....	31
5) Résumé des enseignements tirés et recommandations.....	38
ANNEXE 1: LISTE DES ORGANISATIONS PAYSANNES ET DE PRODUCTEURS PARTICIPANT À L'ÉTUDE.....	41
ANNEXE 2: RÉSUMÉ DES ENTRETIENS AVEC LES ORGANISATIONS PAYSANNES ET DE PRODUCTEURS.....	42
Afrique de l'Ouest	
Réseau des organisations paysannes et des producteurs agricoles de l'Afrique de l'Ouest (ROPPA).....	42
Sénégal	
Conseil national de concertation et de coopération des ruraux (CNCR).....	44
Togo	
Coordination togolaise des organisations paysannes et de producteurs agricoles (CTOP).....	46
Mali	
Coordination nationale des organisations paysannes du Mali (CNOP).....	48
Burkina Faso	
Conseil régional des unions du Sahel (CRUS).....	50
Afrique orientale	
Fédération des agriculteurs d'Afrique orientale (EAFF).....	52
Ouganda	
Fédération nationale des agriculteurs de l'Ouganda (UNFF).....	54
Ouganda	
Organisation nationale de développement de l'apiculture en Ouganda (TUNADO).....	56
Rwanda	
IMBARAGA.....	58
Burundi	
Confédération des associations des producteurs agricoles pour le développement (CAPAD).....	60
Afrique centrale	
Plateforme régionale des organisations paysannes d'Afrique centrale (PROPAC).....	62

République Démocratique du Congo	
Confédération paysanne du Congo – Principal regroupement des paysans (COPACO-PRP)	64
Afrique du Nord	
Union maghrébine et nord-africaine des agriculteurs (UMNAGRI)	66
Mauritanie	
Fédération mauritanienne de l'agriculture (FMA)	68
Afrique du Sud	
Confédération des syndicats agricoles d'Afrique australe (SACAU)	69
Madagascar	
Réseau syndical des organisations agricoles (Réseau SOA)	71
Madagascar	
Union de coopératives laitières Ronono Faritra Matsiatra Ambony (ROFAMA)	73
Région Pacifique	
Réseau des organisations d'agriculteurs des îles du Pacifique (PIFON)	75
Fidji	
Association des apiculteurs du Fiji	77
Haïti	
Association des Agriculteurs français et développement international (AFDI)	79
République dominicaine	
Association des agriculteurs du Nord-Ouest (ASOANOR)	81
République dominicaine	
Bananes Ecologiques du Nord-Ouest (BANELINO)	82
Inde	
Association des femmes travaillant à leur compte (SEWA)	83
République démocratique populaire lao	
Réseau des agriculteurs du Laos (LFN)	85
Mongolie	
Association nationale des coopératives agricoles mongoles (NAMAC)	87
Région du Marché commun du Sud (MERCOSUR)	
COPROFAM, MUCECH (Chili), CIOEC (Bolivie), CONTAG (Brésil), CNFR (Uruguay)	89
République de Moldova	
Fédération des agriculteurs de Moldova (FARM)	92
ANNEXE 3: Bibliographie	94
ANNEXE 4: Questionnaire des entretiens	97

Liste des sigles et acronymes

AFA	Association des agriculteurs d'Asie pour le développement rural durable
AFDI	Association Agriculteurs français et développement international
APESS	Association pour la promotion de l'élevage au Sahel et en Savane
ASPRODEB	Association sénégalaise pour la promotion du développement à la base
CAPAD	Confédération des associations des producteurs agricoles pour le développement au Burundi
CNCAS	Caisse nationale de crédit agricole du Sénégal
CNCR	Conseil national de concertation et de coopération des ruraux (Sénégal)
COPACO-PRP	Confédération paysanne du Congo – Principal regroupement des paysans
COVID-19	maladie à coronavirus 2019
CNOP	Coordination nationale des organisations paysannes du Mali
CRUS	Conseil régional des unions du Sahel
CTOP	Coordination togolaise des organisations paysannes et de producteurs agricoles
EAFF	Fédération des agriculteurs d'Afrique orientale
FAEC	Fédération des associations paysannes promouvant l'entreprise agricole familiale au Cambodge
FIDA	Fonds international de développement agricole
NAMAC	Association nationale des coopératives agricoles mongoles
ONG	organisation non gouvernementale
OP	organisation paysanne et de producteurs
OPN	organisation paysanne et de producteurs nationale
OPL	organisation paysanne et de producteurs locale
OPR	organisation paysanne et de producteurs régionale
PAFO	Organisation panafricaine des agriculteurs
PIFON	Réseau des organisations d'agriculteurs des îles du Pacifique
PROPAC	Plateforme régionale des organisations paysannes d'Afrique centrale
RBM	Réseau Bilital Maroobe
Réseau SOA	Réseau syndical des organisations agricoles (Madagascar)
ROFAMA	Union de coopératives laitières Ronono Faritra Matsiatra Ambony (Madagascar)
ROPPA	Réseau des organisations paysannes et des producteurs agricoles de l'Afrique de l'Ouest
SEWA	Self Employed Women's Association (Inde)
TIC	technologies de l'information et des communications
TUNADO	Organisation nationale de développement de l'apiculture en Ouganda
UMNAGRI	Union maghrébine et nord-africaine des agriculteurs

Préface

La présente étude a recueilli des témoignages d'organisations paysannes sur la façon dont leur rôle a changé pendant la pandémie de maladie à coronavirus 2019 (COVID-19), afin de mettre en évidence les nouveaux rôles ou les rôles plus affirmés et d'aborder les besoins en matière de développement des capacités ou les domaines de travail stratégiques pour la conception des activités et des programmes à venir.

Alors qu'au début de l'année 2020, la pandémie de COVID-19 s'étend à tous les continents et suscite des mesures restrictives sans précédent, affectant directement le fonctionnement des systèmes agricoles, de nombreuses organisations paysannes et de producteurs (OP) des pays en développement sont chargées de gérer des programmes de renforcement institutionnel appuyés par le Fonds international de développement agricole (FIDA), l'Union européenne et l'Organisation des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique. Il s'agit notamment du Programme pour les agriculteurs d'Asie et du Pacifique et du programme Organisations paysannes dans les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (FO4ACP/OPenACP).

Conçus pour et par les OP, ces programmes ont permis à ces dernières de faire des choix délicats pour adapter l'exécution à un contexte en constante évolution, afin de mieux saisir les occasions et de réagir plus rapidement en temps de crise. Lorsque la pandémie a frappé et dans le cadre du programme FO4ACP/OPenACP, les OP ont élaboré **un plan de continuité COVID-19** à partir des consultations menées avec toutes les parties prenantes, afin de garantir une action concertée et une utilisation efficace des ressources disponibles et d'apporter une réponse rapide à la crise.

En quelques mois, la plupart des OP régionales partenaires du FIDA ont su élaborer et soumettre des propositions pour le Mécanisme de relance en faveur des populations rurales pauvres (ou RPSE, son acronyme anglais) mis en place par le Fonds en juin 2020. C'est notamment le cas de l'Association des paysans d'Asie pour le développement rural durable (AFA) et de l'Organisation panafricaine des agriculteurs (PAFO). Grâce aux mécanismes de coordination existants du programme FO4ACP/OPenACP, le programme d'appui d'urgence aux exploitants agricoles d'Afrique de 2020 [« Support African Farmers in 2020 Emergency » (SAFE 2020)], présenté par la PAFO et AgriCord, a apporté un financement supplémentaire de 1,5 million d'USD pour répondre d'urgence à la crise.

Ce même mécanisme (RPSE) a financé trois autres projets d'urgence qui ont directement appuyé les OP dans leur réponse à la pandémie de COVID-19. Il s'agit: i) du projet visant à assurer la résilience des exploitations familiales lors de la COVID-19, conçu et exécuté par l'AFA en Asie; ii) du Projet d'assistance aux familles d'éleveurs confrontées aux effets cumulés de la soudure pastorale, de l'insécurité et de la pandémie de COVID-19, exécuté par le Réseau Billital Maroobé (RBM) et ses OP membres dans les pays du Sahel; iii) du projet de Mécanisme de relance de l'agriculture et des zones rurales des îles du Pacifique (PIRAS), cofinancé par le Gouvernement australien dans la région Pacifique et exécuté par le Réseau des organisations d'agriculteurs des îles du Pacifique (PIFON) et ses membres. Le PIFON a tiré parti du Plan de continuité COVID-19 du programme FO4ACP/OPenACP pour mener les études nécessaires sur l'impact de la COVID-19 et les enquêtes connexes auprès des producteurs, dont les résultats sont traduits en action dans le cadre du dit projet.

Les multiples réponses des OP face à la crise de la COVID-19 analysées dans le présent rapport ont été en partie facilitées et appuyées par les partenariats stratégiques conclus entre le FIDA et ces organisations depuis plus de 15 ans.

Remerciements

Le FIDA tient à remercier chaleureusement les représentantes et les représentants des organisations paysannes et de producteurs (OP) qui ont accepté de lui consacrer de longs entretiens, parfois dans des conditions de connexion difficiles, notamment: le Conseil national de concertation et de coopération des ruraux du Sénégal (CNCR), la Coordination togolaise des organisations paysannes et de producteurs agricoles (CTOP), la Coordination nationale des organisations paysannes du Mali (CNOP), le Conseil régional des unions du Sahel (CRUS), la Fédération nationale des agriculteurs (UNFF) et l'Organisation nationale de développement de l'apiculture (TUNADO) d'Ouganda, l'organisation d'agriculteurs du Rwanda IMBARAGA, la Confédération des associations des producteurs agricoles pour le développement au Burundi (CAPAD), la Confédération paysanne du Congo – Principal regroupement des paysans (COPACO-PRP), la Fédération mauritanienne de l'agriculture (FMA), le Réseau syndical des organisations agricoles (Réseau SOA) et l'union de coopératives laitières Ronono Faritra Matsiatra Ambony (ROFAMA) à Madagascar, l'association fidjienne des apiculteurs Fiji Beekeepers Association, l'Association des agriculteurs du Nord-Ouest (ASOANOR) et la coopérative de cultivateurs de bananes Bananos Ecológicos de la Línea Noroeste (BANELINO) en République dominicaine, l'association des travailleuses indépendantes Self Employed Women's Association (SEWA) en Inde, le Réseau des agriculteurs du Laos (LFN), l'Association nationale des coopératives agricoles mongoles (NAMAC), le Mouvement unitaire des paysans et des populations autochtones du Chili (MUCECH), la Coordination pour l'intégration des organisations économiques des agriculteurs autochtones et originaires de Bolivie (CIOEC-BOLIVIA), la Confédération nationale des agriculteurs ruraux et familiaux au Brésil (CONTAG), la Commission nationale pour le développement rural en Uruguay (CNFR) et la Fédération des agriculteurs de Moldova (FARM). L'étude n'aurait pas pu être réalisée sans l'aide et le dévouement des représentantes et des représentants ni sans le personnel des OP régionales [Association des agriculteurs d'Asie pour le développement rural durable (AFA), Confédération des exploitants agricoles familiaux du Marché commun du Sud élargi (COPROFAM), Fédération des agriculteurs d'Afrique orientale (EAFF), Réseau des organisations d'agriculteurs des îles du Pacifique (PIFON), Plateforme régionale des organisations paysannes d'Afrique centrale (PROPAC), Réseau des organisations paysannes et des producteurs agricoles de l'Afrique de l'Ouest (ROPPA), la Confédération des syndicats agricoles d'Afrique australe (SACAU) et Union maghrébine et nord-africaine des agriculteurs (UMNAGRI)], qui ont contribué à définir le contexte plus large indispensable à la sélection des OP nationales et locales et à l'organisation de visioconférences. L'étude a aussi tiré parti d'éclairages et de données très utiles des représentants d'organismes agricoles mobilisés dans l'appui aux OP, en particulier l'Association Agriculteurs français et développement international (AFDI) et l'organisation non gouvernementale TRIAS.

Le FIDA remercie également l'Organisation panafricaine des agriculteurs (PAFO) et AgriCord pour leurs conseils dans la préparation et la révision de cette étude.



Résumé

Les organisations paysannes et de producteurs (OP) ont été à la fois **affaiblies et renforcées par la crise engendrée par la maladie à coronavirus 2019 (COVID-19)**. Affaiblies, parce que rien n'est plus contraire à la dynamique associative que la **distanciation physique**: en réduisant la circulation des personnes et des échanges, la pandémie mondiale a durement éprouvé les associations dans leur vocation profonde, qui est de créer des liens. **Renforcées, parce qu'elles ont su montrer qu'elles étaient un instrument indispensable dans les mains des populations rurales et un partenaire précieux des autorités et des partenaires techniques et financiers pour faire face aux crises.**

La pandémie de COVID-19 a frappé de manière très inégale les populations rurales selon les régions du monde. Dans quelques pays, la maladie a fait de nombreuses victimes dans les exploitations familiales. Mais souvent, ce sont les mesures prises par les gouvernements pour limiter la propagation du virus qui ont le plus affecté les producteurs. Ces mesures, partout similaires, ont été appliquées à des degrés divers: **fermeture des frontières, restriction des déplacements et limitation des réunions**. Le plus souvent, les gouvernements ont cherché à préserver au maximum le secteur agricole et ont reconnu son **caractère essentiel** au pays. Malgré tout, de multiples perturbations ont eu lieu en amont et surtout en aval des filières agricoles. Les restrictions des déplacements ont provoqué un ralentissement, voire un arrêt momentané de la collecte de produits agricoles. En raison notamment de la fermeture des marchés, des restaurants et des écoles et de l'arrêt du tourisme, les producteurs ont souvent eu du mal à écouler leur production. Pour les groupes les plus vulnérables, dont la survie dépend de leurs activités agricoles et non agricoles, les conséquences sur le plan des revenus et de l'alimentation ont pu être dramatiques.

Face à cette triple **crise, à la fois sanitaire, économique et sociale**, les OP ont fait l'objet de multiples sollicitations de la part de leurs membres, des autorités et des partenaires techniques et financiers. **Elles ont été ainsi amenées à jouer des rôles variés et parfois inédits**. Grâce à leur proximité avec les paysans et les producteurs, elles étaient souvent les seules structures qui pouvaient atteindre et appuyer les populations rurales, à un moment où la circulation était considérablement restreinte. Elles ont d'abord massivement joué **un rôle sanitaire, un rôle complètement nouveau pour les OP**, en diffusant des informations sur la maladie et les gestes barrières. Dans les zones les plus touchées par le virus, les OP ont même mis à disposition des salles pour le soin aux malades, distribué du matériel médical et organisé des séances de soutien psychologique, entre autres exemples. Les OP ont également été conduites à jouer **un rôle social** majeur. Elles ont apporté une assistance aux personnes les plus pauvres (remboursable ou non) et utilisé quand elles le pouvaient des mécanismes de solidarité formels et informels. Les OP ont enfin joué **un rôle humanitaire**, qui a pu s'apparenter à celui d'organisations non gouvernementales (ONG) intervenant dans les situations d'urgence, consistant par exemple à verser des contributions en espèces, comme en Asie. Dans certains contextes où la COVID-19 a amplifié d'autres crises d'ordre sécuritaire et climatique, **les OP ont été en première ligne**, faisant preuve d'une mobilisation exceptionnelle sur le plan de l'aide humanitaire. Dans ces contextes troublés, les États et les ONG se sont souvent tournés vers les OP pour s'informer sur la situation alimentaire et agricole dans les zones reculées, les stratégies de ciblage et les mesures de riposte à prendre. Presque partout dans le monde, les OP ont, plus classiquement, joué un **rôle politique** : en s'appuyant sur des instruments de veille

et des systèmes de collecte d'information parfois très sophistiqués, elles ont procédé à des enquêtes, à des études sur la situation alimentaire et sanitaire, ont rédigé des communiqués pour alerter les autorités et leur proposer des mesures en réponse à la crise. Enfin les OP ont naturellement joué un **rôle économique** majeur en proposant à leurs membres des **solutions innovantes** pour faire face aux difficultés d'écoulement des produits et au blocage en aval des filières. Elles ont ainsi redoublé d'efforts dans le domaine du stockage et de la transformation, cherché de nouveaux débouchés auprès de transformateurs, de commerçants, d'importateurs ou d'institutions publiques, et parfois noué des contrats pour élargir et fidéliser leur clientèle. Il est à noter que des OP de type syndical ont été amenées à développer des activités économiques et inversement, des coopératives fortement tournées vers des services économiques ont été amenées à prendre des mesures sociales (aides remboursables ou non). En définitive, la crise a montré que dans des circonstances exceptionnelles, et pour répondre à des besoins nombreux, il est essentiel que les OP soient en capacité d'assumer des rôles très différents et fassent preuve d'une forme de polyvalence. À rebours de la tendance des dernières années ayant consisté chez de nombreuses autorités à encourager la **spécialisation des OP** sur des fonctions économiques, **l'expérience de la pandémie plaide d'une part pour maintenir et renforcer un tissu d'OP généralistes en complément des OP spécialisées, et d'autre part pour réhabiliter en quelque sorte le rôle social des OP.**

En outre, **la crise a bousculé les systèmes alimentaires conventionnels.** Au-delà des perturbations à l'amont et l'aval des filières au sein des pays, la fermeture des frontières a fait naître la menace d'une rupture des approvisionnements alimentaires venus de l'étranger, et a paradoxalement ouvert de nouvelles possibilités pour la production locale. De l'Afrique du Nord à Haïti, en passant par la région Pacifique, de **nouveaux marchés de produits locaux** en substitution aux importations ont vu le jour (fromage local, œufs, fruit à pain, etc.). Les États ont repris conscience de la nécessité impérieuse de **renforcer leur souveraineté alimentaire, d'encourager la production locale et de resserrer les liens entre les villes et les campagnes.** De nombreuses OP, notamment celles situées dans les périphéries des villes, ont su tirer parti de ce regain d'intérêt pour le « **consommer local** » et ont tenté de trouver des réponses inventives et souvent digitales au problème de commercialisation des produits. Dans ce contexte, nombreuses ont été les initiatives de collecte et de vente directe mises à l'essai par les OP, comme la vente en ligne, les points de vente collectifs ou la livraison à domicile. Les OP plus éloignées des lieux de consommation ont adopté et renforcé des solutions plus classiques pour faire face au blocage en aval des filières, comme le stockage et la transformation des produits ou la contractualisation.

Au début de cette crise, les OP ont été comme sous le choc et ont subi un ralentissement voire un arrêt complet de leurs activités. Les mesures gouvernementales ont commencé par bloquer l'ensemble des activités prévues, et en particulier les services tels que la formation, les échanges d'expériences ou le conseil aux producteurs. Mais très vite, alors que le contexte social et économique était marqué par une forme de paralysie, les OP ont dû **inventer de nouvelles manières de travailler.** Elles se sont converties massivement aux outils de visioconférence, aux applications numériques et aux réseaux sociaux pour pouvoir poursuivre leur travail à distance, alors que ces pratiques n'étaient pas forcément adaptées aux zones rurales. En effet, dans les

pays pauvres, les populations rurales sont encore très peu familiarisées avec les nouvelles technologies et en sont très peu équipées, tandis que l'analphabétisme demeure une réalité courante. **Cinq usages des nouvelles technologies ont été répertoriés**: i) communication (interne et externe), ii) veille et collecte de données, iii) suivi-évaluation, iv) conseil et formation (apprentissage en ligne), v) commercialisation (commerce en ligne).

Grâce à ces initiatives, les OP ont beaucoup gagné en visibilité et en légitimité, aux yeux de leurs membres comme de leurs partenaires. Pourtant, une grande question demeure: **ces changements seront-ils durables? Les systèmes alimentaires vont-ils progressivement évoluer vers des modèles plus résilients, dans lesquels les OP auront une plus grande place?** Un sondage réalisé en 2020 en Asie concluait que, pour les participants, la crise la plus importante à laquelle ils faisaient face n'avait pas trait à la COVID-19, mais aux changements climatiques. En fait, quelles que soient les évolutions politiques et économiques à court terme, il faut peut-être voir la crise de la COVID-19 comme un laboratoire. Au vu des prochaines crises qui se profilent, les OP sont susceptibles de jouer un rôle encore plus grand demain, et doivent donc se préparer.

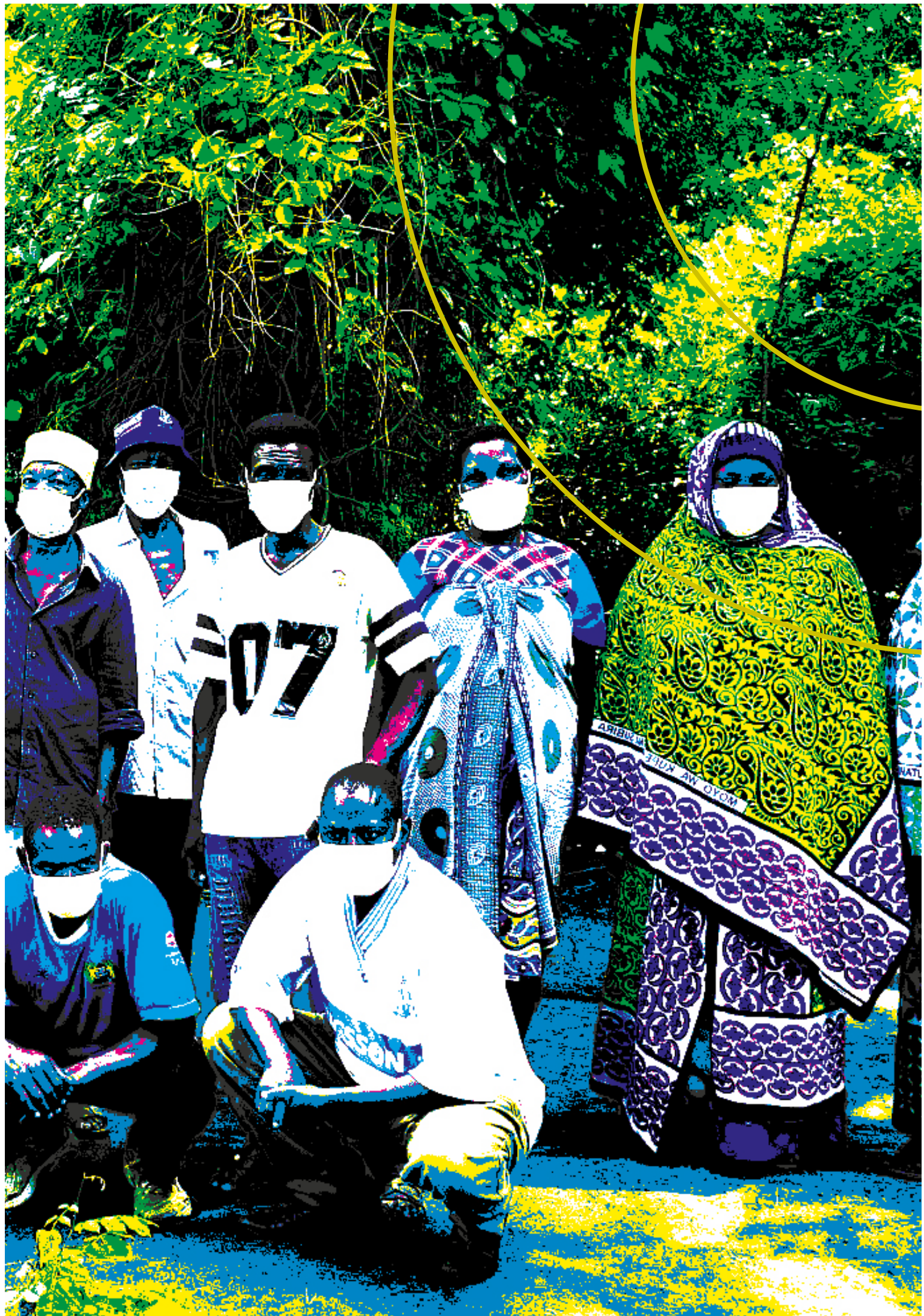
Dans l'optique d'une résilience renforcée face aux crises d'aujourd'hui et de demain, l'étude met au jour certains éléments de réflexion pour les OP, et les invite en particulier à s'interroger sur les points suivants:


1. **Comment renforcer leurs capacités en matière de prévention et de gestion des crises** par le renforcement des dispositifs de veille et d'alerte, la formation et l'échange d'expériences en matière de stratégies de gestion des crises et de résilience, l'instauration d'une culture de la polyvalence au sein des OP;
2. **Comment mieux remplir leur mission sociale** par la mise au point d'une approche liant urgence et développement, l'approfondissement des stratégies de ciblage et l'appui à la protection sociale et aux mécanismes de solidarité communautaires formels et informels;
3. **Comment davantage intégrer des initiatives de renforcement de la résilience des membres dans leurs plans d'action**, lesquels pourraient prévoir des activités de conseil en agroécologie ou des interventions dans le domaine de la diversification, du stockage, de la transformation et de la conservation des produits périssables;
4. **Comment renforcer la promotion du consommateur local** par la recherche de produits de substitution aux importations, l'amélioration de la qualité de l'offre de produits locaux et la multiplication de circuits courts (vente directe, vente en ligne et livraison à domicile).
5. **Comment mieux tirer parti des nouvelles technologies** pour relancer la vie associative et les services habituels d'OP, en particulier les services d'appui-conseil et les formations, en recherchant un équilibre nouveau entre les échanges en présentiel et le travail à distance permis par la récente transition numérique.

Sur la base des questions ci-dessus, des entretiens et d'autres échanges et discussions avec les organisations d'agriculteurs, **les recommandations suivantes ont été formulées pour les organisations d'agriculteurs, les partenaires financiers et techniques et les gouvernements.**¹

1. Un tableau plus détaillé des recommandations est inclus dans l'analyse à la page 38

OP	PTF	Autorités	
Renforcement des capacités des OP en matière de prévention et gestion des crises	<ul style="list-style-type: none"> renforcer les capacités en prévention et gestion des risques sanitaires et climatiques capitaliser et partager les expériences des OP ayant développé des stratégies et guides de bonne conduite face à la crise renforcer les capacités des leaders sur l'analyse de la demande et la contractualisation à des fins de stabilisation des débouchés 	<ul style="list-style-type: none"> soutenir les dispositifs de veille et d'alerte au sein des OP soutenir le renforcement organisationnel des OP en parallèle des financements orientés sur des projets renforcer les capacités des OP en analyse des risques et mesures d'atténuation 	
Renforcement de la mission sociale des OP	<ul style="list-style-type: none"> recenser, capitaliser et partager les initiatives d'OP ayant renforcé le lien entre mesures d'urgence et dynamique de développement de long terme renforcer les capacités en matière d'aide humanitaire : distribution d'aide, approches de ciblage, protection sociale et transferts sociaux 	<ul style="list-style-type: none"> établir des partenariats avec les autorités sanitaires sur les notions de santé, nutrition et hygiène reconnaître les OP comme des partenaires stratégiques 	
Renforcement de la résilience des membres	<ul style="list-style-type: none"> renforcer les capacités des membres d'OP en matière de stockage, transformation, conservation des aliments pour réduire les pertes établir des partenariats avec les acteurs de lutte contre les crises, promouvoir la diversification des cultures et l'autonomie vivrière au travers des approches de conseil aux producteurs renforcer les capacités des membres en matière d'intrants biologiques, l'agroécologie et pratiques agricoles contre le changement climatique 	<ul style="list-style-type: none"> poursuivre et renforcer l'accompagnement à la contractualisation entre les OP et acteurs de l'aval des filières encourager et soutenir les OP territoriales généralistes davantage renforcer la mise en œuvre des programmes et politiques favorables à l'agroécologie renforcer les contributions des OP aux politiques de stockage nationales et régionales renforcer l'accès aux intrants agricoles biologiques création d'un fonds de rétablissement des moyens de subsistance et de résilience au niveau national 	
Promotion du consommateur local	<ul style="list-style-type: none"> renforcer le plaidoyer pour le consommateur local et la souveraineté alimentaire (protection des ressources locales) renforcer le plaidoyer pour l'accès des OP aux marchés institutionnels répertoire et capitaliser les expériences d'OP concernant la recherche de variétés anciennes et locales, la diversification, l'offre de produits de substitution aux produits importés, la qualité des produits locaux, la valorisation des aliments locaux nutritifs, les circuits courts et la vente en ligne renforcer les capacités des membres sur les normes et la qualité ainsi que sur le marketing et emballage des produits locaux 	<ul style="list-style-type: none"> promouvoir et développer des projets alimentaires territorialisés en complément des projets filières inscrire la promotion du consommateur local dans les orientations encourager le développement des circuits courts au travers de programme d'appui à la commercialisation des OP renforcer les investissements pour les équipements de transformation, de stockages, de conditionnement 	<ul style="list-style-type: none"> développer des programmes de renforcement de la souveraineté alimentaire nationale en collaboration avec les OP encourager la décentralisation et la relocalisation des systèmes alimentaires associer davantage les OP aux politiques de stockage nationales et régionales privilégier les produits locaux dans les achats institutionnels soutenir les industries de transformation locale et le transfert de compétence renforcer la recherche en matériel végétal et investir dans la production de semences locales
Encourager la digitalisation raisonnée des services agricoles	<ul style="list-style-type: none"> relancer le conseil en présentiel dans les OP capitaliser les expériences en e-learning rechercher un nouvel équilibre entre télétravail et présentiel en établissant des règles applicables aux visioconférences 	<ul style="list-style-type: none"> équiper largement les OP en outils numériques renforcer les capacités d'utilisation des NTIC établir des partenariats avec des entreprises innovantes et réaliser des projets pilotes négoier avec les banques pour créer des produits financiers innovants destinés aux agriculteurs familiaux 	<ul style="list-style-type: none"> améliorer la couverture réseau sur les territoires ruraux ; réduire la fracture numérique





Cadrage du travail de capitalisation sur la multiplicité des rôles des organisations paysannes et de producteurs face à la crise de la COVID-19

Objet

Au cours de la période 2020-2021, les organisations paysannes et de producteurs (OP) régionales (OPR) et nationales (OPN) ont mené plusieurs études pour évaluer l'impact de la crise et proposer des actions à mener. Les études d'impact de la maladie à coronavirus 2019 (COVID-19) sur les petits exploitants agricoles menées par les OP ont considérablement contribué aux processus décisionnels visant à appuyer des réponses appropriées au secteur agricole dans les différentes régions.

La présente capitalisation des expériences des OP pendant la pandémie de COVID-19 vise à analyser spécifiquement le rôle que ces organisations ont joué dans la réponse immédiate et à moyen terme à la crise, ainsi que le rôle qu'elles prévoient de jouer dans la réponse à plus long terme. Cette capitalisation permet d'examiner l'évolution du rôle des OP, les forces et les faiblesses de ces organisations dans la réponse à la crise, les caractéristiques de la crise engendrée par la COVID-19 au regard des crises précédentes auxquelles les organisations ont fait face, ainsi que les enseignements tirés de la réponse à la COVID-19 jusqu'à présent.

Méthode

L'étude s'est déroulée selon les étapes suivantes:

- **Examen des aide-mémoires des missions de supervision menées dans le cadre du programme Organisations paysannes dans les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (FO4ACP/OPenACP) et du programme d'appui d'urgence aux exploitants agricoles d'Afrique de 2020 et 2021 et de [« *Support African Farmers in 2020 Emergency* » (SAFE 2020)] (2021).** L'idée de cette étude est née lors des missions de supervision des programmes FO4ACP/OPenACP et SAFE 2020 menées entre juin et septembre 2021. Lors des échanges avec les OP, beaucoup d'informations ont été partagées sur les nouvelles actions et les nouveaux rôles de ces organisations et sur les difficultés créées par la crise.
- **Étude bibliographique des documents existants**, en particulier les études d'impact de la COVID-19 réalisées par les OP au cours de 2020-2021, pour recueillir des informations générales et plus spécifiques. La bibliographie des documents utilisés pour cette étude figure à l'annexe 3 du présent document. Si de nombreuses études d'impact ont été réalisées, le rôle que les OP jouent dans la présente crise n'est pas encore systématiquement mis en évidence. Le questionnaire des entretiens a été élaboré à la lumière des aide-mémoires, des rapports et des études d'impact.

- **Sélection des OP avec l'aide de l'Organisation panafricaine des agriculteurs (PAFO), des OPR, d'AgriCord et des agri-agences.** Les OP nationales et locales (OPN et OPL) ont été recensées en collaboration avec les OPR, la PAFO, AgriCord et d'autres agri-agences. Des OPR ont été incluses dans la liste des organisations visées par les entretiens en raison de leur approche globale d'une région ou d'une sous-région: on en compte cinq en Afrique, une en Asie, une dans le Pacifique et une autre en Amérique latine. À l'heure actuelle, il n'y a pas d'OPR globale dans la région des Caraïbes. Les OPR ont à leur tour recensé les OPL et les OPN de leur région ou de leur sous-région qui ont mené des activités spécifiques lors de la crise de la COVID-19. Dans le cadre de cette étude, nous avons cherché à assurer un équilibre entre les trois types d'OP (OPR, OPN et OPL) et à garantir une couverture géographique homogène. Vu le grand nombre de partenaires en Afrique, les OP africaines sont celles qui sont le mieux représentées dans cette étude. Une liste des OP sélectionnées est disponible à l'annexe 1.
- **Entretiens avec des OP locales (12), nationales (11) et régionales (7).** Trente OP de différents types et de différentes régions ont été interrogées. Les entretiens étaient semi-directifs et comprenaient des questions assez générales et ouvertes. Cette méthode d'entretien permet de poser de nouvelles questions si la personne interrogée soulève un aspect inconnu. Cet accent porté sur des aspects qualitatifs ne donne pas la possibilité de réaliser des statistiques, mais permet de recueillir de nombreuses données d'expérience à l'appui de l'analyse.
- **Analyse des entretiens et élaboration du rapport.** Les entretiens ont été examinés et leur analyse figure dans le présent document. Le résumé de chaque entretien a été ajouté à l'annexe 2 pour permettre aux lecteurs de revoir plus en détail les réponses des OP dans une région ou dans un pays donné.
- **Présentation et discussion avec les OP.** Le présent document a été transmis aux OP et a fait l'objet d'une discussion en ligne avec plus de cinquante participants en vue de revoir les conclusions, les recommandations et les possibles actions à mener pour renforcer la pertinence de l'étude.

Des renvois entre l'étude et les fiches synthétiques des entretiens avec les OP de l'annexe 2 ont été intégrés dans le présent document. Ainsi, les lecteurs qui s'intéressent à des organisations agricoles ou à des pays précis peuvent obtenir plus d'informations sur un cas particulier. Le questionnaire des entretiens a également été joint dans l'annexe 4.

Limites

Le champ d'étude de cette capitalisation des expériences est extrêmement vaste, puisqu'il intègre des OP de presque toutes les régions du monde. Il est difficile de tenir un propos univoque sur les transformations que la pandémie de COVID-19 a provoqué dans les OP à l'échelle régionale, voire mondiale, tant les situations varient selon les pays et les types d'OP. Le document se hasardera par conséquent à des affirmations qui doivent être vues comme des hypothèses cohérentes avec les 30 entretiens réalisés et les documents utilisés.

Il faut signaler également que les analyses qui sont effectuées ici reposent principalement sur des « perceptions d'acteurs », et non sur des études chiffrées. De plus, les personnes interrogées ont été majoritairement des membres des secrétariats d'OP, et non des petits agriculteurs. Enfin, l'analyse a été réalisée durant l'été 2021, donc à peine un peu plus d'un an après le début de la crise, à un moment où le virus circulait encore fortement: il faut donc considérer ce travail comme une analyse « à chaud » et garder à l'esprit que l'on dispose encore de peu de recul sur les effets durables de cette crise.

Enfin, la présente étude doit être considérée comme un document évolutif et sera examinée avec les OP pour en enrichir le contenu, améliorer les recommandations et encourager le partage d'expériences en matière de gestion de crise, au profit d'organisations fondées sur l'adhésion de leurs membres et axées sur les petits exploitants familiaux.



Analyse transversale des entretiens avec les OP sur leur rôle face à la crise de la COVID-19

Il existe maintenant une littérature abondante concernant l'impact de la pandémie sur le monde rural et sur les exploitations familiales. Les OP elles-mêmes ont largement contribué à ce travail de documentation. Le présent document s'intéresse spécifiquement aux conséquences de la crise sur les OP en tant que telles et sur la manière dont elles y ont répondu. Autrement dit, nous cherchons à comprendre comment la crise a bousculé le rôle des OP, et comment ces dernières se sont adaptées et se sont parfois réinventées face à l'adversité. Les répercussions de la crise sont nombreuses et varient selon les régions et le type d'OP: OP généralistes (OP syndicales, OP de conseil, OP de femmes ou de jeunes, etc.) ou OP de filière (spécialisées dans un produit) d'une part, OP locale ou réseau d'OP (national ou régional) d'autre part.

1) Multiplicité des rôles des OP face à la crise engendrée par la COVID-19

Dans cette première partie, nous montrerons que les OP ont été sollicitées pour endosser une multiplicité de rôles en vue d'aider leurs membres à faire face aux conséquences de la pandémie. Certains de ces rôles étaient nouveaux pour les organisations, d'autres étaient plus classiques. En général, ces rôles se sont cumulés au sein des différents types d'OP et se sont imposés soudainement, du fait des circonstances.

Multiplicité des rôles des OP face à la crise engendrée par la COVID-19





Rôle sanitaire

Soin aux membres. Dans la plupart des pays où l'étude a été menée, notamment en Afrique subsaharienne, les membres à la base des OP (à la différence des salariés d'OP travaillant dans les grandes villes) ont parfois été moins touchés par la maladie elle-même que par les mesures gouvernementales de confinement et de restriction prises pour éviter la propagation du virus. En revanche, dans certains grands pays comme le Brésil ou l'Inde, la progression de la maladie a été très importante, y compris dans les campagnes. En Inde, lors de la seconde vague, on dénombrait dix morts par village. À Madagascar, des cimetières collectifs ont été construits sur le bord des routes. Dans ces contextes tragiques et devant la détresse de leurs membres, les OP ont été amenées à lancer dans l'urgence des interventions relevant de la santé publique, à l'instar de l'association des travailleuses indépendantes Self Employed Women's Association (SEWA) en Inde (mise à disposition de salles pour les tests et les soins, distribution d'appareils de mesure d'oxygène, mise en place de systèmes d'information sur le niveau de saturation des hôpitaux, ou encore soutien médical et psychologique). En Amérique latine, plusieurs OP ont mené un plaidoyer pour la vaccination des agriculteurs, en faisant valoir que cette population était prioritaire, car essentielle à l'approvisionnement alimentaire du pays.

Témoignage de représentantes de la SEWA (Inde)

« Nous avons fabriqué des médicaments naturels et les avons donnés aux membres, qui manquaient d'argent pour acheter des médicaments ou de la nourriture. Des kits alimentaires ont également été distribués. Pour les patients présentant des symptômes, il était très difficile et très coûteux de se faire tester. Un service de dépistage de la COVID-19 à coût réduit a été mis en place à l'intention des membres de la SEWA. Face à la saturation des hôpitaux, du matériel de mesure de l'oxygène (oxymètres) a été distribué afin que les malades puissent savoir quand ils devaient se rendre à l'hôpital. La deuxième vague a été très difficile, car les hôpitaux étaient saturés. Dans certains villages, nous avons commencé à libérer des centres communautaires pour disposer d'un endroit où les personnes peuvent s'isoler et recevoir une assistance médicale dans les zones rurales. » « Pendant la deuxième vague, il y a eu environ dix morts de COVID-19 dans chaque village, et la population avait vraiment peur. L'accès aux soins médicaux était très limité et il n'était pas possible d'aller dans les hôpitaux des villes. Des numéros de téléphone spéciaux ont été mis en place pour diffuser des informations et des conseils sur la COVID-19. Du matériel de sensibilisation a également été mis au point et partagé dans les groupes grâce aux médias électroniques. »

Information sanitaire. Dans presque tous les pays, les OP ont mené des campagnes de sensibilisation et d'information sur la COVID-19, notamment sur les mesures à prendre en cas de symptômes ou les gestes barrières. Ces campagnes ont emprunté de multiples canaux de communication: radios rurales, télévision, affiches, tracts, réseaux sociaux, etc. Du matériel de protection a également été distribué (masques, gels hydroalcooliques et savons, notamment). Le rôle sanitaire des OP s'est doublé par endroits d'un partenariat inédit conclu avec les autorités sanitaires. Au Mali, le Ministère de la santé a demandé à la Coordination nationale des organisations paysannes du Mali (CNOP) de contribuer à l'effort de sensibilisation et de veille sur la propagation de la COVID-19 en milieu rural. Au Togo, les agents du Ministère de la santé ont été associés aux tournées de la Coordination togolaise des organisations paysannes et de producteurs agricoles (CTOP) dans les villages pour divulguer des informations en marge des activités de l'organisation. En Haïti et au Mali, grâce aux campagnes d'information sur la COVID-19, la crise a eu pour effet inattendu de renforcer l'hygiène dans les processus de transformation et d'emballage des produits agricoles dans les zones reculées.

Les OP en renfort de l'État. Pourquoi les OP ont-elles joué ce rôle sanitaire? Une OP n'a à première vue aucune compétence en matière de santé, et il s'agissait d'une première pour nombre d'entre elles. Il convient en outre de noter que ce rôle n'a pas été endossé uniquement par des OP syndicales ou généralistes: les OP de filière, comme l'Organisation nationale de développement de l'apiculture en Ouganda (TUNADO) ou l'Union de coopératives laitières Ronono Faritra Matsiatra Ambony (ROFAMA) à Madagascar ont également mené des campagnes de communication sur les gestes barrières. Dans les pays très touchés, comme l'Inde, où le rôle sanitaire des OP est allé très loin, il apparaît nettement que les OP ont assumé un rôle qui a localement renforcé et complété les efforts déployés par l'État. Dans les autres pays également, les OP affirment avoir joué un rôle en matière d'information, car l'État était peu audible dans les zones rurales. En effet, presque tous les représentants d'OP interrogés ont témoigné du scepticisme des producteurs à l'égard des discours officiels: beaucoup de membres à la base ont considéré ce virus tantôt comme une maladie étrangère qui venait des Occidentaux, tantôt comme un mal urbain qui ne les concernait pas. Le fait que les OP s'emparent du sujet a rendu les informations plus crédibles. Les OP sont ainsi apparues comme des sources d'information fiables aux yeux de leurs membres. Au Brésil, il s'agissait en plus de contrer un discours officiel: selon les OP, le Gouvernement lui-même minimisait la dangerosité de la maladie et contribuait à sa propagation, mettant en péril la santé publique dans les zones rurales. De tels exemples font apparaître les OP comme des instruments de protection des populations, en suppléance de services publics défaillants.



Rôle économique

Dans la plupart des pays où nous avons mené l'étude, les répercussions de la crise de la COVID-19 sur les membres des OP ont été principalement d'ordre socioéconomique, en raison des mesures de restriction prises pour éviter la propagation du virus. Ces dernières ont pris trois formes principales: restriction des déplacements, limitation des réunions et fermeture des frontières. Ces mesures tendaient généralement à préserver certains secteurs économiques considérés comme essentiels pour le pays, au premier rang desquels l'agriculture. Malheureusement, elles ont entraîné des répercussions importantes sur le fonctionnement des filières, et par voie de conséquence, sur les producteurs eux-mêmes.

Blocage en aval des filières. Un des principaux problèmes auquel les producteurs ont fait face a été l'impossibilité de vendre leurs produits. La fermeture des marchés, des hôtels et des restaurants, combinée à la réduction, voire à l'arrêt des transports publics et de la collecte de produits, a supprimé bien des débouchés précieux pour les producteurs, en particulier dans les filières de produits périssables (fruits, légumes et produits animaux). De grandes pertes ont été accusées: des producteurs ont été obligés de jeter leur lait tandis que des paysans ont été forcés de brader leur récolte et de vendre à la hâte, parfois en dehors des circuits collectifs et des coopératives, dans un climat d'incertitude et de peur du lendemain.

La ROFAMA est une union de coopératives laitières du centre de Madagascar. Elle compte 337 membres et collecte environ 600 litres de lait par jour. Mais en raison de la crise, les difficultés de commercialisation ont été telles que le conseil d'administration de la ROFAMA a décidé de ne plus collecter que 300 litres de lait par jour. Les conséquences pour les éleveurs ont été terribles. Sur 10 litres de lait produits, seuls 5 litres étaient collectés. Les producteurs ont été obligés de vendre le reste à moitié prix, voire de donner le surplus aux cochons. À l'échelle d'une exploitation, la perte de revenu est considérable. Pour traverser la crise, maintenir le personnel (24 salariés), poursuivre la collecte et la transformation, et acheter à crédit une partie du lait des membres les plus vulnérables, la coopérative a dû s'endetter auprès de la banque. Pour trouver des marchés, elle a développé la livraison à domicile grâce à un tricycle subventionné par l'Association Agriculteurs français et développement international (AFDI). Aujourd'hui, la situation s'est améliorée, mais la coopérative ne retrouvera pas la situation antérieure avant longtemps. Si les membres possèdent en moyenne deux vaches, 13 d'entre eux ont dû vendre une de leurs vaches et un membre a dû en vendre deux.

Le drame de l'arrêt de la collecte de lait: l'exemple de la ROFAMA

Stockage et transformation. Pour résoudre le problème du blocage de la commercialisation, les OP ont proposé toute une gamme de réponses à la hauteur de leurs moyens, notamment dans le domaine du stockage ou de la transformation (à visée de conservation) de produits frais. En Guinée, la Fédération des paysans du Fouta Djallon a acheté à crédit la moitié de la récolte de pomme de terre de ses membres. Cette stratégie implique de disposer d'infrastructures, en particulier pour les produits périssables (chambres froides). Il faut aussi que l'OP puisse supporter les coûts (location des entrepôts, électricité, gardiennage, etc.). En Ouganda, l'organisation TUNADO est en train de construire un complexe polyvalent qui comprendra des services d'entreposage, un minilaboratoire et une unité de transformation. Le Conseil régional des unions du Sahel (CRUS), OP burkinabé, s'est lancé dans la production de viande sous vide, tandis qu'une OP à Samoa a ouvert une ligne de produits surgelés. De telles initiatives nécessitent des investissements parfois lourds et des ressources humaines compétentes, conditions difficiles à réunir dans l'urgence et dans une situation de crise.

Conquête de nouveaux débouchés. Les OP qui offraient déjà des services de collecte et de commercialisation ont apporté des aménagements à leurs systèmes, parfois en investissant dans des véhicules pour assurer un service de livraison à domicile quand elles en avaient les moyens (Ouganda, Madagascar, Mongolie et Togo). Certaines OP se sont mises à proposer leurs propres services de commercialisation, à l'instar de la CTOP au Togo, qui a proposé d'acheter une part de la production de ses membres pour l'écouler dans ses propres points de vente. D'autres OP ont engagé des démarches pour renforcer la contractualisation et nouer de nouvelles alliances avec des transformateurs, des commerçants, des importateurs ou des institutions publiques (Rwanda, Sénégal et Togo). Enfin, des OP qui n'étaient pas forcément spécialisées dans le marketing ont établi en parallèle leur propre système de commercialisation et de vente à l'intention des commerçants ou des consommateurs directement, au moyen de la vente en ligne (Madagascar) ou de la mise en place de points de vente (Inde).

Contractualisation. Toujours pour tenter de résoudre ce problème de débouchés, les OP ont tenté de conclure de nouveaux partenariats avec des acheteurs de produits alimentaires publics (État, organismes internationaux et écoles, par exemple) ou privés (transformateurs et commerçants) fondés sur des engagements contractuels. Au Burkina Faso, au Rwanda et au Togo, les OP ont noué des alliances avec des transformateurs de maïs ou de riz et des importateurs de poulet congelé, ou ont conclu des contrats d'approvisionnement alimentaire avec les mines ou les hôpitaux. Au Sénégal, un modèle de relation contractuelle entre les producteurs d'arachides et les transformateurs locaux incluant les institutions financières a été expérimenté avec succès. À la suite de la crise, le Conseil national de concertation et de coopération des ruraux (CNCR) envisage d'étendre ce modèle de contractualisation tripartite à la filière anacarde, dans une optique de sécurisation des marchés face aux crises.

Sénégal: contractualisation des OP avec les industries de transformation de l'arachide

Depuis 2016, l'Association sénégalaise pour la promotion du développement à la base (ASPRODEB) et le CNCR sont liés par un contrat avec la société sénégalaise COPEOL et le Complexe agro-industriel de Touba pour la fourniture d'arachide. Le modèle en cours permet de préfinancer des intrants (semences et engrais) grâce à l'appui des industriels et à la commercialisation de la production. Durant la campagne agricole de 2017-2018, 25 924 hectares ont été emblavés grâce au préfinancement de 2 330 tonnes de semences certifiées et de 3 945 tonnes de d'engrais NPK, d'un montant de 1 200 milliards de FCFA. Les producteurs ont livré 41 293 tonnes de produits agricoles, sur un objectif contractuel de 21 700 tonnes. Pour la campagne 2018-2019, le nombre d'hectares visés par le contrat est passé à 80 000; 11 667 tonnes de semences certifiées et autant de tonnes d'engrais NPK ont été fournies à titre d'avance par l'usine COPEOL, pour une valeur de 4 080 milliards de FCFA. Les sociétés WAO et PATISEN, partenaires de l'OP, ont fait part de leur volonté de rejoindre ce groupe d'industriels dès la présente campagne. En vue de renforcer ce modèle, l'ASPRODEB a établi un contrat avec l'Institut sénégalais de recherche agricole pour la fourniture de semences de prébase et travaille également avec la Caisse nationale de crédit agricole du Sénégal pour consolider les bases du financement durable du modèle.


La mise sur le marché collective comme stratégie de crise. Certaines OP ont aussi lancé des activités nouvelles et des innovations à la demande des membres, tandis que d'autres ont renforcé des actions qu'elles réalisaient déjà. On peut donc dire que la crise a conduit les OP, qu'elles soient généralistes ou spécifiques à des filières, à intensifier leurs efforts et à innover dans le domaine de l'accès au marché. Il semble donc que les solutions de mises sur le marché collectives aient gagné un nouvel intérêt aux yeux des producteurs. On sait que de telles options sont parfois perçues comme exigeantes par les producteurs, car elles demandent des engagements rigoureux (prix, quantité, qualité, délais de paiement, etc.). En l'espèce, la vente groupée est apparue non plus seulement comme une stratégie économique pour obtenir de meilleurs prix, mais aussi comme une stratégie de crise, pour conserver des débouchés en cas de blocage en aval des filières.

La limitation des déplacements et l'arrêt de la collecte dans certaines régions ont pu également avoir des effets paradoxalement bénéfiques pour certaines OP. L'Association nationale des coopératives agricoles mongoles (NAMAC) a par exemple récolté quatre fois plus de cachemire après le départ des collecteurs chinois. Comme l'OP disposait de ses propres camions, elle a pu organiser elle-même l'extension de la collecte. Ayant précédemment noué des relations durables avec un acheteur qui recherchait ce produit, l'écoulement n'a pas posé de problème. L'augmentation exceptionnelle du chiffre d'affaires a permis ensuite à l'OP de mettre en place une politique sociale dans son magasin et de proposer des ventes à crédit à ses membres.

Effets positifs de la crise sur les OP: l'exemple de la Mongolie



Rôle social et humanitaire



Détresse sociale. La crise a touché l'ensemble des populations rurales. En premier lieu, les producteurs les plus pauvres, les ouvriers agricoles et journaliers, les personnes qui tirent une partie de leurs revenus d'activités extra-agricoles et qui doivent parfois regagner la ville comme marchands ambulants, et ceux qui dépendent d'un salaire pour se nourrir sont les personnes qui ont le plus souffert d'une mise au chômage soudaine et inattendue. Les femmes et les jeunes vulnérables ont été sans surprise les plus sévèrement touchés. Toutefois, il convient de noter que les producteurs aisés ou intermédiaires insérés dans les marchés de rente ont également pâti des difficultés d'écoulement et de commercialisation, notamment dans le domaine de l'export. Enfin, les éleveurs, notamment transhumants, ont été particulièrement touchés par la fermeture des frontières et ont dû parfois procéder à une décapitalisation pour traverser la crise. Ajoutons que par endroits, la crise sanitaire s'est ajoutée à d'autres crises, comme en Afrique de l'Ouest, où l'insécurité et les changements climatiques ont donné lieu à un climat de « crise permanente », dont la pandémie n'a fait qu'en amplifier les conséquences.

Solidarité. Face à ces conditions très rudes pour une partie de la population, presque toutes les OP ont mené à des degrés divers des interventions sociales ou humanitaires. Beaucoup d'OP ont été amenées à distribuer des aides aux populations les plus vulnérables (souvent les jeunes et les femmes) sous la forme d'une aide alimentaire, d'aliments pour bétail et de kits de production comprenant notamment des semences, des engrais et des petits animaux (Burkina Faso, Burundi, Inde, Mali, République démocratique du Congo, Sénégal et Togo). En Asie, les OP ont même procédé à des transferts en espèces. Au Sénégal, le CNCR a acheté du riz à ses membres pour ensuite le redistribuer sous forme d'aide alimentaire aux personnes les plus vulnérables. De même, à Madagascar, des OP ont offert des sacs de riz dans le sud de l'île, où la famine sévissait. Au-delà de l'apport d'une aide, les OP ont eu recours à des mécanismes de solidarité formels ou informels, comme les tontines, les caisses de solidarité ou les mutuelles (Afrique de l'Ouest, Tunisie et République démocratique du Congo). Notons que ce rôle social n'a pas été assumé uniquement par des OP généralistes ou syndicales, mais aussi des OP de filière: à l'aide d'un emprunt bancaire, la ROFAMA à Madagascar a proposé des avances sur les achats de lait aux membres les plus en difficulté. Pareillement, en Mongolie, la NAMAC a proposé de vendre à crédit des aliments à ses membres.

Rôle social ou humanitaire? Le fait que les OP se soient mobilisées sur le terrain de la solidarité et du social n'a rien de nouveau ni de surprenant. Depuis toujours, cette dimension existe dans les OP. La nouveauté réside davantage dans le fait que certaines OP s'engagent plus volontairement dans des actions humanitaires, qui prennent la forme d'une aide ponctuelle répondant à une situation d'urgence au profit des personnes membres ou non membres d'OP. Pour mettre en œuvre ces opérations, parfois encouragées par les autorités, les ONG ou les bailleurs de fonds, les OP ont dû mettre en place des outils et des critères de ciblage [le Réseau des organisations paysannes et des producteurs agricoles de l'Afrique de l'Ouest (ROPPA) a ainsi proposé un guide pratique à l'usage de ses OP membres]. Ce rôle des OP dans le domaine de l'aide humanitaire semble s'être affirmé durant la pandémie, notamment en Afrique de l'Ouest, où le contexte est marqué par la superposition de multiples crises. Dans cette région, et particulièrement au Sahel, les OP revendiquent de plus en plus une mobilisation accrue dans des interventions d'urgence en faisant valoir leur rôle d'acteur pérenne et de proximité, rôle que des organismes comme le Programme alimentaire mondial ou des ONG internationales ne peuvent pas endosser. En outre, les OP sont bien placées pour assurer un continuum entre interventions d'urgence et activités de développement (à moyen et à long terme), un principe de plus en plus recherché dans des contextes de crise répétés. La création du **Comité de veille et d'action** par l'Association pour la promotion de l'élevage au Sahel et en Savane (APESS), le Réseau Billital Maroobé (RBM) et le ROPPA, démontre cette détermination des réseaux d'OP ouest-africains de jouer un rôle nouveau sur le terrain de la prévention et de la gestion des crises.

Les principales missions du Comité de veille et d'action (résumé tiré de la note de présentation d'avril 2020)

« Les trois réseaux (APESS, RBM et ROPPA) s'engagent à mettre en place un Comité de veille et d'action destiné à être un espace pour encourager et structurer la coopération entre l'ensemble des réseaux d'OP et d'organisations de la société civile face aux crises actuelles. » Selon cette note, les principales missions du comité sont les suivantes: i) mobiliser des réseaux d'OP et d'organisations de la société civile (relayer et diffuser des messages pour sensibiliser et mobiliser les membres, organiser une veille sur les effets des crises dans les exploitations familiales, appuyer et participer au ciblage et/ou à l'accompagnement, voire à la gestion de l'aide humanitaire, élaborer des notes sur la situation et l'évolution des crises); ii) appuyer la mise en œuvre de mesures en vue de maintenir ou de restaurer les capacités de production des exploitations familiales touchées par les crises (organiser une veille et une évaluation des besoins; suivre l'appui des exploitations familiales par les services publics); iii) conduire des réflexions prospectives (mettre en place un groupe de travail pour mener des réflexions prospectives sur les différentes crises, mener des activités de concertation sur les politiques, suivre la mise en œuvre des solutions durables de sortie de crise et des plans de redressement).



Rôle politique

Mesures de riposte. Les gouvernements ont plutôt tenté d'épargner l'agriculture de la crise et de préserver les capacités productives nationales afin d'assurer la sécurité alimentaire pour tous. L'agriculture a été considérée comme un secteur essentiel et les mesures appliquées dans d'autres secteurs ont été révisées à la lumière de l'importance de la continuité des activités du secteur agricole. Plusieurs États ont également mis en œuvre, à la hauteur de leurs moyens, des plans d'action pour venir en aide aux personnes les plus touchées par la crise, y compris les exploitants familiaux (filets de protection, mesures d'exonération fiscale, etc.). Dans de très nombreux pays, les OP ont été associées à la conception des plans d'atténuation des effets de la crise sur l'agriculture. Dans d'autres pays comme Haïti, Madagascar, le Togo ou la République démocratique populaire lao, les OP n'ont toutefois pas été entendues comme elles l'auraient souhaité.

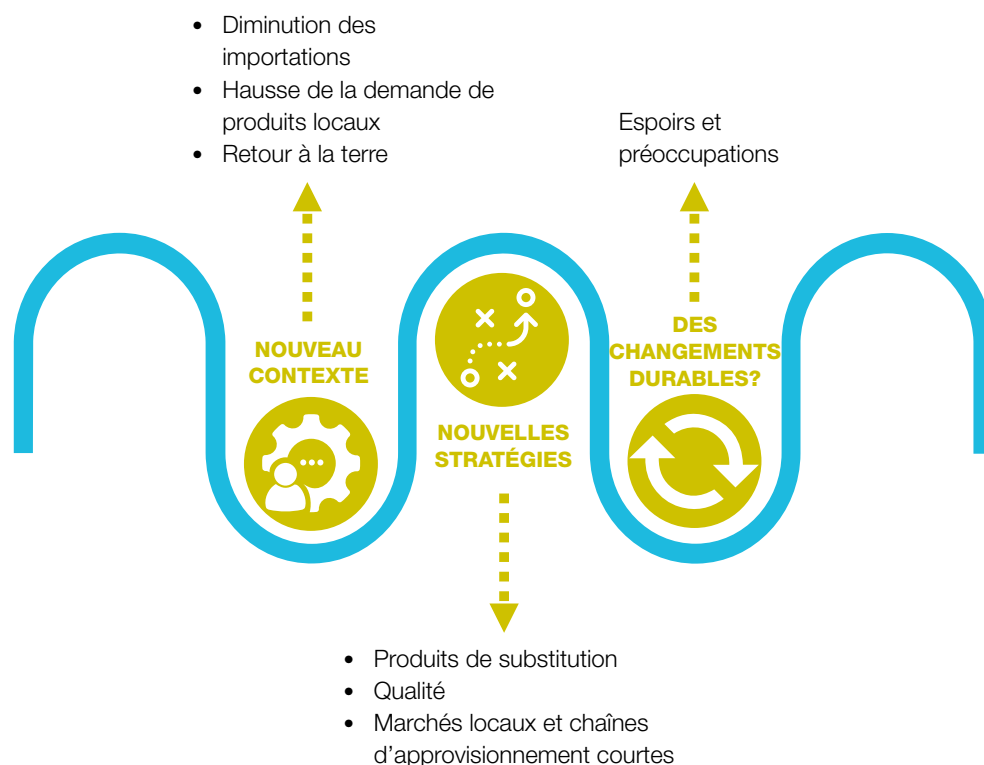
Veille et plaidoyer. Devant la détresse de leurs membres, les OP ont été très actives sur le terrain du plaidoyer. La quasi-totalité des OP interrogées a effectué des démarches pour alerter les autorités et défendre les intérêts de leurs membres dans le contexte de la crise (notes, réunions à distance et recours aux médias et aux réseaux sociaux). De nombreux bailleurs de fonds ont été sollicités pour adapter leurs appuis et parfois les accroître dans le contexte de la crise. Le ROPPA a notamment obtenu de l'équipe du Programme mondial pour l'agriculture et la sécurité alimentaire (GAFSP) qu'elle lance un appel à projet ambitieux en faveur de l'appui à l'agriculture familiale et aux OP en réponse à la crise. Pour alimenter leur plaidoyer, les OP ont mené des enquêtes de terrain sur les effets de la COVID-19 dans les exploitations agricoles familiales et ont parfois mis en place une veille systématique en temps quasi réel. Les réseaux APSS, RBM et ROPPA en Afrique de l'Ouest ont ainsi régulièrement publié des bulletins en s'appuyant sur leurs propres systèmes d'information, comme les bulletins d'Inter-réseaux Développement rural (dispositifs de veille informative et observatoires). Ces systèmes ont été spécialement adaptés et sollicités pour assurer une veille des conséquences de la COVID-19, une activité qui n'était pas prévue au départ. Notons que dans la région Asie et Pacifique, de nombreuses OP ont également mis au point des systèmes de recueil d'informations sur les exploitations (à visée de conseil de gestion principalement), notamment grâce à des outils numériques, comme l'application de TraSeable Solutions parmi les membres du Réseau des organisations d'agriculteurs des îles du Pacifique (PIFON), ou l'outil FarmerLink employé par la TUNADO en Ouganda.

Tensions avec les autorités. Les mesures pour endiguer la crise et les restrictions aux déplacements ont parfois suscité des débats houleux entre les OP et les autorités. En République démocratique populaire lao, des discussions animées ont eu lieu entre les autorités nationales et locales, ainsi qu'avec la police, au sujet de la circulation des OP qui cherchaient à répondre à la demande dans les zones en rupture d'approvisionnement alimentaire. La fermeture des frontières en Afrique de l'Ouest a provoqué une crise du pastoralisme en bloquant les déplacements des éleveurs transhumants. Pour reprendre les propos d'un représentant du ROPPA, les autorités publiques n'ont pas suivi les procédures habituelles de concertation pour adopter de nouvelles mesures et des lois. L'argument de la fermeture des bureaux ou de l'impossibilité de se réunir a été parfois brandi pour imposer des décisions peu démocratiques. Par exemple, un projet de sédentarisation des éleveurs a ainsi brusquement vu le jour. À Madagascar, le Gouvernement a tenté d'accélérer la mise en œuvre d'une réforme foncière et d'une loi sur l'agriculture biologique sans suffisamment associer les OP. Selon les cas, la mise en place de concertations en ligne ou de réunions de 100 personnes via l'application Zoom a pu compliquer la tâche consistant à influencer les décideurs et à les sensibiliser aux préoccupations des producteurs, voire à leur demander des comptes.

2) Les OP au cœur d'une reconfiguration des systèmes alimentaires

Les OP ont donc lutté sur de multiples fronts pour réduire les conséquences négatives de la crise sur leurs membres. En même temps, elles ont tenté de saisir les occasions qui se présentaient et d'accompagner une amorce de relocalisation de l'agriculture qui pourrait devenir une tendance de fond à l'avenir. En effet, en révélant les fragilités des systèmes alimentaires conventionnels, la crise a entraîné une reconfiguration de la production et des circuits de distribution. Elle a ouvert la voie à un raccourcissement des filières, à un rapprochement des producteurs et des consommateurs et à une relance de la demande pour des produits locaux de qualité. Les OP ont accompagné ce phénomène en mettant au point plusieurs stratégies.

Les OP au cœur d'une reconfiguration des systèmes alimentaires



La crise a bousculé les systèmes alimentaires: principaux changements

Hausse de la demande de produits locaux. La fermeture des frontières et les difficultés de commercialisation ont perturbé les chaînes d'approvisionnement et de distribution de certains produits alimentaires importés, ce qui a entraîné un report de la demande sur les produits locaux. Le cas d'Haïti est particulièrement parlant: la fermeture des frontières a brusquement provoqué une pénurie d'œufs, majoritairement importés de la République dominicaine voisine. Cette situation a offert l'occasion à de nombreux producteurs et OP de produire et de vendre des œufs pour répondre à la demande. En Afrique du Nord, la crise a provoqué un bond dans la production de fromage local, en substitution des fromages importés.

Retour à la terre. Certaines OP ont connu un afflux de nouveaux membres et un regain d'enthousiasme populaire, comme dans la région Pacifique. En effet, dans ces îles très fortement axées sur le tourisme, la pandémie a provoqué une vague de chômage accompagnée d'une tendance en faveur d'un « retour à la terre ». Les ex-employés du secteur du tourisme sont retournés en masse à la campagne pour cultiver et mettre en place des potagers familiaux. Nombre d'entre eux ont par exemple souhaité adhérer aux OP et bénéficier de conseils, de formations et de services d'approvisionnement en semences. Le cas de l'association fidjienne des apiculteurs Fiji Beekeepers Association est éloquent: pendant la crise et au plus fort de celle-ci, elle recevait 20 demandes de formation par semaine, et le nombre d'abonnés à sa page Facebook est passé de 1 000 à 6 700. Dans cette région, le PIFON note que l'agriculture locale a tiré parti d'une image fortement revalorisée depuis la crise. En Éthiopie et au Nigéria, de nombreux jeunes citadins en difficulté ont demandé des aides aux autorités pour se lancer dans l'agriculture en milieu urbain. De même, au Kenya et dans d'autres pays d'Afrique, la fermeture des écoles et des universités ainsi que les difficultés de tout ordre ont conduit de nombreux jeunes à revenir à la campagne et à reprendre (peut-être momentanément) les travaux de la ferme.

« Dans le Pacifique, le chômage a augmenté de façon spectaculaire en raison de la chute de l'industrie du tourisme, de sorte que de nombreuses personnes se sont tournées vers l'agriculture. L'intérêt du grand public pour les services des OP s'est donc accru et, pour certaines d'entre elles, le nombre de membres a augmenté. Dans les pays où les réunions et les rassemblements n'étaient pas interdits, les échanges pédagogiques entre agriculteurs se sont poursuivis sur le terrain. Dans les pays où des restrictions ont été imposées en raison de la propagation de la COVID-19 dans les communautés, les séances de formation ont été assurées utilisant différentes applications comme Viber et WhatsApp dans la mesure du possible. Une plateforme virtuelle a été établie autour du fruit à pain, ouvert à tout le monde, pour échanger autour de cette denrée. »

Témoignage d'une représentante du PIFON

Raccourcissement des filières. Les mesures gouvernementales en réponse à la COVID-19 ont en général eu relativement peu d'impact sur la production, mais elles ont entraîné des répercussions importantes sur le fonctionnement des filières, non seulement en amont, sur l'approvisionnement en intrants, mais aussi en aval, sur la transformation et la commercialisation. Les filières les plus longues ont été les plus éprouvées, de même que les producteurs les plus éloignés des lieux de consommation. A contrario, les filières courtes et les circuits de proximité ont été les plus favorisés, tout comme les producteurs situés en périphérie des villes. Plusieurs représentants d'OP déclarent que la baisse du cours des produits de rente (comme le coton et le cacao), couplée aux difficultés d'accès aux intrants importés, pourrait conduire à une réorientation des cultures vers des produits destinés au marché local. En République démocratique du Congo par exemple, les producteurs d'ananas ayant eu des difficultés à exporter déclarent prévoir de réorienter leur production vers le niébé et le haricot.

Les OP se sont adaptées à ces changements

Substitution des intrants importés. Devant ces changements de contexte, les OP ont lancé des initiatives et ont tenté de tirer parti de nouvelles possibilités. Par exemple, face à la hausse du prix des engrais importés et aux perturbations de l'approvisionnement, les OP ont accompagné les producteurs en leur proposant des formations à l'autoproduction de fumure organique (Mali). À cette occasion, l'agroécologie est apparue aux producteurs non seulement comme une solution protectrice de l'environnement, mais aussi comme une approche qui réduit la dépendance aux importations et renforce leur autonomie. De la même façon, certains pays fortement dépendants des importations pour les intrants ont trouvé des substituts locaux. En Mauritanie, les OP ont redécouvert une variété de semences fourragères locales qui n'avait plus cours, mais qui permettait d'obtenir de bons résultats. Pareillement, au Sénégal, le CNCR a entamé des démarches pour développer un capital semencier local dans la filière de la pomme de terre, tandis qu'au Chili, des réflexions sont menées en vue de revaloriser les légumineuses locales.

Amélioration de l'offre de produits locaux. Pour répondre à la demande accrue de produits locaux, les OP ont consenti à améliorer l'emballage et le conditionnement des produits en Afrique du Nord, en Inde et dans les îles du Pacifique. En Haïti et au Mali, des initiatives notables dans le domaine de l'hygiène ont permis de renforcer la qualité et l'attractivité des produits locaux. À Samoa, le thé était avant tout produit d'exportation, mais en raison de la crise, les OP ont dû reconsidérer le marché local et ont lancé une grande diversité de thés « toniques » pour attirer les consommateurs locaux. Dans cette région, on note globalement un intérêt plus grand pour les cultures vivrières traditionnelles, comme l'arbre à pain. Une plateforme virtuelle, nommée Breadfruit People, a été établie dans le Pacifique pendant la crise et promeut la culture du fruit à pain en organisant des échanges et des webinaires en partenariat avec le monde de la recherche depuis le début de 2021, en vue d'explorer davantage ses potentialités au profit du marché local, notamment en lien avec les changements climatiques.



Rapprochement entre OP et consommateurs urbains. En Afrique subsaharienne, le problème bien connu de déconnexion entre les villes et les campagnes a été particulièrement mis au jour par la crise. Les efforts des OP pour rechercher des débouchés ont contribué à rapprocher les consommateurs citadins des producteurs et à tisser des liens entre les villes et les campagnes: la vente directe et la vente en ligne, notamment, ont été abondamment expérimentées durant la crise et sont appelées à se perpétuer.

- **Vente directe.** Il s'agit pour l'OP de rassembler la récolte des membres et de la vendre directement aux consommateurs, sans passer par des intermédiaires, au moyen par exemple de ses propres points de vente. En Inde, de nombreuses femmes membres de l'association SEWA se sont retrouvées sans collecteurs pour leur récolte maraîchère. Devant la détresse de ses membres, la SEWA a rapidement mis au point un système de vente directe aux consommateurs des villes, qui continue aujourd'hui et qui est appelé à se pérenniser au-delà de ce contexte de crise. Au Togo, la CTOP a collecté 5 000 tonnes de maïs parmi ses membres pour approvisionner ses 10 points de vente à Lomé.

Aperçu de l'opération de vente directe mise en place par la SEWA en Inde

« Collaborant à la fois dans les zones rurales et urbaines avec les travailleuses de l'économie informelle, la SEWA a eu l'idée de mettre en relation les agricultrices des districts ruraux d'Ahmedabad et de Gandhinagar avec les clients de la ville d'Ahmedabad. L'objectif était de permettre aux clients urbains d'obtenir des légumes frais issus de la ferme, avec un minimum de contact humain et un maximum de mesures de protection. Au terme d'un dur labeur, les agricultrices rurales pouvaient ainsi vendre leurs légumes aux prix courants, même en période de fermeture due au COVID-19. Du côté de l'offre, la SEWA compte des membres ruraux, qui sont de petites exploitantes agricoles de quatre districts (Ahmedabad, Gandhinagar, Mehsana et Aravalli), tous situés de 40 et à 110 kilomètres d'Ahmedabad. Ces agricultrices avaient l'habitude de vendre leurs légumes en gros sur le marché de Jamalpur à Ahmedabad ou sur le marché de Dehgam. Sur le plan logistique, l'avantage de la SEWA résidait dans le fait qu'elle possédait déjà un espace physique: le centre Kamala à Bodakdev dans la région d'Ahmedabad, qui avant les fermetures engendrées par la COVID-19 hébergeait le restaurant Kamala, géré par un collectif de femmes pauvres en milieu urbain. L'espace était donc disponible pour la vente de légumes. Du côté de la demande, il existait un groupe WhatsApp de clients de Kamala, qui pouvaient aussi être contacté pour la vente de légumes. Sur le plan du marketing, l'atout de la SEWA était que RUDI, une autre entreprise sociale promue, envisageait de commencer à vendre ses céréales et ses épices à des clients urbains. De même, l'entreprise Kamala avait obtenu la permission de préparer et de vendre ses produits de boulangerie pendant la fermeture. Les agricultrices pouvaient donc ajouter leurs légumes à la vente de ces deux produits. Fortes de tels avantages sur le plan de la demande, de l'offre, de la logistique et du marché, les trois entreprises ont élaboré un plan collectif en vue de vendre les trois produits (légumes, céréales et épices de RUDI et produits de boulangerie de Kamala) au centre de Kamala, où les clients pouvaient se rendre et acheter avec les précautions sanitaires voulues. Les clients pouvaient également utiliser les médias sociaux pour passer des commandes, ce qui garantissait une livraison à domicile avec un paiement sans espèces pendant la COVID-19, si la commande totale dépassait un certain montant. »

- **Vente en ligne.** Il s'agit pour un OP de proposer aux clients de passer commande en ligne via une application, une plateforme ou un réseau social. Les produits sont soit livrés à domicile, soit acheminés à un point relais. En Mongolie, la NAMAC a développé une plateforme de vente en ligne avec paiement sécurisé, en ligne également. De nombreuses OP d'Afrique orientale ont utilisé des plateformes numériques comme e-Granary ou ICT4Farmers pour commercialiser leurs produits, notamment au Kenya, en Ouganda et au Rwanda. L'OP ougandaise TUNADO a lancé la boutique en ligne World of Bees.

Il s'agit d'une solution numérique innovante, basée sur la téléphonie mobile, développée par la Fédération des agriculteurs d'Afrique orientale (EAFF). Cette plateforme numérique fournit des informations, des services et des produits agricoles dans les domaines suivants: accès aux marchés, services financiers, services de vulgarisation et de conseil, intrants certifiés et informations météorologiques. La plateforme fonctionne en collaboration avec Export Trading Group, une entreprise privée, et VisionFund Kenya, une institution de microfinancement. Lancé en 2016, e-Granary est actuellement utilisée par environ 240 000 agriculteurs au Kenya, 15 000 en Ouganda et près de 5 000 au Rwanda. E-Granary facilite également la contractualisation entre acheteurs et exploitants familiaux. Ces contrats font office de garantie pour que les exploitants puissent accéder à des semences, à des engrais et à du matériel. Via l'application e-Granary, l'EAFF propose aussi des services de conseil sur les types de culture à planter en fonction des aléas climatiques, afin de réduire les pertes après récolte.

L'exemple d'e-Granary

- **Livraison à domicile.** Dans ce cas de figure, l'OP achemine elle-même ses produits chez le consommateur, après qu'il a passé commande. À Madagascar, la ROFAMA a utilisé ses véhicules (motos) et a obtenu une subvention pour l'achat d'un tricycle en vue d'acheminer les produits laitiers aux gros acheteurs ayant passé commande par téléphone. Cette stratégie implique un surcoût (ressources humaines et carburant) qui est facturé au client. Nombreuses sont les OP à avoir mis au point des modes de livraison à domicile dans les contextes de confinement, notamment en Mongolie, en Ouganda et au Togo.
- **Marchés mobiles.** Dans l'État plurinational de Bolivie, les marchés mobiles existent depuis longtemps et sont organisés en partenariat avec les autorités locales. Il s'agit d'organiser des points de vente itinérants et provisoires dans les quartiers ou les zones éloignées des centres de distribution. Concrètement, les producteurs et leurs produits circulent dans des camions qui font halte dans des lieux de rassemblement à des horaires fixes annoncés à l'avance aux populations.



Des relocalisations durables?

Une prise de conscience des instances gouvernementales. Dans les pays où le secteur alimentaire dépend fortement des importations, les perturbations dans les filières, en particulier la fermeture des frontières, ont démontré la fragilité des systèmes alimentaires conventionnels et ont provoqué un regain d'intérêt des autorités et de la population pour deux thèmes depuis longtemps chers aux OP : la souveraineté alimentaire et le consommateur local. Au Sénégal, le Gouvernement s'est récemment tourné vers le CNCR pour élaborer conjointement un programme national de souveraineté alimentaire (voir l'encadré), une première dans la région. Toujours en concertation avec les OP, le Gouvernement sénégalais travaille également à un plan de renforcement de l'agriculture familiale (en réponse au récent appel à projets lancé dans le cadre du Programme mondial pour l'agriculture et la sécurité alimentaire). En Amérique latine, les politiques d'appui à l'agriculture familiale sont anciennes, mais semblent avoir été renforcées durant la crise, comme en témoigne la décision du Gouvernement uruguayen d'allouer 20% du budget du Ministère de l'agriculture aux exploitations agricoles familiales.

Extrait du Programme agricole pour la souveraineté alimentaire durable (PASAD) mené au Sénégal (2020)

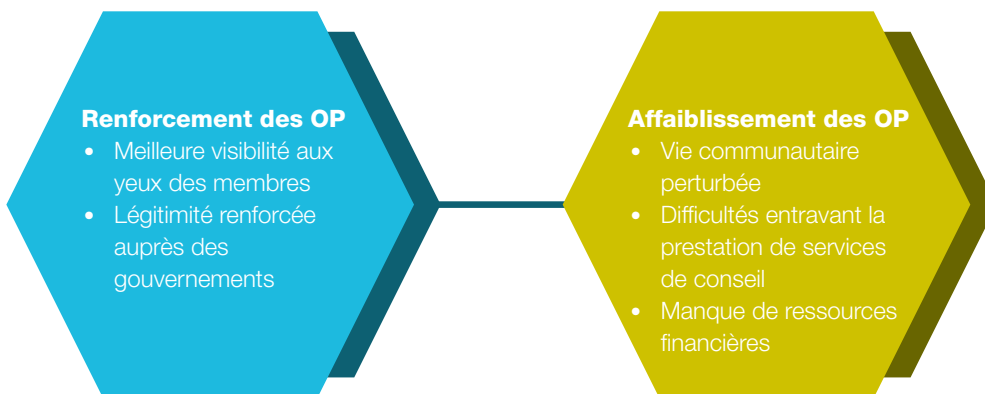
« Les efforts consentis par l'État, les partenaires techniques et financiers, le secteur privé et les autres acteurs du développement pour appuyer le secteur agricole risquent aujourd'hui d'être compromis par la pandémie de COVID-19, qui menace véritablement l'activité productive et économique dans le monde en général et au Sénégal en particulier, accentuant ainsi la vulnérabilité des femmes et des jeunes dans le monde rural. Aujourd'hui, le Sénégal est encore dépendant de l'extérieur, pour la fourniture de certains produits alimentaires comme le riz, le maïs, l'oignon, la pomme de terre et le blé, entre autres. Une des incidences de la COVID-19 est la très forte probabilité d'une sous-production agricole au niveau mondial et le risque d'une priorisation de certains produits alimentaires par les principaux pays exportateurs, susceptibles d'engendrer un déficit sans précédent pour les pays importateurs de denrées alimentaires de base, comme en attestent les études réalisées par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture. »

Des risques de retour à la situation d'avant la crise. Au moment de l'écriture de ce rapport, si le virus continue de circuler et de faire des victimes dans le monde, le pic de la crise semble dépassé, et la plupart des activités courantes ont repris leur cours pour les acteurs du secteur agricole et les OP. Il est très difficile de dire si les mutations observées dans les systèmes alimentaires au cours de la crise seront durables ou non. Du point de vue de l'opinion publique et de certains gouvernements, l'image des produits locaux et de l'agriculture familiale en général a été revalorisée. Mais il ne faut pas sous-estimer les forces qui poussent à un retour à la situation antérieure. La CTOP rappelle par exemple que de grands intérêts sont en jeu, notamment concernant les politiques commerciales. Les importateurs forment un lobby puissant, et les autorités ne semblent pas prêtes à les contrer. La souveraineté alimentaire a probablement gagné des points durant cette crise, mais elle n'a certainement pas remporté la bataille. Selon certains représentants d'OP, l'enthousiasme pour l'agriculture locale a été de courte durée et s'estompera dès que les exportations reprendront. Pour d'autres, la crise aura un effet durable et laissera des traces dans les comportements de consommation.

3) Des OP fragilisées par la crise

Au cours de la crise, les OP ont parcouru un long chemin. Elles ont été à la fois renforcées et fragilisées. D'un côté, elles se sont renforcées non seulement vis-à-vis de leurs membres, en amplifiant leurs services et en en proposant de nouveaux, mais aussi vis-à-vis des autorités et des gouvernements, qui ont été témoins de leur engagement durant la crise, ce qui a conforté leur légitimité. D'un autre côté, elles ont été fragilisées, car la vie associative, qui est au cœur de leur existence, s'est arrêtée brusquement, les services d'appui et de conseil ont été paralysés et les ressources financières pour mener à bien leur mission ont été insuffisantes.

Les OP à la fois renforcées et affaiblies



Des difficultés dans la vie associative

Réduction des échanges. Rien n'est plus funeste à la dynamique associative que la distanciation physique. En réduisant la circulation des personnes et des échanges, la pandémie mondiale a durement éprouvé les associations dans leur vocation profonde, qui est de créer des liens. Les répercussions sur la vie associative sont dues à l'interdiction ou à la limitation des réunions: si la plupart des OP ont réussi tant bien que mal à maintenir des réunions en ligne ou par téléphone pour le personnel des bureaux ou le conseil d'administration, cela n'a pas été le cas pour les réunions de plus grande ampleur comme les formations, les assemblées générales ou les visites-échanges. La relation entre les membres, les élus et les salariés est devenue moins fluide. Beaucoup d'OP ont dû reporter les assemblées générales et prolonger les mandats des élus pour une durée indéterminée. Les perturbations dans les réunions statutaires ont entraîné des difficultés et des retards dans la communication interne, la circulation d'information et la prise de décisions.

Animation en ligne en guise de remplacement. La quasi-totalité des OP a mobilisé des outils numériques pour pallier les difficultés de communication interne: groupes WhatsApp réunissant les membres de la direction ou les salariés, plateformes en ligne, réseaux sociaux comme Facebook, visioconférences et réunions via l'application Zoom. Le téléphone a également été largement utilisé quand la connexion Internet faisait défaut. La crise a ainsi poussé les OP à moderniser leurs outils de communication. Si les situations restent très inégales selon les pays (en fonction du réseau téléphonique et de la couverture Internet), de plus en plus de leaders paysans possèdent à la fois un compte Facebook et un téléphone et, pour un nombre croissant, un smartphone.

Avantages et inconvénients des technologies de l'information et des communications (TIC). Le développement des TIC aux fins de communication interne et pour les relations avec les partenaires est décrit comme ambivalent. Parmi les avantages, on signale que l'OP fait des économies substantielles en matière d'indemnités journalières, de frais de déplacement, de dépenses d'hébergement et autres. On note également que l'information circule davantage qu'auparavant, et que l'utilisation des réseaux sociaux fait la part belle aux jeunes, qui sont plus aptes que leurs aînés à manipuler ces technologies de l'information. Ainsi au Rwanda, un effet inattendu de la crise a été la promotion des jeunes dans l'OP, qui ont été responsabilisés grâce à l'utilisation des TIC et à la formation des personnes plus âgées dans ce domaine. La réduction du nombre de missions sur le terrain a aussi favorisé une forme d'autonomisation des équipes et une délégation des responsabilités. Mais les OP mettent également en avant de sérieux inconvénients, parmi lesquels l'inégalité d'accès au réseau téléphonique et au Web, qui constitue un handicap majeur. À Madagascar par exemple, il faut quelquefois parcourir cinq kilomètres pour recharger son téléphone. Les échanges sont souvent d'une qualité médiocre et de nombreux responsables paysans demeurent presque injoignables. Par ailleurs, les missions de suivi à distance sont généralement décrites comme peu efficaces et laborieuses. Enfin, la crise de la COVID-19 et la généralisation du télétravail ont entraîné des excès dans l'utilisation des TIC. De nombreux représentants d'OP décrivent leur quotidien comme une succession épuisante de réunions Zoom aboutissant à une inefficacité presque complète, et demandent à ce que le nombre et la durée de ces réunions soient limités.

Des perturbations dans les services de conseil

Un service de conseil affaibli. Les limitations des réunions et des déplacements ont fortement perturbé les services des OP, en particulier les services de conseil et de formation. Presque toutes les OP interrogées ont fait part de leur difficulté à maintenir ces services dans un contexte de crise sanitaire. La crainte de la contagion a réduit les possibilités de regrouper les personnes, notamment en Ouganda, si bien que les OP se sont souvent rabattues sur des services de conseil individuel, qui atteignent mécaniquement un nombre bien moins important de producteurs. Précisons que les restrictions aux déplacements ont été plus ou moins durement ressenties à la base et dans les campagnes. Dans certains pays, comme au Burkina Faso, hormis durant un bref moment de panique, les OP ont pu assurer la prestation de leurs services à la base presque normalement. Mais dans beaucoup d'autres pays, où des mesures plus rigoureuses ont été appliquées jusque dans les localités reculées, les services de conseil des OP sont ceux qui ont été le plus gravement frappés par les conséquences de la COVID-19.

Débrouille et béquilles technologiques. Dans le meilleur des cas, les limitations des transports en commun ont amené les conseillers des OP à se déplacer par leurs propres moyens pour se rendre chez leurs membres. Les OP les mieux loties ont utilisé les motos dont elles disposaient, tandis que les autres ont eu recours à des bicyclettes. Au Rwanda, pays où la topographie s'y prête, les conseillers se sont munis de mégaphones pour fournir leurs services à des personnes éloignées les unes des autres. De nombreuses OP ont cherché à utiliser des outils numériques pour dispenser des conseils et des formations, notamment des vidéos, des plateformes numériques, des applications ou des lignes d'assistance téléphoniques (notamment en Ouganda, en République démocratique populaire lao et au Togo). En matière de conseil et d'apprentissage en ligne, très peu d'OP ont trouvé des solutions satisfaisantes. La plupart d'entre elles déclarent que les TIC complètent bien les services de conseil, mais qu'elles ne sauraient remplacer efficacement les échanges en présentiel.

Des OP financièrement fragilisées

Baisses des ressources. La plupart des OP ont rencontré des difficultés financières à la suite de la pandémie. En premier lieu, le taux de paiement des cotisations des membres a généralement chuté en raison de la baisse des revenus des exploitations agricoles familiales et de la perturbation des services. En deuxième lieu, le ralentissement et la perturbation des activités qui avaient été prévues et budgétisées par les OP ont entraîné des demandes de réallocations budgétaires et d'avenants auprès des partenaires. Selon les cas, ces demandes ont parfois été acceptées et parfois rejetées. Enfin, les OP qui tiraient leurs revenus de leurs services économiques (approvisionnement en intrants et commercialisation) ont généralement souffert des perturbations dans les filières susmentionnées.






Endettement. Dans les OP de type économique, il a fallu faire face à des baisses très fortes du chiffre d'affaires liées à l'impossibilité de commercialiser les produits. À Madagascar, la ROFAMA a choisi l'endettement auprès des banques pour maintenir un niveau d'activité minimal et éviter le dépôt de bilan. Certaines OP ont bénéficié de subventions supplémentaires dans le contexte de la crise, mais ce n'est pas le cas de la majorité d'entre elles, qui ont dû revoir leur budget à la baisse.

Des exceptions. D'autres OP ont multiplié les recherches de financement et ont ainsi bénéficié d'un surplus d'aide internationale et de subventions. Certaines OP, à l'image du CRUS, membre burkinabé du Réseau Bilital Maroobe, ont vu leur budget croître de manière substantielle. Le nombre de salariés suffit à démontrer l'ampleur du changement. « Nous sommes passés de 18 à 73 salariés après la crise de la COVID-19 », témoigne l'OP interrogée. D'autres organisations ont déclaré avoir eu des difficultés de gestion devant l'afflux exceptionnel de dons.

4) Enseignements tirés

Au plus fort de la crise causée par la pandémie de COVID-19, les OP ont fait l'objet de sollicitations très importantes de la part de leurs membres, mais aussi de la part des autorités et des partenaires techniques et financiers. De manière différente selon les contextes, elles ont été conduites à lutter sur tous les fronts contre les effets délétères de la pandémie. Souvent utilisées par leurs membres comme des remparts contre la crise, les OP ont ainsi souvent dû cumuler un rôle à la fois sanitaire, social, économique et politique. En même temps, elles ont été à l'avant-garde d'un mouvement de relocalisation de l'agriculture qui pourrait devenir une tendance de fond à l'avenir. Dans ce cadre, elles ont été amenées à réfléchir à des modèles pour répondre à la soudaine croissance de la demande pour des produits locaux de qualité. En définitive, deux ans après le début de cette crise mondiale sans précédent, les OP se retrouvent confortées dans leur légitimité, mais aussi en tension sur le plan technique et financier. Cette situation invite à engager une réflexion sur les moyens de renforcer la capacité des OP de protéger les agriculteurs face aux crises à venir et d'accompagner la transition des systèmes alimentaires vers des modèles décentralisés et plus résilients.

Les enseignements tirés et la voie à suivre

 PRÉVENTION ET GESTION DES CRISES	 RÔLE SOCIAL DES OP	 RÉSILIENCE	 CONSOMMER LOCAL	 NOUVELLES MÉTHODES DE TRAVAIL
Renforcement des capacités des OP en matière de prévention et de gestion des crises <ul style="list-style-type: none"> • Systèmes d'alerte • Stratégies • Polyvalence 	Importance du rôle social des OP <ul style="list-style-type: none"> • Maintien et évolution de la contribution à la santé publique • Approche en matière d'intervention d'urgence et d'aide au développement • Ciblage • Mécanismes de solidarité formels et informels 	Intégration la résilience des membres dans les plans d'action <ul style="list-style-type: none"> • Agroécologie • Diversification • Stockage • Transformation 	Promotion du consommer local <ul style="list-style-type: none"> • Produits de substitution • Qualité • Chaînes d'approvisionnement courtes 	Réflexion sur les nouvelles façons de travailler <ul style="list-style-type: none"> • Équilibre entre le travail en présentiel et à distance dans la vie communautaire et pour les services de conseil


La crise invite les OP à renforcer leurs capacités en matière de prévention et de gestion des crises

Anticiper les crises à venir, en particulier la crise climatique. Selon les OP interrogées, la singularité de cette crise réside dans son ampleur inédite et dans l'incertitude quant à son issue. La pandémie a provoqué une paralysie générale et une crise de la logistique, en plus de bouleverser les manières de travailler. L'étude des réactions des OP et de leurs stratégies face à la crise engendrée par la COVID-19 est utile pour améliorer la compréhension de la résilience de ces organisations face à d'autres types d'événements indésirables classiquement observés qui ont de lourdes conséquences sur les systèmes alimentaires et leurs acteurs, comme les phénomènes climatiques extrêmes (sécheresses, inondations et catastrophes naturelles) et les crises économiques ou politiques (interdictions commerciales et effondrements économiques). En pleine pandémie, un sondage a été effectué dans la région Asie par l'Association des agriculteurs d'Asie pour le développement rural durable (AFA). À la question « Quel est le plus grand risque auquel vous faites face? », les participants ont répondu « les changements climatiques » à 94%, bien devant la crise de la COVID-19, citée seulement en deuxième par 76% des participants, au même titre que les catastrophes naturelles. Bien des points relevés ici comme des leviers de renforcement de la résilience des OP face à la crise sanitaire peuvent être transposés dans le contexte de la lutte contre les changements climatiques.

Appuyer les dispositifs de veille des OP. La veille et l'alerte précoce sont considérées comme un pilier des stratégies de gestion des risques. De nombreuses OP, en particulier en Afrique de l'Ouest, ont mené des actions relevant de la veille systématique et du suivi des effets de la pandémie sur les populations à la base (en particulier le ROPPA, le RBM et l'APESS). Ces enquêtes régulières se sont appuyées sur des dispositifs de collecte d'information en

continu (coordonnateurs, relais paysans, etc.) qui ont principalement deux objectifs. L'un est interne aux OP: il s'agit de renseigner les organisations elles-mêmes sur la situation agricole et alimentaire de leurs membres afin qu'elles puissent adapter leurs services aux besoins. Le second est externe: il vise à alimenter le plaidoyer des OP, à informer et à influencer les décideurs, ainsi qu'à défendre les intérêts des exploitants familiaux dans la mise en place des politiques agricoles et des plans de réponse aux crises. Concrètement, le recueil et le traitement des informations sont souvent exigeants en temps, en moyens techniques (ces systèmes sont de plus en plus numérisés) et en ressources humaines, car il faut que ces informations parviennent à temps aux décideurs et qu'elles contiennent des éléments complémentaires à ceux dont ils disposent déjà. Il importe donc d'appuyer et de renforcer ces dispositifs pour faire en sorte qu'ils soient réactifs, efficaces et adaptables face aux différentes crises.

Renforcer les capacités des OP en matière de gestion de crise. La réactivité et l'inventivité des OP ont montré à quel point ces dernières sont des recours précieux, parfois salutaires pour les agriculteurs en situation de crise. Pourtant, comme la plupart des acteurs économiques et sociaux, les OP interrogées n'étaient en général pas préparées à une situation de cette nature et, mises à part quelques exceptions notables comme la CTOP au Togo, qui a élaboré un plan global de riposte contre la propagation de la COVID-19, elles ont davantage improvisé des réponses dans l'urgence que véritablement mis en œuvre des stratégies. Il serait utile de renforcer les capacités de résilience des OP face aux crises par des formations, des échanges d'expériences et l'élaboration de guides, à l'image de ce que la Fédération des associations paysannes promouvant l'entreprise agricole familiale au Cambodge (FAEC) a réalisé pour ses membres. Dans le domaine financier, beaucoup des OP étant aujourd'hui dépendantes de subventions extérieures, la crise devrait relancer la réflexion sur la diversification des partenaires financiers et le renforcement des fonds propres, au moyen de cotisations, de services économiques payants et d'activités rémunératrices. À court terme, les organisations d'Asie réclament tout simplement plus de subventions et un accès facilité aux financements (crédits) pour faire face aux crises.

« 1. Tenez-vous prêts à réduire au maximum ou à gérer les perturbations et les incidences financières en ce moment et dans les temps à venir. 2. Préservez le bien-être du personnel, des volontaires, des agriculteurs, des communautés, des donateurs et des autres parties prenantes. 3. Restez informés [...] 4. Passez le mot: partagez les conseils universellement acceptés concernant la prévention et la gestion de la COVID-19. 5. Préparez-vous aux conséquences financières en créant un plan de gestion des coûts fixes inévitables, en gérant les flux de trésorerie, en retardant les dépenses qui peuvent l'être et en adoptant des modalités de gestion allégées. 6. Respectez les engagements convenus et prenez du temps pour la gestion des donateurs [...] 7. Faites part des difficultés rencontrées et recherchez activement de l'aide [...] 8. Déterminez les financements et le budget: [...] vous devrez peut-être intensifier les efforts de collecte de fonds et puiser dans les réserves. [...] 9. Apprenez en collaborant avec vos pairs dans le monde entier: cette période difficile offre une bonne occasion d'apprendre et de se développer en tant qu'organisation nationale d'agriculteurs. Dans tout le pays, les personnes échangent des idées, apprennent à se réunir et à essayer de nouvelles choses, partagent leurs expériences et les enseignements qu'ils en ont tirés. Il y a tellement de choses à apprendre: des conseils pour les dirigeants, le personnel et ainsi de suite [...]. »

Extrait du guide de la FAEC: conseils aux OP membres pendant la crise

Cultiver une forme de polyvalence dans les OP. La crise a provoqué des tiraillements dans les OP et les sollicitations ont été multiples et plurivoques. Ces organisations n'ont jamais été autant sollicitées ni autant mises en difficulté au regard de leur vocation multidimensionnelle. Si les OP ont un rôle économique, professionnel et social, certaines sont principalement orientées vers la défense des intérêts des producteurs. La plupart d'entre elles ont une vocation syndicale pour aborder des sujets plus complexes de politiques de développement local ou régional et de développement rural. Durant la crise, la majorité des OP ont été au moins amenées à jouer un rôle sanitaire, en sensibilisant leurs membres, et en nouant parfois des alliances avec les ministères de la santé, voire en suppléant les services publics. Des OP généralistes, techniques ou syndicales ont été sollicitées sur des questions économiques et de commercialisation, des OP économiques l'ont été sur des enjeux sociaux, tandis que des OP intervenant traditionnellement dans le domaine du développement ont été amenées à intervenir sur le terrain de l'urgence humanitaire. Cette crise a bousculé les rôles habituels des OP et a démontré que dans une situation aussi grave et imprévue, les populations rurales avaient besoin d'organisations multidimensionnelles, capables de répondre à des besoins variés et dotées d'une grande plasticité.



La crise rappelle l'importance du rôle social des OP

Maintenir et faire évoluer le rôle de fournisseur d'informations. Les OP ont été très actives en matière d'information sanitaire, notamment au sujet de la prévention de la maladie, des mesures à prendre en cas de symptômes et des gestes barrières. Il semble que ces campagnes aient porté leurs fruits jusque dans des zones reculées. Elles gagneraient à être poursuivies dans les zones où le virus circule encore fortement. Dans les zones de moins en moins touchées par la COVID-19, cette sensibilisation pourrait évoluer vers la diffusion d'innovations et de bonnes pratiques mises en œuvre durant la crise en matière d'hygiène et de nutrition. Les relations nouées avec les autorités sanitaires ont ouvert les OP à une vision plus holistique de la sécurité alimentaire, incluant les notions de nutrition, d'hygiène et de santé humaine importantes pour la résilience des populations face aux crises. Les OP gagneraient à entretenir et à renforcer ces partenariats.

Renforcer le lien entre urgence et développement. Beaucoup d'OP ont mené des activités en matière d'urgence humanitaire durant cette crise, certaines d'entre elles pour la première fois. Ces actions ont été généralement guidées par la demande des membres les plus vulnérables. Il semble que les partenaires des OP ont pu aussi influencer leur décision de se mobiliser pour la distribution de kits alimentaires, d'aliments pour bétail et d'intrants. Ces distributions gagneront à être capitalisées dans une optique d'échange d'expériences, de renforcement des capacités et d'amélioration des interventions ultérieures. Le risque de telles actions humanitaires est qu'elles soient menées à la hâte et de manière ponctuelle, sans perspective et sans vision dans la durée. Les OP sont en bonne position pour articuler ces interventions d'urgence avec une stratégie globale et des opérations de plus long terme. Les notions de reclassement (« *graduation* ») et de sortie progressive de la pauvreté appréhendées dans le champ de la protection sociale à l'appui de la sécurité alimentaire peuvent efficacement alimenter la réflexion des OP sur l'accompagnement des populations les plus vulnérables dans un cycle vertueux et productif. L'exemple du CNCR au Sénégal, qui a collecté une part de la production de ses membres pour la redistribuer sous forme d'aide alimentaire, peut également inspirer une réflexion globale des OP sur leur position au carrefour de l'urgence humanitaire et du développement.

Renforcer les capacités des OP en matière de ciblage. La question du ciblage des aides a amené certaines OP à concevoir des guides et des stratégies, et à conseiller certains acteurs (autorités, ONG et bailleurs de fonds) qui peinaient à identifier les personnes les plus vulnérables. Dans l'optique de la poursuite de telles actions, il serait intéressant d'approfondir ces démarches stratégiques, de favoriser les échanges d'expériences avec des professionnels

de l'urgence, et de former le personnel d'OP qui en expriment le besoin. Certaines OP, qui sont plus accoutumées aux interventions d'urgence, par exemple dans le cadre de catastrophes naturelles, pourraient partager leur expérience au profit des OP d'autres régions.

Appuyer et renforcer les mécanismes de solidarité formels et informels internes aux OP. Étant régulièrement frappés par des crises, les producteurs familiaux des pays les plus pauvres ont depuis toujours mis en place des mécanismes de solidarité endogènes (tontines, caisses solidaires, caisses mutuelles, etc.) qui leur permettent de faire face aux aléas. Ces mécanismes communautaires jouent un grand rôle dans la résilience des populations en complétant des systèmes de protection sociale encore très insuffisants. Ils sont cependant mal connus et peu appuyés par les partenaires techniques et financiers. Il serait utile d'encourager les OP à les référencer, à en analyser les forces et les faiblesses, et à concevoir des plans de renforcement correspondants.



La crise incite les OP à renforcer la résilience de leurs membres

Encourager l'agroécologie. L'agroécologie est clairement apparue durant la crise comme une approche porteuse de résilience pour les populations et d'autonomie pour les producteurs familiaux, notamment à l'égard des intrants importés. Même si on voit fleurir des stratégies de promotion de l'agroécologie dans nombre de pays, ces dernières tardent à être appliquées sur le terrain. Cette approche fait encore l'objet d'un grand scepticisme de la part d'une majorité de gouvernements. Plus que jamais, il importe de populariser ces techniques culturales, d'en démontrer l'efficacité et les vertus, d'encourager les échanges d'expériences et de promouvoir cette nouvelle démarche en remplacement de l'agriculture conventionnelle, qui a montré tant de fragilités au cours des dernières crises.

Promouvoir la diversification des exploitations. Le débat entre spécialisation et diversification des exploitations est revenu sous les feux de l'actualité. Les OP ont un rôle à jouer en aidant les producteurs à diversifier leur production en cas de choc dans une filière et à développer des cultures vivrières riches en nutriments en parallèle de leurs cultures de rente. Cette approche plaide en faveur d'un maintien et d'un renforcement des OP généralistes aux côtés des OP de filière spécialisées dans des produits, ainsi que d'une approche de développement axée sur les marchés territoriaux en parallèle des projets de développement des filières.

Renforcer les capacités de stockage. La crise a montré à quel point les producteurs étaient démunis en cas de blocage en aval des filières. La première option des OP dans les situations de crise est le stockage, qui permet également de préserver les producteurs d'un choc sur les prix. Au Sénégal et dans les OP du Sahel, le stockage de proximité (banques de céréales et greniers de sécurité alimentaire) est depuis longtemps considéré comme un instrument privilégié de prévention des crises. Le CNCR investit aujourd'hui dans un système d'information numérique pour renseigner en temps réel le niveau des stocks de proximité en partenariat avec les autorités nationales chargées de la prévention des crises alimentaires. Beaucoup d'OP dans le monde ont constaté durant la crise de la COVID-19 l'insuffisance de leurs capacités en matière de stockage, faute d'infrastructures et de moyens (gardiennage, électricité, etc.). Pour les produits frais, il importe également d'investir dans la conservation et dans la chaîne du froid (chambres froides et transport réfrigéré). Les partenaires techniques et financiers gagneraient à renforcer leurs appuis aux services de stockage des OP et à s'assurer que ces dernières contribuent adéquatement aux politiques de stockage nationales ou régionales (à l'exemple de la réserve régionale de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest).

Renforcer les capacités de transformation. La transformation présente de multiples avantages: elle augmente la valeur du produit, garantit sa conservation et facilite son stockage. En réponse à la crise, de multiples OP ont souhaité développer leurs capacités de transformation et investir dans un atelier. Certaines ont déjà prévu une recherche de financement pour réaliser ces investissements. Qu'elles soient internalisées dans les OP ou qu'elles soient le fruit d'une alliance avec des organisations tierces (groupement de transformatrices par exemple), les opérations de transformation se sont révélées cruciales face aux crises et doivent être intensifiées.

Renforcer la contractualisation. La contractualisation d'une OP avec un acheteur (transformateur ou commerçant) est apparue comme une stratégie de résilience. En effet, elle sécurise l'OP quant aux débouchés et aux prix en cas de perturbation des filières. Cette approche mérite d'être encore davantage appuyée et capitalisée. Les bons résultats de l'inclusion des institutions financières dans des modèles tripartites (cf. Sénégal) gagneraient à être diffusés et reproduits.



La crise invite à renforcer la promotion du consommateur local

Promouvoir la souveraineté alimentaire. Il s'agit d'un vieux combat des OP, mais qui a repris de la vigueur durant la crise. Durant la pandémie, il est apparu clairement, comme après la crise de 2008, que les pays dépendants des importations pour leur approvisionnement alimentaire sont les plus exposés et qu'il est nécessaire de renforcer leur autonomie. Il ne s'agit pas de promouvoir le « nationalisme alimentaire » ou un protectionnisme rigide, mais de diversifier les fournisseurs et de renforcer, de protéger et de valoriser au maximum les ressources locales. La démarche du Sénégal d'associer le CNCR à la réflexion sur un programme national de souveraineté alimentaire à la suite de la crise gagnerait à être promue et discutée au sein des OP subsahariennes.

Renforcer l'ancrage territorial des systèmes alimentaires. Dans une optique de renforcement de la résilience des populations rurales face aux crises à venir, les partenaires des OP devraient encourager le développement de systèmes alimentaires territorialisés. Il ne s'agit pas de délaisser entièrement les filières de rente longues, tournées vers l'exportation, qui fournissent de précieux revenus à nombre d'exploitations agricoles familiales, ni les filières vivrières longues. Mais ces dernières ont montré à quel point elles étaient fortement exposées aux fluctuations de prix et aux crises de tout ordre. Parallèlement à ces filières, après la double expérience de la crise de 2008 et de la pandémie de COVID-19, les acteurs du développement sont aujourd'hui invités à s'intéresser davantage aux filières vivrières décentralisées, aux circuits courts et aux marchés locaux.

Améliorer la qualité des produits locaux. Parmi les initiatives que les OP ont lancées durant la crise pour renforcer l'attractivité, la disponibilité et l'accès aux produits locaux à destination notamment d'une clientèle urbaine figurent: la recherche de variétés anciennes et locales adaptées aux terroirs et aux préférences culturelles, la diversification de l'offre et la promotion d'aliments de substitution aux produits importés, l'amélioration de la transformation et des emballages des produits locaux, des innovations dans le domaine de la commercialisation (vente directe, vente en ligne, etc.). De telles initiatives méritent d'être répertoriées, capitalisées et appuyées. Dans beaucoup de villes, les consommateurs sont demandeurs de produits locaux, mais des préjugés persistent. Un effort d'amélioration de la qualité des produits doit être réalisé pour en revaloriser l'image. Les partenaires techniques et financiers gagneraient à se pencher plus de plus près sur ces questions et à élaborer des programmes d'appui aux OP qui prennent davantage en compte la promotion du consommateur local.

Encourager les circuits courts. Les circuits courts désignent des circuits de commercialisation incluant un minimum d'intermédiaires entre le producteur et le consommateur. Situés en général dans les espaces périurbains, ils incluent la vente à la ferme, la vente dans un point de vente collectif, la vente sur les marchés ou dans les foires, la vente en ligne, la vente à domicile, et la vente aux restaurateurs ou aux commerçants. Ils présentent l'avantage d'instaurer un lien social entre les producteurs et les consommateurs, susceptible de renforcer l'adaptation de l'offre à la demande, d'accroître la confiance des consommateurs dans le produit, d'améliorer les marges pour le producteur et de réduire la pollution liée au transport. Les circuits courts se sont beaucoup développés dans le monde durant la crise engendrée par la COVID-19. Les OP ont un rôle à jouer en organisant et en facilitant ces modes de commercialisation, notamment par l'échange de pratiques, la formation, la mise à disposition de plateformes en ligne et l'étiquetage.

Encourager et capitaliser la vente en ligne. La vente en ligne ayant été expérimentée par de très nombreuses OP, il serait intéressant de capitaliser ces expériences. Les retours d'information des OP interrogées sont plutôt positifs: la vente en ligne semble être considérée comme une réelle perspective, même si la clientèle semble composée d'une « élite » plutôt urbaine, jeune et connectée aux réseaux sociaux. En Mongolie, certains avantages ont été soulignés, en particulier, la vente en ligne serait plus sûre sur le plan sanitaire quand elle se double de paiements en ligne et entraînerait des avantages sur le plan de la gestion.



La crise invite à repenser les manières de travailler dans les OP

Réduire la fracture numérique. Le développement des TIC pendant la crise est un acquis indéniable qui a favorisé une forme de modernisation des OP. Aux quatre coins du monde, ces dernières se sont familiarisées avec ces outils et se sont équipées. De multiples usages des TIC ont été découverts et expérimentés dans les OP, dans différents domaines: communication interne et externe, veille et recueil d'informations, commercialisation, conseil et suivi-évaluation. S'ils apparaissaient auparavant parfois comme un effet de mode, ils sont désormais davantage pris au sérieux par les leaders paysans. Ces nouvelles technologies ouvrent de nombreuses possibilités, à condition qu'elles soient accessibles au plus grand nombre. Il importe d'investir pour doter un maximum de responsables et de salariés d'OP de smartphones et leur garantir un accès à Internet. Mais au-delà, il est nécessaire d'interpeller les autorités sur la nécessité de garantir de toute urgence une couverture équitable du réseau dans les pays.

Relancer la vie associative. Le développement du travail à distance pendant la crise a affaibli les relations entre les membres des OP, perturbé la tenue des réunions statutaires et maintenu de nombreuses activités en attente. Comme dans toutes les associations, les OP ont beaucoup souffert de cette crise qui empêchait les personnes de se rencontrer physiquement. Certaines OP ont également été en proie au chômage partiel et ont eu des difficultés à rémunérer l'ensemble du personnel. Dans les endroits où le contexte sanitaire est plus favorable, il importe de relancer rapidement la vie associative par l'organisation de tournées dans les villages et d'assemblées générales, la reprise des échanges de tout ordre et le paiement des arriérés de salaire.

Relancer le conseil. Dans les OP, les services d'appui-conseil, les visites-échanges et les formations ont été très perturbés par la crise. De nombreuses organisations ont tenté de recourir aux TIC comme palliatif et en ont constaté leurs indéniables potentialités. Les résultats ne semblent pourtant pas suffisamment convaincants pour le moment. Presque tous les représentants d'OP témoignent d'un scepticisme sur la formation et le conseil à distance lorsqu'ils sont utilisés en remplacement d'un échange en présentiel. Il importe donc de veiller à ce que les formes plus classiques de partage d'expériences reprennent leur cours (conseil en gestion, champs-écoles, conseil de paysan à paysan, plateformes pour les innovations, etc.), que de plus amples travaux soient expérimentés et que des débats soient menés dans les OP sur l'utilisation pertinente et complémentaire des TIC dans ce domaine.

Trouver un équilibre entre télétravail et travail en présentiel. La crise a bousculé les manières de travailler des OP. Le développement très rapide du télétravail présente sans conteste de multiples avantages: économies réalisées en matière de réunions et de transports, rapidité des échanges et circulation plus efficace des informations. Cet acquis a de fortes chances de perdurer au-delà de la crise, mais il importe de rester vigilant quant aux abus potentiels du travail à distance. Les OP gagneraient à émettre des règles applicables aux visioconférences (visant à en limiter le nombre et la durée), au risque de maintenir les dirigeants éloignés du terrain et de banaliser une forme de surveillance intrusive. De plus, tous les acteurs conviennent que le travail à distance doit se coupler avec les activités en présentiel: sans les remplacer, les TIC complètent les échanges en face à face.

5) Résumé des enseignements tirés et recommandations

	OP	PTF	Autorités
 <p>Renforcement des capacités des OP en matière de prévention et gestion des crises</p>	<ul style="list-style-type: none"> renforcer les capacités en prévention et gestion des risques sanitaires et climatiques capitaliser et partager les expériences des OP ayant développé des stratégies et guides de bonne conduite face à la crise (FAEC, CNOP Togo...) renforcer les capacités des leaders sur l'analyse de la demande, la volatilité des prix et la contractualisation à des fins de stabilisation des débouchés 	<ul style="list-style-type: none"> soutenir les dispositifs de veille et d'alerte au sein des OP à l'image de ceux développés en Afrique de l'Ouest par ROPPA, RBM, APESS, (réseaux d'informateurs parmi les membres, système de collecte de données digitalisé adossé au dispositif de conseil, traitement et mise à jour régulière) soutenir le renforcement organisationnel des OP en parallèle des financements orientés sur des projets renforcer les capacités des OP en analyse des risques et mesures d'atténuation 	
 <p>Renforcement de la mission sociale des OP</p>	<ul style="list-style-type: none"> recenser, capitaliser et partager les initiatives d'OP ayant renforcé le lien entre mesures d'urgence et dynamique de développement de long terme à l'image de l'achat aux membres de semence à destination des populations vulnérables (Sénégal) renforcer les capacités en matière d'aide humanitaire : distribution d'aide d'urgence, approches de ciblage, protection sociale et transferts sociaux (échange d'expérience entre OP et avec des ONG d'urgence) 	<ul style="list-style-type: none"> soutenir et renforcer les mécanismes de solidarité formels et informels internes aux OP telles que les caisses mutuelles, tontines, caisses de solidarité, insuffisamment connus et appuyés par les PTF renforcer les alliances entre OP (en particulier les coopératives) et acteurs de l'humanitaire notamment pour l'approvisionnement des aides alimentaires 	<ul style="list-style-type: none"> établir des partenariats avec les autorités sanitaires sur les notions de santé, nutrition et hygiène reconnaître les OP comme des partenaires stratégiques des politiques sociales et pas seulement en tant que bénéficiaires des aides
 <p>Renforcement de la résilience des membres</p>	<ul style="list-style-type: none"> renforcer les capacités des membres d'OP en matière de stockage, transformation, conservation des aliments pour réduire les pertes post-récolte en cas de crise établir des partenariats avec les organismes de lutte contre les crises, renforcer la contribution des OP aux mécanismes d'aide alimentaire et aux politiques de stockage nationales et régionales, promouvoir la diversification des cultures et l'autonomie vivrière au travers des approches de conseil aux producteurs renforcer les capacités des membres en matière de production d'intrants biologiques, d'agroécologie et pratiques agricoles contre le changement climatique 	<ul style="list-style-type: none"> poursuivre et renforcer l'accompagnement à la contractualisation entre les OP et les opérateurs de l'aval des filières encourager et soutenir les OP territoriales généralistes davantage en mesure de promouvoir la diversification et les cultures vivrières renforcer la mise en œuvre des programmes et politiques favorables à l'agroécologie renforcer les contributions des OP aux politiques de stockage nationales et régionales renforcer l'accès aux intrants agricoles biologiques prévoir la création d'un fonds de rétablissement des moyens de subsistance et de résilience au niveau national (en particulier pour les femmes et les jeunes) s'assurer de la bonne couverture des banques de céréales, stocks de proximité, greniers villageois dans les zones à risque 	

Promotion du consommer local

- renforcer le **plaidoyer pour le consommer local** et la **souveraineté alimentaire** (protection des ressources locales)
- renforcer le plaidoyer pour l'accès des OP aux marchés institutionnels
- **répertorier et capitaliser les expériences d'OP** concernant la recherche de variétés anciennes et locales, la diversification, l'offre de produits de substitution aux produits importés, la qualité des produits locaux, la valorisation des aliments locaux nutritifs, les circuits courts et la vente en ligne
- renforcer les capacités des membres **sur les normes et la qualité** ainsi que sur le marketing et emballage des produits locaux
- promouvoir et développer des **projets alimentaires territorialisés** en complément des projets filières
- inscrire la **promotion du consommer local** dans les orientations
- encourager le développement des **circuits courts** au travers de programme d'appui à la commercialisation des OP incluant par exemple la vente à la ferme, la vente dans un point de vente collectif, la vente sur les marchés ou dans les foires, la vente en ligne, la vente à domicile, et la vente aux restaurateurs ou aux commerçants
- renforcer les investissements pour les **équipements** de transformation, de stockages, de conditionnement
- développer des programmes de **renforcement de la souveraineté alimentaire nationale** en collaboration avec les OP
- encourager la **décentralisation et la relocalisation des systèmes alimentaires**
- **associer davantage les OP aux politiques de stockage** nationales et régionales
- privilégier les produits locaux issus de l'agriculture familiale dans les **achats institutionnels**
- soutenir les industries de **transformation** locale et le transfert de compétence
- renforcer la **recherche** en matériel végétal et investir dans la production de **semences** locales



Encourager la digitalisation raisonnée des services agricoles

- **relancer le conseil en présentiel** dans les OP
- **capitaliser les expériences en e-learning**
- rechercher un **nouvel équilibre entre télétravail et présentiel en établissant des règles** applicables aux visioconférences
- **équiper largement les OP en outils numériques** adaptés aux populations rurales
- **renforcer les capacités des acteurs dans l'utilisation des NTIC**
- établir des partenariats avec des entreprises innovantes et réaliser des projets pilotes (ICT4D, e-conseil, e-commerce, solaire, assurances indicelles etc.)
- **améliorer la couverture réseau sur les territoires ruraux** et réduire la fracture numérique
- négocier avec les banques pour créer des produits financiers digitaux innovants à destination des agriculteurs familiaux





- Afrique du Nord**
- Organisation paysanne et de producteurs régionale (OPR): Union maghrébine et nord-africaine des agriculteurs (UMNAGRI)
 - Organisation paysanne et de producteurs nationale (OPN): Fédération mauritanienne de l'agriculture (FMA) (Mauritanie)
- Afrique de l'Ouest**
- OPR: Réseau des organisations paysannes et des producteurs agricoles de l'Afrique de l'Ouest (ROPPA)
 - OPN: Coordination togolaise des organisations paysannes et de producteurs agricoles (CTOP) (Togo)
 - OPN: Coordination nationale des organisations paysannes du Mali (CNOP) (Mali)
 - OPN: Conseil national de concertation et de coopération des ruraux (CNCR) (Sénégal)
 - Organisation paysanne et de producteurs locale (OPL): Conseil régional des unions du Sahel (CRUS) (Burkina Faso)
- Afrique orientale**
- OPR: Fédération des agriculteurs d'Afrique orientale (EAFF)
 - OPN: Fédération nationale des agriculteurs d'Ouganda (UNFF) (Ouganda)
 - OPL: Organisation nationale de développement de l'apiculture en Ouganda (TUNADO) (Ouganda)
 - OPN: IMBARAGA (Rwanda)
 - OPN: Confédération des associations des producteurs agricoles pour le développement (CAPAD) (Burundi)
- Afrique centrale**
- OPR: Plateforme régionale des organisations paysannes de l'Afrique centrale (PROPAC)
 - OPN: Confédération paysanne du Congo – Principal regroupement des paysans (COPACO-PRP) (République Démocratique du Congo)
- Afrique du Sud**
- OPN: Réseau syndical des organisations agricoles (Réseau SOA) (Madagascar)
 - OPL: Union de coopératives laitières Ronono Faritra Matsiatra Ambony (ROFAMA) (Madagascar)
- Pacifique**
- OPR: Réseau des organisations d'agriculteurs des îles du Pacifique (PIFON)
 - OPL: Association fidjienne des apiculteurs (Fidji)
- Caraïbes**
- OPL: Réseau des coopératives caféières de la région du Nord (RECOCARNO), par l'intermédiaire de l'Association Agriculteurs français et développement international (AFDI) (Haïti)
 - OPL: Association des agriculteurs du Nord-Ouest (ASOANOR) (République dominicaine)
 - OPL: Bananes Ecologiques de Nord-Ouest (BANELINO) (République dominicaine)
- Amérique latine**
- OPR: Confédération des exploitants agricoles familiaux du Marché commun du Sud élargi (COPROFAM)
 - OPN: Mouvement unitaire des paysans et des populations autochtones du Chili (MUCECH) (Chili)
 - OPN: Coordination pour l'intégration des organisations économiques des agriculteurs autochtones et originaires de Bolivie (CIOEC-BOLIVIA) (État plurinational de Bolivie)
 - OPN: Confédération nationale des agriculteurs ruraux et familiaux (CONTAG) (Brésil)
 - OPN: Commission nationale pour le développement rural (CNFR) (Uruguay)
- Europe**
- OPL: Fédération des agriculteurs de Moldova (FARM) (République de Moldova)
- Asie**
- OPR: Association des agriculteurs d'Asie pour le développement rural durable (AFA)
 - OPN: Association des femmes travaillant à leur compte (SEWA) (Inde)
 - OPN: Réseau des agriculteurs du Laos (LFN) (République démocratique lao)
 - OPN: Association nationale des coopératives agricoles mongoles (NAMAC) (Mongolie)

Afrique de l'Ouest

Réseau des organisations paysannes et des producteurs agricoles de l'Afrique de l'Ouest (ROPPA)



Perception de la crise

Les membres du ROPPA ont beaucoup travaillé sur la maladie à coronavirus 2019 (COVID-19). Ils ont effectué de multiples études et travaillé avec le Réseau Billital Maroobé (RBM) et l'Association pour la promotion de l'élevage au Sahel et en Savane (APESS) en vue d'interpeller les autorités régionales. Ils ont été très largement sollicités par ces dernières et par les bailleurs de fonds.



Effets de la crise sur la vie associative

Il est intéressant de voir les nouvelles méthodes de travail mises à l'essai. La crise a été l'occasion de mettre en place de nouveaux modes de communication: les acteurs du ROPPA ont effectué des conseils d'administration en ligne, mené des campagnes de communication en partenariat avec les radios de proximité, organisé des réunions Zoom, créé des groupes WhatsApp pour les conseils d'administration et réalisé des vidéos Facebook en direct. Les informations circulent davantage, mais d'importants problèmes de connexion et des abus dans l'utilisation des visioconférences ont été relevés. Les nouvelles priorités thématiques sont devenues la sécurité et la COVID-19. Une stratégie d'information à l'intention des organisations paysannes et de producteurs (OP) sur les mesures politiques et les plans de riposte des États ont été mis en œuvre.



Effets de la crise sur les services

Au niveau local, les restrictions ont eu peu d'impact et les OP ont souvent pu continuer à travailler. Le ROPPA a lancé de nouveaux services, notamment en matière d'accompagnement des OP membres pour répondre aux appels liés à la COVID-19. Beaucoup d'aides ont été mobilisées dans le cadre de la pandémie et le ROPPA est presque devenu un guichet pour les OP. Des aides d'urgence ont été obtenues, notamment au titre du programme d'appui d'urgence aux exploitants agricoles d'Afrique de 2020 intitulé « *Support African Farmers in 2020 Emergency* » (SAFE 2020), et ont ciblé des coopératives de femmes et de jeunes ayant rencontré des problèmes de commercialisation. Des guides en matière de ciblage ont été réalisés à l'intention des OP membres du réseau et ont servi à de nombreux partenaires d'OP. En ce qui concerne le lien entre urgence et développement, certaines expériences ont été très intéressantes, comme au Sénégal, où les OP ont acheté des semences aux membres pour les redistribuer aux populations vulnérables. Il serait utile de capitaliser les réalisations en matière d'aide d'urgence pour montrer que les OP sont aussi bien placées que les organisations non gouvernementales (ONG) pour distribuer des aides.



Effets de la crise sur le cadre institutionnel

Le ROPPA s'est beaucoup mobilisé pour convaincre les partenaires techniques et financiers de venir en aide aux OP durant cette crise. Un plaidoyer a été mené auprès du Programme mondial pour l'agriculture et la sécurité alimentaire et a permis de lancer un nouvel appel à projet ambitieux. Un autre plaidoyer a été mené auprès du Comité français pour la solidarité internationale. Les acteurs du ROPPA ont également négocié avec les banques régionales (Banque ouest-africaine de développement et Banque d'investissement et de développement de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest) pour différer le remboursement des crédits de campagne. En collaboration avec l'Association africaine du crédit rural et agricole, des interventions ont été menées pour aider les établissements de microfinancement qui ont enregistré de très faibles taux de remboursement (Bénin, Burkina Faso, Niger et Nigéria). Enfin, en partenariat avec le Comité permanent inter-États de lutte contre la sécheresse dans le Sahel, la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest et l'Union économique et monétaire ouest-africaine, le ROPPA s'est penché sur la commercialisation du riz dans le contexte de la COVID-19, la filière ayant été perturbée par les restrictions douanières et les politiques commerciales. Les OP membres ont souvent été associées aux plans de riposte des États. La crise a apporté un argument nouveau pour le développement du consommateur local, mais le ROPPA avait déjà adopté ce thème avant la crise. Certains États et institutions ont tiré parti de la situation pour aller au-delà des concertations d'usage.



Perspectives

Le Comité de veille et d'action est une initiative appelée à durer. Parmi les innovations, on peut citer les initiatives pour l'accès au financement des exploitations agricoles familiales [Coordination togolaise des organisations paysannes et de producteurs agricoles (CTOP)], ainsi que la mise au point d'outils numériques. Le commerce en ligne s'est développé pendant la crise: si auparavant, les producteurs étaient sceptiques, ils affichent désormais un véritable intérêt pour la vente en ligne. Les services de conseil en ligne concernent surtout les jeunes.

Sénégal

Conseil national de concertation et de coopération des ruraux (CNCR)



Perception de la crise

Pour le CNCR, la pandémie est considérée à la fois comme une crise conjoncturelle et structurelle. Elle a été l'occasion de consolider des initiatives d'anticipation et de gestion des crises et de mettre en œuvre des stratégies de résilience.



Effets de la crise sur la vie associative

Le CNCR n'a pas accueilli de nouveaux membres pendant la crise. Certaines réunions statutaires n'ont pu être tenues. Les sessions de son conseil d'administration ont été tenues à distance au plus fort de la crise. Le CNCR a beaucoup utilisé les outils numériques pour la communication en interne (Facebook et groupes WhatsApp). Au Sénégal, la connexion Internet se démocratise (son prix devient accessible), et de plus en plus de paysans ont un smartphone. Des capsules d'information sur la pandémie et les mesures barrière ont été incluses dans les émissions de radio des zones rurales animées par le CNCR et traduites dans les langues locales.



Effets de la crise sur les services aux membres et mesures d'urgence

Le conseil et les formations ont été les services du CNCR les plus perturbés par les restrictions de déplacements et des limitations des réunions. Concernant les mesures d'urgence, le CNCR a organisé un achat groupé de riz et d'arachides auprès des membres en vue de distribuer des denrées alimentaires aux personnes les plus démunies. L'idée était de montrer à l'État qu'en cas de crise, les OP étaient également présentes pour répondre aux besoins et qu'elles constituaient une solution de proximité complémentaire des interventions d'organismes comme le Programme alimentaire mondial, qui demeurent relativement éloignées des paysans. Le programme SAFE 2020 a notamment permis de distribuer des kits de petit élevage (poulets et brebis) aux jeunes et aux femmes vulnérables pendant la période de fermeture des marchés. Pour cibler les personnes les plus vulnérables, le CNCR effectue une première sélection puis délègue les responsabilités à ses OP membres et aux collègues spécialisés, comme les collègues des jeunes et les collègues des femmes.



Effets de la crise sur la vie économique

La crise a montré que les membres du CNCR étaient fortement exposés aux risques de marché. En réponse à ce problème, le Conseil a souhaité étendre le modèle de contractualisation appliqué dans la filière de l'arachide en collaboration avec les industriels et les banques, dont la pertinence a été confirmée. Parallèlement, il a mis en œuvre des activités rémunératrices à destination de ses membres en difficulté. Il a ainsi encouragé le petit élevage à cycle court, l'aviculture traditionnelle améliorée et la bergerie familiale. De plus, en réponse aux difficultés liées à l'importation de pommes de terre, le CNCR a décidé d'investir dans la filière semencière.



Effets de la crise sur le cadre institutionnel

Les relations entre le CNCR et le Gouvernement sénégalais ont été constructives face à la crise. Pour la première fois, le Gouvernement a évoqué le lancement d'un programme de souveraineté alimentaire. Un document provisoire fait aujourd'hui l'objet de discussions avec le CNCR. De même, un important projet d'appui à l'agriculture familiale est en cours de rédaction, en partenariat avec le Gouvernement et en réponse à un appel à projets du Programme mondial pour l'agriculture et la sécurité alimentaire. Le CNCR a mené une enquête en interne sur les impacts de la COVID-19 en associant les conseillers (participants à l'observatoire) pour nourrir son plaidoyer.



Perspectives

La crise a montré qu'il fallait développer la contractualisation. Il faut aussi que les OP se renforcent dans les domaines du stockage, de la transformation et de la conservation des aliments pour réduire les pertes post-récolte en cas de crise. Il faut aussi renforcer les banques de céréales et les stocks de proximité des agriculteurs, tout en les intégrant aux dispositifs de lutte contre les crises. Aujourd'hui, le CNCR cherche à renseigner en temps réel le niveau des stocks des paysans grâce aux outils numériques. Le Sénégal présente un environnement de crise perpétuelle.

Togo

Coordination togolaise des organisations paysannes et de producteurs agricoles (CTOP)



Perception de la crise

La crise a été vécue par la CTOP comme un choc structurel. C'était une situation inédite marquée par les couvre-feux et les interdictions de déplacement. Les conséquences ne se sont pas fait attendre dans les campagnes, où les producteurs ont fait face à un accès difficile aux intrants, à la faible disponibilité de la main-d'œuvre et à des difficultés de commercialisation (produits maraîchers et produits de l'élevage). Devant cette situation, la CTOP a élaboré un plan de riposte. Les plus personnes les plus touchées étaient les plus vulnérables.



Effets de la crise sur la vie associative

La CTOP a connu un regain d'intérêt de la part des membres et enregistré de nouvelles adhésions. Trois groupes WhatsApp ont permis de relier les membres (groupe des OP, des présidents et des techniciens). Le lancement de réunions Zoom a permis de réunir les élus et les techniciens pour la première fois. Les responsables et les techniciens ont été formés à l'utilisation des technologies de l'information et des communications (TIC). Le développement des TIC permet de réaliser des économies, mais génère aussi une perte de temps. Le personnel s'est maintenant parfaitement familiarisé avec les réunions Zoom. Les tournées reprennent désormais. Les agents du Ministère de la santé accompagnent la CTOP sur le terrain pour sensibiliser les populations en marge de ses activités. La CTOP a mis en place un réseau de coordonnateurs jusque dans les communes pour améliorer la communication dans certaines zones (« agropôles »): les informations sur les campagnes sont ainsi renseignées et numérisées à l'aide de tablettes dans les zones sans connexion Internet est indisponible.



Effets de la crise sur les services et mesures d'urgence

Les services de conseil ont connu d'importantes perturbations à cause de l'interdiction des réunions. La CTOP a expérimenté le conseil par téléphonie mobile et a noué un partenariat avec l'ONG Access Agriculture pour de la formation en ligne (vidéos). L'idée est de réaliser de courtes vidéos de quelques minutes pour mettre en évidence les bonnes pratiques en matière de conservation, de lutte contre la cochenille, d'utilisation des semences, etc. La difficulté réside dans le téléchargement des vidéos et la traduction dans les langues locales, l'initiative ne pouvant pas porter ses fruits dans les régions reculées où la population qui n'a ni accès à Internet, ni smartphone. Si le conseil numérique est un bon complément du conseil en présentiel, il ne le remplace pas. L'idéal est de projeter des vidéos sous l'arbre à palabres, avant d'en discuter avec les producteurs. En matière d'aide d'urgence, la CTOP a distribué des kits de semences à 200 femmes vulnérables à l'aide du programme SAFE 2020. Des outils de ciblage ont été mis au point en partenariat avec les autorités locales et le Ministère de la santé.



Effets de la crise sur la vie économique

La crise a entraîné de nouveaux débats sur la commercialisation (notamment le commerce en ligne), le financement, la transhumance et les conflits entre agriculteurs et éleveurs. La CTOP a mis en place une plateforme électronique pour la commercialisation. La lutte contre les conséquences de la COVID-19 est devenue un axe de travail en tant que tel: une étude sur quatre filières a été conduite et a débouché sur une note aux décideurs. De nouveaux partenariats économiques ont été noués, en particulier, une convention a été signée entre un centre hospitalier universitaire et une OP maraîchère, la Fédération nationale des organisations maraîchères du Togo. Un autre accord a été conclu entre une OP d'aviculteurs et les importateurs de poulet congelé. Un financement a été négocié avec l'Agence allemande de coopération internationale pour acquérir des tricycles et livrer à domicile. La CTOP a travaillé sur la promotion des produits des membres (fiches) et a souhaité mettre en place à Lomé des kiosques pour la vente de céréales de la Centrale des producteurs de céréales du Togo afin de limiter le nombre d'intermédiaires. La CTOP a également mis en place un cadre de concertation entre OP et établissements de microfinancement, en vue d'accompagner 350 coopératives dans l'élaboration de leurs plans d'affaires. Cinquante de ces concertations ont abouti à des contrats avec les établissements de microfinancement.



Effets de la crise sur le cadre institutionnel

La CTOP n'a pas été très associée à l'élaboration du plan d'urgence national. Les plaidoyers pour un crédit à taux nul à destination des membres ou pour un projet d'achat public de la production des OP membres n'ont pas abouti. Des notes aux décideurs ont été rédigées pour signaler les problèmes des importations d'engrais, de volailles, de produits vétérinaires et de poussins d'un jour. La CTOP a mis au jour la nécessité pour le Togo de renforcer l'autosuffisance alimentaire (semences maraîchères locales), mais les autorités ne semblent pas vouloir réorienter la politique actuellement favorable aux importateurs. Le précédent Gouvernement avait souhaité limiter l'importation de poulet congelé et de poisson, mais cette politique a été stoppée. De même, il existe un texte de stratégie nationale pour l'agroécologie, mais le Gouvernement met encore l'accent sur les engrais chimiques. Du côté des partenaires [Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, CARE et Fonds international de développement agricole (FIDA), entre autres], on constate une volonté d'accompagner les OP dans la crise, notamment grâce à de nouvelles lignes de financement et à la flexibilité dans l'établissement de rapports.



Perspectives

Cette crise a démontré que les conséquences d'une nouvelle crise d'approvisionnement à l'échelle mondiale seraient catastrophiques. Il faut que le Togo renforce ses ressources endogènes. La crise a aussi renforcé l'argumentaire en faveur de l'agriculture familiale. Au cours de cette épreuve, la CTOP a su consolider sa légitimité et innover (aides d'urgence et nouvelles technologies). Elle envisage de développer prochainement une marque CTOP, le commerce en ligne et des boutiques paysannes.

Mali

Coordination nationale des organisations paysannes du Mali (CNOP)



Perception de la crise

La crise a donné lieu à un important problème d'intrants, car ces derniers viennent principalement de l'extérieur. Le pays a connu une pénurie d'engrais et de pesticides, qui a particulièrement touché la filière coton. Beaucoup de craintes ont été exprimées quant aux rendements et aux conséquences de la crise sur les revenus.



Effets de la crise sur la vie associative

La COVID-19 a surtout touché les villes et, dans une moindre mesure, les campagnes. De nombreuses activités de communication ont été menées, des relais paysans ont été formés, des contrats ont été conclus avec des radios de proximité et des kits sanitaires ont été distribués dans les villages.



Effets de la crise sur les services et mesures sociales

Les activités ont pu continuer à la base des OP. Les services de conseil sont offerts, indépendamment de la pandémie de COVID-19. Certaines tâches ont été déléguées aux paysans animateurs. Les initiatives en matière d'agroécologie, notamment en direction des jeunes, ont été poursuivies et renforcées dans une perspective de préparation aux conséquences des changements climatiques. En matière d'aide humanitaire, beaucoup d'ONG se sont appuyées sur des OP pour cibler les personnes dans le besoin. Certaines OP ont commencé à mener des actions humanitaires.



Effets de la crise sur la vie économique

Les problèmes économiques ont surtout concerné l'écoulement des produits périssables: des pertes très importantes ont été enregistrées, car les acheteurs locaux et les importateurs n'étaient pas au rendez-vous. Dans certaines zones, des ONG ont appuyé les OP dans la transformation de la pomme de terre et de la tomate (concentré).



Effets de la crise sur le cadre institutionnel

À l'instar de la CNOP, les OP dépourvues de spécialistes de la santé ont collaboré avec le Ministère de la santé. Les relations sont maintenant plus étroites et pourront se maintenir au-delà de la crise, le rôle de veille des OP ayant été apprécié par les autorités. La sensibilisation aux enjeux nutritionnels a progressé, notamment auprès des jeunes. Des plaidoyers ont en outre été réalisés en vue d'accroître les subventions pour les intrants (engrais, semences, fongicides et pesticides). Une dynamique de concertation importante entre ONG, OP et autorités publiques a été mise en évidence dans les zones rurales du Mali. Des consortiums ont été forgés et des initiatives ont été menées en vue de coordonner les achats de vivres et d'intrants et de cibler les communes et les personnes les plus pauvres.



Perspectives

La crise a donné lieu à un regain d'intérêt des OP pour la transformation, en particulier des légumes, dans une double optique de conservation et de création de valeur ajoutée. L'agroécologie a également enregistré des progrès au cours de cette crise. Les paysans ont pris conscience que le compost pouvait remplacer les engrais importés et que l'agroécologie pouvait permettre de réaliser d'importantes économies. La Compagnie malienne pour le développement des textiles nous a demandé de former les cotonculteurs à l'agroécologie. L'hygiène aussi s'est aussi améliorée pendant la crise: les paysans font davantage attention à la propreté, la COVID-19 et les campagnes d'information correspondantes ayant permis cette prise de conscience. Enfin, un débat sur les interventions humanitaires a vu le jour: « si les OP ont pour vocation de mener des actions structurelles qui s'inscrivent dans le long terme, nous pensons qu'il peut être intéressant de coupler ces actions avec des opérations conjoncturelles d'urgence, surtout dans des contextes de crise aigüe. »

Burkina Faso

Conseil régional des unions du Sahel (CRUS)



Effets de la crise sur la vie associative

La crise engendrée par la COVID-19 a fortement frappé le CRUS. Face à la superposition des crises dans le Sahel, les éleveurs burkinabés sont devenus une population à risque, et la COVID-19 n'a fait qu'amplifier ce phénomène. Le CRUS a mené de nombreuses activités en réponse aux besoins de ses membres pendant la pandémie, et a suppléé les ONG humanitaires qui peinaient à accéder aux zones de conflit. Ces activités additionnelles ont transformé le CRUS en profondeur. Le nombre d'employés est passé de 18 à 73 après la crise. L'OP a beaucoup gagné en visibilité aux yeux des éleveurs et en légitimité au regard des autorités.



Effets de la crise sur les services et aide humanitaire

En matière d'aide d'urgence, le conseil d'administration du CRUS a décidé de réorienter les activités vers les éleveurs vivant dans les zones les plus isolées. Diverses opérations ont été menées: distribution d'aliments pour le bétail gratuit ou à des prix réduits, distribution de caprins et d'ovins aux femmes vulnérables, campagnes de vaccination, distribution de bovins à certains foyers, distribution de semences aux agroéleveurs. Le CRUS, habituellement peu engagé sur le front humanitaire, a dû modifier ses approches de ciblage et se former à la méthode d'analyse de l'économie des ménages (« *Household Economy Approach* »).



Effets de la crise sur la vie économique

En matière de veille, le CRUS a multiplié les relais sur le terrain (passés de 133 à 400) pour recueillir des données, et a communiqué presque chaque semaine (via WhatsApp) les données issues du dispositif de veille du RBM liées aux marchés du bétail et des céréales, au déplacement des troupeaux, à l'afflux dans les centres de santé, à l'efficacité des campagnes de sensibilisation, etc.

Concernant la commercialisation, les activités suivantes ont été menées: achat d'animaux aux éleveurs vulnérables et revente dans les grandes villes aux commerçants ou aux acheteurs, signature d'accords pour approvisionner les compagnies minières en lait et en viande (afin d'éviter que de nombreux jeunes collecteurs de lait se retrouvent sans emploi), et développement d'une filière de vente de viande sous vide.



Effets de la crise sur le cadre institutionnel

Alors qu'elles étaient mal perçues auparavant, les organisations d'éleveurs ont joué un rôle central dans l'assistance aux populations durant la pandémie qui leur a conféré une visibilité, une importance et une crédibilité inédites auprès des autorités nationales et locales. Cependant, les observations du CRUS ne sont pas forcément mieux prises en compte (par exemple, le plaidoyer pour lever l'interdiction de cultiver des plantes hautes n'a pas été suivi d'effet). Le CRUS a par ailleurs mené des plaidoyers sur les sujets suivants: mise en place d'un appui au secteur de l'élevage pastoral et suspension des taxes sur la vente d'animaux durant quelques mois après la réouverture des marchés.



Perspectives

Le rôle central des organisations d'éleveurs dans l'assistance aux populations durant la pandémie a également conduit à une réflexion sur la complémentarité nécessaire entre l'action humanitaire et le développement à moyen et à long terme dans les zones touchées par la crise. La coopération transfrontalière doit être renforcée pour éviter la fermeture des frontières (cf. Bénin et Ghana), qui touche gravement les économies des pays du Sahel et crée des conflits en bloquant les transhumances habituelles. Il faut que les OP d'éleveurs s'engagent davantage dans l'amélioration du cadre législatif régissant les transhumances.

Afrique orientale

Fédération des agriculteurs d'Afrique orientale (EAFF)



Perception de la crise

La crise, qui n'est pas terminée et qui touche le commerce international, a eu de grandes répercussions sur l'EAFF. Un problème sérieux se présente aux pays en déficit alimentaire comme le Kenya. Par ailleurs, les producteurs qui ne peuvent plus vendre n'ont pas d'assurance. La crise a aussi eu des effets néfastes sur la collecte des impôts et l'emploi (chômage). Les prix ont tous grimpé.



Effets de la crise sur la vie associative

La vie associative fonctionne au ralenti pendant la crise. Le nombre de membres a stagné, tandis que les cotisations perçues par les OP ont diminué en raison de la baisse des revenus agricoles. Les réunions des instances de gouvernance se sont aussi espacées. Enfin, les OP membres de l'EAFF ont souffert d'une réduction de leurs budgets. La COVID-19 a cependant entraîné un regain d'attention et de solidarité entre les membres. La communication à distance s'est développée, notamment grâce à l'application Zoom. Si la connexion et le matériel restent souvent un obstacle, les responsables d'OP se sont toutefois largement convertis aux TIC. « Le télétravail a eu du bon, mais il ne faut pas en abuser. Nous sommes tout le temps sur Zoom maintenant. Nous avons le sentiment d'être évalués sans arrêt, et les cadres logiques n'ont pas changé. Nous devons scanner des pièces pour justifier des activités, ce qui est laborieux. »



Effets de la crise sur les services et mesures sociales

Le confinement et la restriction des déplacements ont ralenti la prestation de services de conseil aux producteurs, tout comme l'ensemble des programmes. « Même la plateforme e-Granary a été perturbée, parce qu'elle requiert beaucoup d'échanges physiques. Nous avons changé de modèle de prestation de services. Si avant, nous allions beaucoup sur le terrain, nous déléguons désormais davantage de responsabilités au niveau national. Nous avons notamment fourni des tablettes aux agents intervenant à l'échelon national afin qu'ils nous transmettent les informations. Nous utilisons une plateforme en ligne qui garantit la qualité du suivi. »

« Avec l'aide du FIDA et du programme SAFE 2020, nous avons distribué des intrants aux populations vulnérables. D'autres aides ont été débloquées dans la crise, notamment un fonds COVID-19 de la Banque mondiale. Sur la plateforme e-Granary, nous tentons également de travailler à la question de l'assurance sociale. »



Effets de la crise sur la vie économique

La plateforme e-Granary joue un rôle central dans la communication entre les membres et leurs partenaires. Elle est implantée au Kenya, en Ouganda et au Rwanda. Elle permet de faire circuler aussi bien des informations sur la COVID-19 que sur d'autres sujets concernant les producteurs. Au niveau macroéconomique, la crise a provoqué une forme de « nationalisme alimentaire », qui a été très dommageable pour un pays comme le Kenya, le plus gros importateur de la région. Par ailleurs, la crise a permis d'accroître le stockage des aliments et de stimuler les filières locales. Le mil a été partiellement substitué par le maïs. Le défi consiste désormais à ancrer ces changements dans la durée, en parant le risque que tout redevienne comme avant.



Effets de la crise sur le cadre institutionnel

La crise a aussi été l'occasion de multiplier les concertations avec les autorités, notamment au Burundi, au Congo, en Ouganda et même au Kenya. On constate un nouvel intérêt pour les OP. Ces dernières sont utilisées par les autorités comme un intermédiaire pour lutter contre des effets de la COVID-19. Pour sensibiliser les populations, le Gouvernement kényan a engagé des discussions avec les acteurs concernés. L'EAFB a plaidé en faveur d'une facilitation des échanges entre pays, et a organisé des plaidoyers sur la question de la taxation de l'agriculture.



Perspectives

« Nous sommes devenus des experts en communication. Les plateformes numériques sont devenues très importantes, à l'image d'e-Granary. Nous avons aussi changé la manière d'exécuter nos projets, du fait de ressources humaines accrues, d'une plus grande proximité des dirigeants et d'un suivi renforcé. Les attentes concernent le renforcement du commerce intra-africain et le déclouisonnement entre Afrique de l'Est et Afrique de l'Ouest. Nous avons pris conscience de l'importance d'investir dans la transformation et la transition vers des systèmes agroécologiques. Nos coopératives d'agriculteurs devraient accroître leur part de marché dans nos pays respectifs, dans l'optique d'une reproduction à plus grande échelle. »

Ouganda

Fédération nationale des agriculteurs de l'Ouganda (UNFF)



Perception de la crise

L'UNFF a été fortement touchée par la crise, car 90% de son travail habituel se déroule sur le terrain (services et formations, notamment). La crise a eu des répercussions sur le financement de l'OP, car sa plus grande source de financement interne est la foire agricole annuelle, qui n'a pas pu être organisée ces deux dernières années (aucun rassemblement autorisé). Cette crise a touché tout le monde et toutes les régions et a considérablement restreint la capacité de se déplacer, partout dans le pays, et de fournir les services que les OP sont censées apporter. Les changements climatiques sont à l'origine de nombreux épisodes de sécheresse dans plusieurs régions, ce qui n'a pas empêché l'UNFF d'agir.



Effets de la crise sur la vie associative

« Il y a eu un ralentissement dans le nombre de nouveaux adhérents, car nous étions moins présents sur le terrain. Le paiement des cotisations a aussi baissé cette année. Avant la COVID-19, nous travaillions déjà avec un outil informatique, ICT4Farmers, pour communiquer plus facilement avec les agriculteurs. Le besoin d'un tel outil a été considérablement accru par la COVID-19, dans la mesure où toutes les réunions devaient désormais avoir lieu à distance. Ce n'était pas évident, car nombre de nos membres vivent dans des régions où la qualité du réseau est très mauvaise. Nous avons beaucoup recouru aux appels téléphoniques et aux SMS. Nous avons un centre d'appel (« *Membership desk* ») au niveau du bureau, consacré aux questions des membres. En raison de la COVID-19, nous avons accru les effectifs de ce département de deux à quatre personnes pour renforcer le suivi à distance (par téléphone essentiellement) et nous avons investi en vue d'accroître les équipements. »



Effets de la crise sur les services

Le service le plus affecté a été la formation des membres, dans toutes les filières au sein desquelles nous travaillons. Les formations en ligne ne fonctionnent pas vraiment pour tous les agriculteurs, du fait notamment des problèmes de réseau. « Nous devons nous employer à améliorer les capacités de nos membres à utiliser les TIC pour la formation. Nous arrivons bien à travailler à distance avec nos OP membres, mais le problème est de réussir à transférer ces connaissances et ces formations aux agriculteurs de la base. En même temps, le travail à distance nous a permis de réduire le coût des réunions en présentiel, en particulier avec nos partenaires (frais de transport, d'hébergement, etc.). »



Effets de la crise sur la vie économique

L'outil ICT4Farmers permet de commercialiser des produits agricoles et de partager des informations sur les marchés. L'UNFF facture certains services économiques, comme la mise en relation entre producteurs et certains fournisseurs de services. Utiliser beaucoup plus les TIC peut permettre de générer de nouvelles sources de revenus, tout en offrant plus de services aux membres, en particulier autour de la mise en relation avec d'autres acteurs (institutions financières, compagnies d'assurance, etc.).



Effets de la crise sur le cadre institutionnel

« Nos relations avec les autorités nationales sont meilleures qu'avant la crise, car le Gouvernement a eu besoin de travailler avec des organisations implantées sur le terrain pour fournir des services. Nous sommes sur le point d'obtenir un appui financier direct de la part du Gouvernement, ce que nous n'avions encore jamais obtenu. La crise a été l'occasion de développer de nouveaux argumentaires et de convaincre le Gouvernement de collaborer plus étroitement avec des OP déjà établies et structurées. Nous avons signé quatre mémorandums d'accord avec des partenaires, y compris gouvernementaux. Plusieurs de nos partenaires nous ont transféré une partie de leur travail technique et du budget correspondant: du fait de leurs politiques internes liées à la COVID-19, ces organisations ne pouvaient plus intervenir directement sur le terrain, alors que nous en avons le droit. D'une certaine manière, ces grandes ONG internationales nous ont délégué, à nous les OP, tout le travail technique et tout le travail de terrain. »



Perspectives

« À l'avenir, nous devons augmenter les capacités des membres à la base en matière de TIC: c'est primordial pour pouvoir mener à bien les activités de formation et de vulgarisation sur le terrain. Si la qualité du réseau est mauvaise dans de nombreuses zones, la crise a aussi généré une prise de conscience parmi les autorités nationales et les entreprises de TIC de la nécessité d'améliorer la qualité du réseau. En attendant que la situation s'améliore, nous recourons à d'autres solutions (appels téléphoniques et SMS). Ensuite, l'augmentation de notre capacité à travailler de chez nous est un acquis important qui perdurera au-delà de la crise, car cela permet de réaliser des économies importantes. Un autre enseignement important de cette crise est qu'en tant qu'OP, nous devons sécuriser nos sources de revenus. Nous n'étions pas du tout préparés à cette crise et elle nous a durement touchés. »

Ouganda

Organisation nationale de développement de l'apiculture en Ouganda (TUNADO)



Perception de la crise

La crise a entraîné une réduction de la vente de produits et de services, et donc une perte de revenus importante pour les OP. Par exemple, pendant deux années consécutives, la TUNADO n'a pas été en mesure d'organiser la semaine annuelle du miel, qui rapportait plusieurs millions de shillings ougandais. La crise a aussi ralenti les activités des membres et des partenariats en raison de la fermeture des magasins, de la réduction des déplacements et l'interruption des chaînes d'approvisionnement de produits apicoles.



Effets de la crise sur la vie associative

La plupart des membres n'ont pas été en mesure de verser leur cotisation annuelle, et l'organisation a enregistré une baisse du nombre d'adhérents (ramené de 84213 à 82300). Les membres impliqués dans la transformation et le conditionnement ont été plus touchés que les producteurs en raison des problèmes d'approvisionnement, de la fermeture des magasins et du manque de financement.

« Nous avons intensifié l'utilisation des canaux de communication disponibles, tels que les médias sociaux, les SMS, la radio et la télévision, les bulletins d'information et la communication en ligne, et nous avons formé les membres à leur utilisation. Nous avons entre autres mené des campagnes en ligne sur l'utilisation des produits apicoles comme stimulants immunitaires pour la prévention de la COVID-19, et nous avons diffusé de courtes vidéos sur les médias sociaux et à la télévision pour promouvoir l'achat en ligne de produits apicoles comme alternative à l'achat en magasin. »

L'essentiel du travail se fait désormais en ligne. La réduction des frais de réunion de plus de 80% a été un élément très positif.



Effets de la crise sur les services

La TUNADO a mis à disposition des moyens de transport (par exemple, des pickups) pour aider les producteurs à acheminer leurs produits apicoles des centres de collecte vers les boutiques World of Bees pour leur commercialisation, équipé le personnel chargé des activités de vulgarisation en motos, versé une avance aux transformateurs, élaboré des guides vidéo de formation au bricolage (« *Do It Yourself* »), élaboré un manuel pour l'utilisation d'outils numériques tels que Zoom et Teams. Le conseil a été renforcé par l'utilisation de l'application mobile FarmerLink pour la collecte de données. Pour les services de conseil, des mécanismes sans contact ont aussi été adoptés, comme les formations numériques enregistrées, les réunions en ligne ou les émissions de radio, entre autres. Des formations ont été dispensées sur les méthodes de marketing en ligne, l'organisation de webinaires pour les réunions, le marketing collectif et l'étiquetage des produits apicoles. L'utilisation des TIC dans les services de vulgarisation sera poursuivie et développée. La combinaison de travail en présentiel et à distance au niveau du secrétariat sera également maintenue, même si la plupart des membres ne peuvent pas se permettre les frais élevés de connexion Internet, et qu'en général, la qualité du réseau n'est pas très bonne.



Effets de la crise sur la vie économique

La fermeture des magasins, qui servent de débouchés aux transformateurs, a affecté les ventes de produits apicoles, ce qui a incité la société World of Bees à passer d'un à quatre points de vente et à créer une boutique en ligne. L'entreprise est également en train de construire un complexe polyvalent qui comprendra des services d'entreposage, un minilaboratoire et une unité de transformation. Elle a également acheté des motos pour assurer la livraison des produits apicoles de porte à porte, mais aussi pour faciliter la collecte. Le récent blocage a suscité un débat sur la meilleure façon d'aider les membres en difficulté à la suite de la pandémie. Comme les institutions financières se montrent réticentes à financer l'apiculture, il a été convenu de créer un fonds d'investissement, auprès duquel les membres peuvent emprunter à des conditions concessionnelles.



Effets de la crise sur le cadre institutionnel

L'organisation a adopté l'outil consultatif de défense des agriculteurs FACT, parmi ses autres outils de lobbying et de plaidoyer. L'essentiel du travail de plaidoyer a porté sur la protection des abeilles, une enquête étant par ailleurs menée sur certains produits apicoles pouvant être utilisés comme soin au profit des malades de la COVID-19.



Perspectives

Les principales innovations ont été: la création d'un fonds pour les entreprises apicoles afin de fournir des crédits pour sécuriser la chaîne d'approvisionnement, le recours à des applications pour améliorer la collecte de données (Kucheza, Sevi, etc.) et le lancement des achats en ligne sur le site de World of Bees. Pour renforcer l'organisation, il importe de terminer la construction du bâtiment de stockage et de transformation, d'élargir le fonds d'investissement apicole afin d'attirer plus de membres, de renforcer et de populariser l'utilisation des TIC, et d'améliorer les services de transport pour la collecte et la livraison des produits apicoles.

Rwanda

IMBARAGA



Perception de la crise

« Cette crise nous a obligés à nous enfermer chez nous. Ce qui rend cette crise unique, c'est la peur générale qu'elle a provoquée et l'incertitude sur ce qu'il faut faire pour éviter les contagions. Les conséquences vont être durables. Il y a eu des faillites, l'économie du pays mettra du temps à s'en remettre. »



Effets de la crise sur la vie associative

Un ralentissement a été observé dans les réunions prévues, les formations et les partages d'expériences. De nombreuses rencontres avec les partenaires économiques ou les autorités ont dû être annulées. Les assemblées générales et conseils d'administration n'ont pas pu se tenir comme prévu, mais les réunions du bureau de l'organisation d'agriculteurs du Rwanda IMBARAGA ont été maintenues. L'ensemble des services a été réduit à cause des confinements. « Nous avons pris beaucoup de retard dans les services de conseil et de démonstration, ce qui a eu des effets sur la vie associative. On a constaté un mouvement de repli sur soi. Nous avons mené un plaidoyer pour que les techniciens puissent se rendre sur le terrain. Les catégories les plus touchées ont été les plus pauvres, en particulier les personnes qui disposent de petites superficies et qui sont obligées d'entreprendre d'autres activités pour subvenir à leurs besoins (petit commerce et main-d'œuvre). Concernant les questions administratives, le travail à distance a permis d'alléger les procédures (par exemple, temps gagné concernant les signatures sur papier). La crise engendrée par la COVID-19 a aussi favorisé le renouvellement des dirigeants et la participation des jeunes dans l'OP, mobilisés en raison de leur maîtrise des TIC. »



Effets de la crise sur les services

« En matière d'animation, nous avons dû innover et utiliser des mégaphones dans les villages pour garantir le maintien des distances physiques. Nous avons aussi utilisé les groupes Whatsapp, la radio et la télévision. Les nouvelles technologies sont source d'inégalités: la possession d'un téléphone, voire d'un smartphone, est loin d'être le cas général. Toutefois, elles permettent de réaliser des économies considérables et de gagner du temps du point de vue du transport. Nous avons également mené des campagnes de vulgarisation agricole et sur les enjeux nutritionnels. Mais à cause de la crise, nous n'avons pu réaliser que la moitié des activités prévues. Pour pouvoir les mener, nous avons beaucoup décentralisé les responsabilités et encouragé le volontariat, notamment auprès des jeunes. Certains de nos partenaires ont accepté de reporter les activités, d'autres ont supprimé des budgets pour motif de non-décassement. Nous avons également enregistré des retards dans le versement des subventions. Des aides d'urgence ont été distribuées, mais à petite échelle (kits de protection et kits alimentaires). »



Effets de la crise sur la vie économique

Le confinement a exacerbé les difficultés pour accéder aux intrants et pour vendre. Les prix agricoles ont chuté, et certains éleveurs de poulets ont abandonné leur activité, faute d'acheteurs. L'OP a accusé de nombreuses pertes alimentaires (pommes de terre, oignons, poulets, porcs, etc.). La crise engendrée par la COVID-19 a fait prendre conscience de la nécessité de développer la conservation et la transformation à l'avenir. Grâce à la plateforme e-Granary, l'OP a lancé la commercialisation du riz et du maïs en ligne et a conclu un contrat avec une nouvelle unité de transformation à l'est du Rwanda. Dans tout le pays, des initiatives ont été déployées pour renforcer le consommateur local, au moyen de la promotion du « *made in Rwanda* ».



Effets de la crise sur le cadre institutionnel

La crise provoquée par la COVID-19 a aussi fait avancer le plaidoyer sur le statut des paysans. En effet, certains se sont fait passer pour des agriculteurs afin d'obtenir des autorisations de circuler, ce qui a permis de faire comprendre aux autorités l'importance de préciser davantage le statut des agriculteurs. Des plaidoyers ont aussi été menés pour étendre la permission de circuler aux camions. Pendant la crise, les banques nationales ont plafonné les retraits, et cela a bloqué nos transactions, notamment pour l'achat d'intrants. Nous avons aussi dû plaider pour lever ce plafond. Les OP ont gagné une nouvelle légitimité aux yeux des producteurs, en servant de relais pour des réclamations concernant l'accès aux intrants et la permission de circuler, entre autres. Le Gouvernement rwandais a écouté nos revendications et a permis l'acheminement des intrants dans les villages.



Perspectives

Les principales innovations ont été l'utilisation de mégaphones pour le conseil, les réunions en ligne, l'allègement des procédures (signature électronique des documents) et le développement de la conservation et de la transformation. Nous avons aussi pris la résolution d'acheter les intrants plus tôt à l'avenir et d'encourager l'utilisation des téléphones et des radios. À l'avenir, il faut que nous travaillions à développer une part d'autofinancement, à renforcer les alliances entre les OP et la société civile et à améliorer les capacités des élus des districts.

Burundi

Confédération des associations des producteurs agricoles pour le développement (CAPAD)



Perception de la crise

La crise a été un choc structurel, qui a provoqué un affaiblissement des partenariats, un ralentissement des activités, une diminution du nombre de rencontres et une réduction des appuis techniques. Le budget de la CAPAD a également chuté. Les effets se ressentiront à long terme. Le nombre de cas de COVID-19 au Burundi est en hausse. Si auparavant, la pandémie ne touchait que les villes, elle atteint désormais les campagnes.



Effets de la crise sur la vie associative

Les activités sur le terrain ont été ralenties et certaines rencontres prévues ont été annulées. Nous avons constitué des groupes WhatsApp pour les responsables possédant un smartphone (environ 40% des membres). Des campagnes de communication sur la COVID-19 ont été menées et des activités (foires, forums paysans, etc.) ont été réorientées vers l'appui dans le domaine des semences.



Effets de la crise sur les services et mesures sociales

Nous avons renforcé les aides aux personnes les plus démunies. Il existe des mécanismes de solidarité dans les coopératives (tontines) et nous avons en outre mis en place un fonds de solidarité. Certaines coopératives ont travaillé avec le Programme alimentaire mondial pour approvisionner les cantines scolaires dans le cadre d'un projet mis à l'essai dans un nombre réduit d'écoles.



Effets de la crise sur la vie économique

Nous avons encouragé les cultures à cycle court en périphérie des villes (légumes, oignons, courgettes, etc.). Nous nous sommes lancés dans la distribution de semences, car la panique avait amené les producteurs à vendre leur récolte à la hâte. Auparavant, nos activités en matière de semences se limitaient à des campagnes d'information et à des négociations avec les instituts de recherche. Nous privilégions les variétés de grande qualité nutritionnelle (pomme de terre et haricot) pour faire face aux problèmes d'insécurité alimentaire. Par ailleurs, une partie des coopératives membres vend à la Société coopérative de transformation agroalimentaire et de commercialisation des produits agricoles (SOCOPA), un organe de commercialisation lié à la CAPAD. Mais cette année, nous avons manqué de produits et la collecte s'est avérée difficile, car les producteurs de la coopérative avaient déjà vendu par ailleurs dans l'urgence. La SOCOPA a négocié avec les institutions financières en vue de mobiliser des crédits pour les intrants.



Effets de la crise sur le cadre institutionnel

La situation politique est actuellement peu favorable aux OP. Les mesures gouvernementales face à la pandémie de COVID-19 n'ont pas été prises en concertation avec les OP.



Perspectives

Les principales innovations pendant la crise ont été l'introduction de variétés riches en vitamines, le renforcement de l'entraide et l'appui aux pratiques agroécologiques (diffusion de paquets technologiques garantissant l'autonomie des exploitations agricoles familiales). Il importe de renforcer à la fois l'autonomie au niveau de l'exploitation et au niveau de la CAPAD pour faire face aux crises à venir.

Afrique centrale

Plateforme régionale des organisations paysannes d'Afrique centrale (PROPAC)



Perception de la crise

La particularité de cette crise réside dans le tapage médiatique et la panique générale engendrés par la pandémie de COVID-19. L'Organisation mondiale de la Santé prédisait une hécatombe en Afrique, mais en définitive, la maladie n'a pas fait plus de victimes que le paludisme en Afrique centrale.



Effets de la crise sur la vie associative

La crise a ouvert la voie à un regain d'échanges et de solidarité entre les OP membres, qui ont notamment échangé des messages de réconfort. L'ensemble des dirigeants et du personnel s'est familiarisé avec les NTIC et le travail à distance, car il n'était plus possible de mener des missions sur le terrain. La PROPAC a dû s'équiper du matériel adéquat et renforcer sa connexion Internet, mais a souffert du manque de contacts humains. Les TIC ont notamment été utilisées pour effectuer le suivi-évaluation: la PROPAC a conçu un format pour le système de suivi-évaluation, et l'a envoyé à la base en vue de renseigner le cadre logique grâce aux données sur les initiatives économiques des OP. L'assemblée générale a dû être reportée, car il était impossible de se réunir, et la prochaine assemblée sera électorale. La PROPAC a lancé une campagne de sensibilisation à l'intention des producteurs et s'est mobilisée pour distribuer des kits de protection. Il n'y a pas eu de nouvelles orientations: la PROPAC a conservé sa ligne et son mot d'ordre a été d'éviter de céder à la panique.



Effets de la crise sur les services et mesures sociales

Les services de conseil ont été beaucoup affectés par la crise: chaque OP membre de la PROPAC compte des cadres d'appui local, mais ces derniers n'ont pas pu se déplacer. L'appui-conseil reprend doucement, mais pas dans tous les pays (à l'instar du Gabon). La PROPAC a également distribué des aides d'urgence grâce au programme SAFE 2020. Le ciblage s'est effectué sur la base d'un projet antérieur mené avec le Centre technique de coopération agricole et rurale: une dizaine de coopératives ont été retenues. Les aides visaient les fonds de roulement et les intrants, mais les montants sont restés bien en deçà des besoins.



Effets de la crise sur la vie économique

La crise n'a pas eu beaucoup de répercussions sur le plan organisationnel, mais les OP ont dû changer la planification de certaines activités (commercialisation à la base). Deux plateformes en ligne ont été mises au point, une pour le suivi-évaluation électronique et l'autre pour relier les producteurs aux acheteurs et fournir des conseils agricoles et autres. Un projet de carte SIM est en phase expérimentale en République démocratique du Congo.



Effets de la crise sur le cadre institutionnel

La PROPAC mène des discussions avec la Communauté économique des États de l'Afrique centrale, et une mission est prévue pour mieux comprendre la gouvernance et renouveler la convention. Une étude d'impact COVID-19 en Afrique centrale a été réalisée, en plus d'études au niveau national. Ces travaux ont nourri le plaidoyer. De nouveaux partenariats ont été noués.



Perspectives

L'innovation principale a été le travail à distance, qui présente des avantages et des inconvénients. Les missions de supervision sont moins efficaces qu'auparavant. Une leçon que nous tirons de cette crise est de ne jamais céder à la panique. Cette crise était effrayante à en croire les médias, mais en Afrique centrale, les populations ont été habituées à vivre avec d'autres maladies, comme la malaria. Il faut rester sereins et ne pas concentrer toute l'attention sur cette maladie, car d'autres enjeux sont plus importants. En cas de maladie, la région compte par ailleurs d'excellentes médecines traditionnelles.

République Démocratique du Congo

Confédération paysanne du Congo – Principal regroupement des paysans (COPACO-PRP)



Perception de la crise

Les OP membres de la COPACO-PRP ont été sérieusement touchés par la COVID-19 depuis la déclaration du premier cas, en mars 2020. Dans de nombreuses provinces, bien que les activités du secteur agricole, des entreprises de transformation alimentaire et des points de vente au détail soient considérées comme essentielles, la limitation des déplacements a entraîné un risque de pénurie de main-d'œuvre agricole. Cette crise se distingue notamment par les doutes persistants de la population concernant la COVID-19, parfois confondue avec la grippe ou le paludisme, et par conséquent susceptible d'être guérie par les produits locaux sans intervention de la médecine moderne. En République démocratique du Congo, plusieurs épidémies ont affecté le monde paysan, dont le virus Ébola depuis 1977. Certaines provinces victimes de cette épidémie ont déjà acquis l'expérience dans la gestion de pareilles catastrophes. Les produits maraîchers ont été privilégiés par rapport aux produits vivriers.



Effets de la crise sur la vie associative

Pendant le confinement, les activités de nos organisations ont connu un ralentissement à tous les niveaux. La suspension des réunions de plus de 20 personnes, la non-mobilité des individus et la fermeture des marchés et des frontières internes et externes n'ont pas favorisé la cohésion entre les membres. Nos OP ont eu beaucoup de difficultés à communiquer entre elles et avec les partenaires. Le téléphone est resté le seul moyen pour assurer la communication, via les réseaux sociaux. Avec les partenaires extérieurs, nous avons collaboré grâce au télétravail. Nous communiquons davantage via Zoom, WhatsApp et d'autres réseaux sociaux.



Effets de la crise sur les services et mesures d'urgence

La pandémie n'a pas eu d'influence particulière sur les services de conseil aux producteurs. Néanmoins, Kinshasa étant l'épicentre de la pandémie de COVID-19, les personnes venues de la capitale n'étaient pas les bienvenues en province, par crainte de contagion. La COPACO-PRP a pu continuer à accompagner les paysans dans leurs contentieux fonciers grâce au Village de la justice paysanne. Les OP ont reçu des appuis en intrants agricoles et des kits sanitaires contre la COVID-19. Quatre OP ont lancé de petites initiatives économiques rentables dans le secteur agricole. Pour faire face à toutes les difficultés rencontrées dans la gestion de cette épidémie, la COPACO-PRP a relancé la mutuelle de santé Solidarité médicale paysanne. Par ailleurs, elle s'emploie à concrétiser le projet de banque paysanne grâce au lancement d'une mutuelle financière paysanne. Cette mutuelle accompagnera les petits exploitants agricoles à épargner et à obtenir des petits crédits à faible taux d'intérêt.



Effets de la crise sur la vie économique

De nouveaux partenariats ont vu le jour pour aider les OP locales à faire face à cette épidémie. Contrairement à d'autres partenariats, cette fois, nous avons assisté à des appuis à la production et au développement de nouvelles filières agricoles. Certaines filières ont été renforcées dans les zones de production, comme le niébé et le haricot, tandis que de nouvelles méthodes culturales ont été diffusées dans les contrées voisines. Nous avons assisté à l'émergence de nouvelles cultures dans des exploitations agricoles. Par exemple, à Bukanga Lonzo, les producteurs d'ananas ont décidé de se lancer dans la production d'arachides, de niébé et de haricots, qui sont des cultures à cycle court couvrant certains besoins. La COPACO-PRP a redynamisé la Caisse agricole paysanne dans ses différentes unités de base.



Effets de la crise sur le cadre institutionnel

Pendant cette période, la COPACO-PRP a été sollicitée par plusieurs autorités locales et services publics. Un partenariat a été signé avec le service national de semences, qui a initié 15 formateurs à la technologie semencière. Ce partenariat permettra de doter la COPACO-PRP d'une radio rurale et d'un laboratoire semencier. Toutefois, la gestion des campagnes agricoles reste jusqu'à ce jour une difficulté majeure pour les paysans qui tiennent à participer à chaque négociation.



Perspectives

Les OP locales doivent mettre fin à la vente parallèle de leurs produits. Pour réussir cette opération, il faut construire des entrepôts de stockage pour leurs produits, disposer d'un entrepôt central proche des grands centres de commercialisation et redynamiser le comité de commercialisation. Nous recommandons d'intensifier les services de marketing, de privilégier l'exploitation des cultures à cycle court, de prévoir les stocks dans les magasins, d'exploiter davantage les marchés de proximité et de favoriser le système collectif de mise sur le marché.

Afrique du Nord

Union maghrébine et nord-africaine des agriculteurs (UMNAGRI)



Perception de la crise

La crise n'a pas vraiment touché la production dans notre région, mais plutôt l'amont et l'aval des filières. On ne peut pas dire que les OP aient subi de grandes répercussions, à part dans les pays fortement dépendants des importations d'intrants et de semences, comme la Mauritanie. À la différence des autres crises, il ne s'agit pas d'un choc climatique, mais logistique. Il faut aussi noter que la crise a même été une chance pour certaines filières: les fruits, les légumes et la farine ont été plus facilement vendus, et les filières se sont raccourcies. La population a davantage cuisiné à la maison. Malgré l'absence de tourisme, la demande en produits alimentaires a été forte et certaines denrées sont parfois venues à manquer, sans qu'il y ait eu de crise agricole. Les ménages ont absorbé le surplus de production habituellement destiné au tourisme.



Effets de la crise sur la vie associative

Les OP ont surtout souffert à la base, là où la connexion Internet n'a pas permis de continuer le travail à distance. La pandémie a aussi eu un impact sur la gouvernance, s'agissant du renouvellement des instances. Nous avons adopté les nouvelles technologies pour nous concerter à distance. C'était une réelle innovation. Le télétravail a permis de faire des économies. La pandémie a été l'occasion d'accroître notre visibilité, et les membres ont considéré notre rôle sous un angle plus positif. La coopération internationale s'étant dynamisée, nous avons tiré parti de notre réseau de relations afin d'obtenir des fonds additionnels pour le plaidoyer et la fourniture des nouveaux services, qui seront opérationnels en 2022 seulement.



Effets de la crise sur la dimension sociale

Le coût du traitement contre la COVID-19 étant relativement élevé, un système de crédit a été mis en place dans certains pays pour couvrir les frais d'hospitalisation. Au sein de l'UMAGRI, il existe des caisses mutuelles formelles ou informelles (par exemple, dans l'Union tunisienne de l'agriculture et de la pêche).



Effets de la crise sur la vie économique

Les filières se sont raccourcies et la population a opté pour l'achat de produits locaux. Face à la chute des importations, des produits de substitution ont été adoptés. Par exemple, en Mauritanie, face à la pénurie de semences fourragères venant de l'étranger, les agriculteurs ont redécouvert des semences locales qui avaient été délaissées pour des questions de rendement. Ils ont décidé de réintroduire cette ancienne variété dans leur plan d'action. Ce changement va probablement perdurer au-delà de la présente crise.



Effets de la crise sur le cadre institutionnel

Nos membres se sont très fortement mobilisés dans la gestion des conséquences de la crise sur l'agriculture. Nous avons tenté d'agir dans le domaine de la mobilité des agriculteurs. Nous avons aussi promu le consommateur local et la souveraineté alimentaire, tendances qui ont été renforcées. Dans nos régions, cette question concerne avant tout le secteur de l'agroalimentaire, les fruits et légumes étant déjà consommés localement. En revanche, pour les produits massivement importés comme le fromage, la crise a entraîné un regain de la production nationale, les consommateurs étant contraints de se rabattre sur la production locale. Par conséquent, les producteurs se sont employés à améliorer leurs techniques d'emballage et l'agroalimentaire local s'est développé.



Perspectives

Dans notre région, il y a eu une prise de conscience sur l'importance du consommateur local, des filières courtes et de l'agriculture familiale. Nous encourageons les partenaires à appuyer les initiatives au niveau du marché local plutôt qu'à l'échelon international.

Mauritanie

Fédération mauritanienne de l'agriculture (FMA)



Perception de la crise

La singularité de cette crise tient dans sa dimension mondiale et dans son impact direct sur le quotidien de tous (confinement, fermeture des frontières et interdiction des déplacements interurbains, couvre-feux, etc.). Les producteurs ne pouvaient plus se rendre dans leurs champs et sur leurs parcelles.



Effets de la crise sur la vie associative

Les réunions périodiques du bureau exécutif n'ont pas été tenues. Nous avons créé des groupes WhatsApp. Un site pour la liaison bureaux régionaux et des sites de proximité (centres d'écoute) pour chaque wilaya ont été créés, en vue de permettre des retours d'informations de la base, les échanges entre membres et la diffusion des informations vers la base. Exclusivement financée par les cotisations de ses membres, la Fédération mauritanienne de l'agriculture a eu d'énormes difficultés à élaborer son budget.



Effets de la crise sur les services et mesures d'urgence

La Fédération mauritanienne de l'agriculture a participé à des activités de sensibilisation. Grâce au FIDA, dans le cadre du programme SAFE 2020, un don a financé des kits (production de semences, engrais, énergie, etc.), qui ont été distribués à des coopératives et à des exploitations familiales. Le montant du don n'a pas été suffisant pour faire face à la forte demande de secours.



Effets de la crise sur la vie économique

La filière maraîchère a connu un développement notable.



Effets de la crise sur le cadre institutionnel

La Fédération mauritanienne de l'agriculture a renforcé ses activités de plaidoyer. Ses argumentaires ont convaincu les autorités au plus haut niveau et ont été pris en compte dans le programme d'urgence mené par le Gouvernement. En qualité de membre de l'Union nationale du patronat mauritanien, la fédération a contribué à l'élaboration d'un document intitulé « Impacts de la pandémie du COVID-19 sur le secteur privé et mesures d'atténuation et de relance » en juin 2020.



Perspectives

Il faut développer les nouvelles technologies des communications et l'innovation pour les transactions.

Afrique du Sud

Confédération des syndicats agricoles d'Afrique australe (SACAU)



Perception de la crise

L'impact de la maladie elle-même n'a pas été aussi fort dans de nombreuses zones rurales, mais les mesures mises en place pour contenir la pandémie ont eu un impact considérable. Chaque étape de la chaîne de valeur agricole a été interrompue. La panique provoquée par la pandémie a eu un impact tout aussi important. Au début, il n'y avait aucune information sur la maladie et les moyens de la prévenir. Les informations diffusées à grande échelle par les médias sociaux ont renforcé le sentiment de panique. C'est un élément très important à retenir de cette crise : comment la désinformation et le manque d'informations précises et opportunes ont causé tant de détresse.



Effets de la crise sur la vie associative

L'une des plus grandes difficultés rencontrées par les OP a été la restriction des rassemblements. Tout le fonctionnement des OP et le système de services aux membres sont basés sur les rencontres et, comme il n'y avait pas de canaux de communication numérique en place au début de la crise, les OP n'ont pratiquement pas communiqué avec leurs membres. La SACAU a aidé les organisations agricoles à mettre en place des canaux de communication virtuels, et de grandes améliorations ont été apportées, mais cela n'allait pas de soi. Les organisations agricoles sont encore lentes à adopter les technologies numériques, et il est nécessaire d'accélérer le mouvement, car cette tendance est là pour rester et évoluer. Si les organisations agricoles ne suivent pas cette tendance, elles seront laissées pour compte.



Effets de la crise sur les services et mesures sociales

Une assistance a été apportée aux agriculteurs, principalement par la diffusion d'informations sur les radios et télévisions locales et par des publications dans les journaux. Tous les médias ont permis aux agriculteurs de s'exprimer et d'attirer l'attention. Avec le soutien de SAFE 2020, des réponses d'urgence ont été apportées sous forme de subventions et, en Namibie et en Afrique du Sud, des mesures de relance ont été distribuées, mais leur portée n'était pas suffisante pour couvrir les besoins.



Effets de la crise sur la vie économique

La crise a commencé en mars 2020, lorsque les agriculteurs ont eu besoin de récolter, ce qui a entraîné des problèmes immédiats pour la récolte et la commercialisation. Au début de la crise, l'agriculture n'était pas considérée comme un secteur essentiel et les agriculteurs n'avaient pas de permis pour poursuivre leur travail. Les récoltes ont été perdues, entraînant des problèmes de trésorerie à plus long terme. Par exemple, en Tanzanie et au Zimbabwe, l'exportation de fleurs et de produits horticoles a été annulée et, comme il s'agit de cultures périssables, des récoltes entières ont été perdues. Les magasins d'intrants n'étaient pas non plus considérés comme essentiels et sont restés fermés pendant de longues périodes, ce qui a eu un impact particulier

en Afrique du Sud et au Botswana. En Namibie, les restrictions ont également entraîné une pénurie de main-d'œuvre dans les exploitations. Les organisations d'agriculteurs ont dû négocier avec le gouvernement pour inclure l'agriculture parmi les secteurs essentiels pour fonctionner. Au Lesotho et en Afrique du Sud, les organisations non gouvernementales ont réussi à inclure l'agriculture dans les secteurs essentiels, mais même dans ce cas, les mesures mises en place pour soutenir le secteur étaient insuffisantes.



Effets de la crise sur le cadre institutionnel

Les organisations agricoles n'étaient pas prêtes à jouer un rôle dans le partage d'informations précises et opportunes sur les questions de santé, car cela ne faisait pas partie de leur mandat auparavant. Les OP n'ont pas non plus été prises en compte dans les plateformes nationales pour la réponse Covid-19 et dans la mise en place des mesures, de sorte que les agriculteurs n'ont pas été pris en compte.

En Tanzanie, au Zimbabwe et au Lesotho, les gouvernements ont spécifiquement demandé aux organisations agricoles de donner leur avis sur la crise et son impact sur les agriculteurs et sur la meilleure façon pour le gouvernement de réagir. Des documents d'opinion ont été élaborés sur la base de consultations avec les membres. Cela mérite d'être souligné car il n'est pas courant que les gouvernements demandent l'avis des organisations agricoles. Aux Seychelles et en Afrique du Sud, les organisations agricoles ont présenté de leur propre initiative des recommandations aux gouvernements.

La ZFU a élaboré un plan de redressement Covid-19 et ce plan a été inclus dans la réponse du gouvernement. En Namibie, un document d'opinion a été rédigé et le gouvernement a proposé des mesures de relance, mais celles-ci n'ont pas touché la majorité des agriculteurs et se sont révélées insuffisantes.

Les gouvernements et les autres parties prenantes ont fait appel aux organisations agricoles pour atteindre les agriculteurs. C'est un aspect que les organisations agricoles doivent maintenir et renforcer afin de conserver leur pertinence. Un élément important à cet égard sera la capacité des organisations agricoles à recueillir des données et des informations, à rassembler des preuves. Les systèmes de collecte de données qui peuvent alimenter le plaidoyer doivent être renforcés et développés. Les expériences des différents pays devraient être partagées car elles sont très différentes et les organisations agricoles pourraient apprendre les unes des autres. L'UDAA peut jouer un rôle en facilitant les échanges, la coordination et le développement des capacités nécessaires. En Eswatini et au Lesotho, les systèmes de collecte de données sont plus systématiques et ces systèmes doivent être renforcés pour informer et préparer les crises futures. ACT en Tanzanie et NASFAM au Malawi avaient déjà des structures en place pour ce faire, avant même la pandémie.



Perspectives

« Le fait que le rôle des organisations agricoles évolue est inévitable. Les OP ne se contentent plus de parler au nom de leurs membres et de fournir des services de vulgarisation. Il est clair que les organisations agricoles doivent aller de l'avant et penser au-delà de leur rôle traditionnel. Les attentes ont augmenté et toutes les organisations agricoles ne sont pas prêtes à répondre à ces nouvelles attentes. Les organisations agricoles doivent faire preuve de résilience en adaptant leurs structures et en recrutant les ressources humaines appropriées pour être en mesure de réagir plus rapidement et mieux aux crises. Les organisations agricoles sont principalement composées d'agronomes, mais nous avons besoin de plus en plus de compétences sociales dans nos organisations pour être en mesure de répondre aux besoins des agriculteurs d'une manière holistique. Les OP doivent mettre en place la structure, le personnel et le support informatique appropriés pour évoluer et répondre aux besoins changeants des agriculteurs. »

Madagascar

Réseau syndical des organisations agricoles (Réseau SOA)



Perception de la crise

Madagascar a été très touché par la COVID-19. Des cimetières collectifs ont vu le jour le long des routes. L'équilibre des OP a globalement été compromis et leurs activités ont été ralenties (30% de réalisation). Les activités reprennent maintenant tout doucement, mais les paysans ont beaucoup perdu. Les plus touchés ont été habitants des zones les plus reculées. Il y a eu quelques aides additionnelles, mais les procédures étaient trop compliquées et trop bureaucratiques pour les OP – seules les plus aguerries ont pu remplir les dossiers.



Effets de la crise sur la vie associative

La vie associative a été très affectée. Les cotisations ont chuté. À Madagascar, très peu de responsables ont accès à Internet et l'usage du téléphone n'est pas répandu dans toutes les régions du pays. Il est très difficile de mener des réunions via l'application Skype. Nous faisons face à des problèmes de connexion, à des problèmes matériels et au fait que les producteurs n'ont pas du tout l'habitude de ces outils. Parfois, on nous demande de rester connectés huit heures durant à l'occasion de visioconférences, ce qui est presque impossible à organiser dans le pays. Le Réseau SOA a mené des campagnes de sensibilisation, car les paysans ne croyaient pas à l'existence de la COVID-19. Il n'y a pas eu de changement d'orientation des OP face à la crise, mais des instruments d'appui à l'agriculture, comme ceux du FIDA, ont été utilisés pour lutter contre les conséquences de la COVID-19.



Effets de la crise sur les services et mesures sociales

Il y a eu de la solidarité entre les paysans: le Cercle de réflexion pour l'avenir de Madagascar, une OP du centre du pays, a collecté du riz pour l'envoyer au sud, où sévissait la famine. En matière de conseil, les animateurs ont mobilisé des vélos ou des motos quand ils le pouvaient. Nous avons aussi privilégié les supports papier (fiches, affiches, petits livrets) pendant la pandémie pour partager les expériences. Nous avons examiné des sujets tels que la réalisation de compost, l'agriculture biologique et la gestion de l'eau. La radio et la télévision sont des supports très coûteux chez nous.



Effets de la crise sur la vie économique

Les OP ont fait ce qu'elles ont pu pour maintenir les services économiques en dépit d'un contexte très compliqué, en particulier pour la commercialisation. Au moment de la fermeture des marchés, les collecteurs ne venaient plus dans les zones reculées. L'Union de coopératives laitières Ronono Faritra Matsiatra Ambony (ROFAMA) a acheté des motos pour livrer le lait et développé la vente à distance. De nombreux paysans ont été contraints de vendre à la hâte et de brader leur récolte. La filière semencière n'a pas été beaucoup touchée, les paysans achetant très peu de semences.



Effets de la crise sur le cadre institutionnel

L'État prend parfois des décisions sans réelle concertation avec les OP. Pendant la crise, des lois ont été adoptées sans que notre avis soit vraiment sollicité, en particulier une loi sur le foncier et une autre sur l'agriculture biologique. Nous avons dû faire alliance avec la société civile pour dénoncer la loi foncière et le Gouvernement a finalement dû faire marche arrière. En matière de plaidoyer, nous avons aussi négocié avec des acteurs privés, notamment avec l'entreprise de fourniture d'électricité Jirama pour repousser la période de paiement des factures, ou encore avec les propriétaires pour reporter les échéances de loyers.



Perspectives

La vente en ligne est la principale innovation, les jeunes étant particulièrement concernés. À Madagascar, le miel a commencé à être vendu sur les réseaux sociaux. Toutefois, il va falloir que nous développiions davantage ces TIC, car nous accusons encore du retard dans ce domaine. Les bailleurs de fonds devraient faire attention à ne pas proposer des aides qui seraient finalement réservées à une élite capable de constituer des dossiers très compliqués. Enfin, un autre sujet nous préoccupe sérieusement: les changements climatiques. Certains paysans sont prêts à payer très cher pour obtenir du petit matériel d'irrigation.

Madagascar

Union de coopératives laitières

Ronono Faritra Matsiatra Ambony

(ROFAMA)



Perception de la crise

La crise a eu un très fort impact sur notre coopérative. Depuis la première vague, tout est fermé, y compris les points de vente des villes. Toutes les activités de l'organisation ont été perturbées.



Effets de la crise sur la vie associative

Notre coopérative compte 337 membres et 24 salariés. Nous n'avons presque pas eu de nouveaux membres cette année ni l'année dernière. En temps normal, nous enregistrons 30 à 40 nouveaux membres par an. Nos animateurs ont continué à travailler malgré les risques et nous n'avons pas eu à mettre des salariés au chômage technique, mais il y a eu des arriérés de salaire importants. En matière d'animation, nous ne pouvons pas recourir à Internet, car seules les populations urbaines y ont accès. Nos membres ne sont pas tous équipés (60% d'entre eux possèdent un téléphone simple), et doivent parfois parcourir cinq kilomètres pour recharger leur téléphone. Ne pouvant utiliser WhatsApp, nous avons uniquement recours aux SMS. Le conseil d'administration a joué un grand rôle dans les décisions, qui ont été difficiles à prendre pendant la crise. Nous avons pris ces décisions par téléphone, en connaissance de cause, et 1 600 personnes ont été concernées (300 éleveurs et près de 5 personnes par foyer touchées indirectement).



Effets de la crise sur les services et mesures sociales

Les techniciens ont continué à se rendre dans les étables à moto, à raison d'une fois par jour. Nous avons dû utiliser deux motos et un tricycle pour la collecte, ce qui a beaucoup alourdi nos charges. Habituellement, nous utilisons les transports en commun, ce qui revient deux fois moins cher. Notre point de vente était fermé l'après-midi, c'est pourquoi notre chiffre d'affaires a été divisé par deux. Le tricycle acquis grâce à une subvention de l'Association Agriculteurs français et développement international (AFDI) a servi à collecter et à livrer le lait. Les services de conseil ont été assurés comme d'habitude, individuellement. Nous avons distribué des masques aux éleveurs et leur avons expliqué les mesures à prendre pour éviter la propagation de la COVID-19. En matière d'aide d'urgence dans les situations de détresse, nous avons accordé des avances sur le lait acheté (sur décision du conseil d'administration) aux éleveurs qui possédaient leur production.



Effets de la crise sur la vie économique

Nous avons dû réduire de moitié la quantité de lait collecté (de 600 à 300 litres). Les éleveurs sont très démoralisés. Le lait se vendait auparavant à 1 500 ariary malgaches par litre, mais comme nous avons diminué de moitié la collecte, les éleveurs ont dû brader leur surplus à 600 ariary malgaches par litre. Nous avons renforcé la conservation et la transformation, mais le lait est un produit fortement périssable. L'appui du FDA nous a permis d'investir dans une salle d'affinage, mais cela prendra du temps, surtout à cause du contexte. Nous avons tenté de persuader par téléphone les populations de venir sur place le matin ou de commander pour que nous livrions nous-mêmes le lait (en appliquant des frais de livraison). Pour les gros clients avec qui nous avons un contrat, comme les écoles, les restaurants ou les hôtels, nous avons effectué des livraisons. Si elle existait déjà, la crise a accentué cette pratique.



Effets de la crise sur le cadre institutionnel

Nous avons tiré parti de l'aide de l'AFDI et du FIDA pour mettre en place la salle d'affinage. Le Gouvernement a mené une étude pour mieux connaître les impacts de la COVID-19, mais n'a finalement pas pris beaucoup de mesures. Nous n'avons reçu aucune aide de sa part. Pour traverser la crise, nous avons dû nous endetter auprès de la banque.



Perspectives

Nous mettrons du temps à revenir à la situation d'avant la crise. Si nos éleveurs possèdent deux vaches en moyenne, 13 d'entre eux ont dû en vendre une pour traverser la crise, et à moitié prix. Un membre a dû vendre ses deux vaches pour rembourser un emprunt. Face à la crise, nous avons tenté de diversifier au maximum nos clients. Nous nous sommes employés à améliorer la qualité (affinage), ce qui nous a permis de vendre un peu plus cher. En cas de nouvelle vague, nous espérons que le conseil d'administration sera à nouveau capable de prendre les bonnes décisions. Nous espérons aussi que nous aurons des partenaires pour nous accompagner, comme l'AFDI. Pour faire face à ces crises, nous avons besoin de matériel pour le transport, le stockage et la transformation, outre les appuis à la commercialisation. Nous avons aussi besoin de pouvoir recruter des techniciens en qualité de salariés, car sans eux rien ne se fait. Enfin, on pourrait imaginer un système d'appui financier en faveur des éleveurs, par exemple par l'augmentation du prix à l'achat.

Région Pacifique

Réseau des organisations d'agriculteurs des îles du Pacifique (PIFON)



Perception de la crise

La crise a fortement bouleversé les filières agricoles dans tous les pays membres du PIFON. Des filières (d'exportation ou pour la consommation locale) bien établies ont connu de gros problèmes de surplus ou de pénuries, et ont dû être repensées. La crise a aussi offert de nombreuses possibilités de revoir les opérations et les services offerts aux membres, notamment en matière de connexion aux marchés. Les appuis des partenaires techniques et financiers pour faire face aux effets de la crise engendrée par la COVID-19 ont fortement augmenté (distribution d'intrants, entre autres). Cette hausse des financements a été un défi pour certains membres, car la gestion des différentes sources de financement exigeait le renforcement des capacités des équipes en interne.



Effets de la crise sur la vie associative

Toutes nos OP membres ont dû revoir leurs manières de gérer les activités et les services, et plusieurs d'entre elles ont utilisé des outils en ligne. Sur le terrain, les agriculteurs s'habituent de plus en plus à utiliser les TIC pour communiquer et s'informer, voire se former. Les jeunes apprennent aux plus âgés à se servir de ces outils. À la base, les agriculteurs ont été encouragés à utiliser des applications pour maintenir le lien avec leurs OP et à transmettre des informations via des applications auxquelles leurs OP avaient accès (par exemple, Farms App).

En début d'année, dans le cadre du PIFON, nous avons été sollicités pour contribuer à un programme de recherche du Gouvernement australien. Nous avons demandé à trois de nos OP membres de mener des travaux de recherche sur le terrain et de les transmettre à l'équipe de chercheurs en Australie. Avant la COVID-19, les instituts de recherche envoyaient des personnes sur place pour mener ce travail de recueil d'informations et de recherche.



Effets de la crise sur les services

Des formations ont été organisées en ligne dans la mesure du possible, de nombreux agriculteurs n'étant pas équipés en TIC et la connexion n'étant pas bonne partout. Deux des pays membres du PIFON avaient déjà mis en place des formations en TIC avant la COVID-19, principalement à l'intention des jeunes. Avec la crise, de nombreux échanges ont eu lieu en ligne dans ces deux pays. Dans un autre pays, les membres ont créé des groupes d'agriculteurs sur l'application WhatsApp (« *pockets of farmers* ») : comme il n'était pas possible de dispenser des formations en présentiel, les agriculteurs posaient leurs questions sur WhatsApp (une application très simple ne nécessitant que d'un smartphone). Nous avons aussi réalisé des vidéos YouTube pour permettre les échanges entre agriculteurs et dispenser des formations. Toutefois, cela ne remplace aucunement les formations en présentiel.

Aux îles Fidji, nous collaborons avec une entreprise de services numériques, TraSeable Solutions, qui a mis au point une application à l'intention des agriculteurs: nous encourageons ces derniers à la télécharger et à l'utiliser. Les agriculteurs peuvent y entrer eux-mêmes des informations

sur leur exploitation (production, prix, etc.), le but étant de faciliter la gestion. Ces données ne sont pas exploitées dans un système plus large pour le moment. Nous avons récemment piloté une étude grâce à cette application. La crise a permis d'étendre cet outil d'aide à la gestion de l'exploitation: désormais, PIFON a accès aux données recueillies par la plupart de ces membres: cette énorme transformation en matière de partage et de stockage de l'information constitue selon nous l'un des résultats positifs de la crise.



Effets de la crise sur la vie économique

Stockage ou transformation. Aux Tonga, une des OP a créé des produits destinés à l'exportation à partir des surplus de production engendrés par la fermeture des hôtels. Une OP appelée Fondation for Rural Integrated Development a lancé une ligne de produits surgelés, en plus des confitures et du chutney déjà produits avant la crise, afin d'exporter plus facilement et de conserver les produits plus longtemps (pour les vendre plus tard), tout en leur ajoutant de la valeur. En Papouasie-Nouvelle-Guinée, une OP a investi dans la création d'équipements de stockage, pour le riz notamment, et a organisé un système de collecte en bord de champs, car les déplacements ont dû être limités.

La distribution des produits a été affectée et des marchés en ligne ont été mis en place. Au Samoa, l'OP Women in Business Development Inc. a mis en place un marché en ligne en mai 2020 pour relier les agriculteurs aux acheteurs locaux, mais aussi internationaux. Entre mai et décembre, ce marché a généré environ 25 000 tala (plus de 8000 EUR). Du fait de ce succès, l'OP a continué. Aux Fidji, des réflexions ont eu lieu sur le développement des marchés en ligne, un de nos membres ayant déjà mis en place un tel marché, devenu florissant durant la crise.



Effets de la crise sur le cadre institutionnel

La crise a provoqué un regain d'intérêt pour l'agriculture, de la population en général et des autorités en particulier, du fait de la fermeture de nombreuses activités liées au tourisme et de la très forte hausse du chômage. Ce « retour à la terre » a créé de nouveaux enjeux en matière de régime foncier et de gestion durable des ressources. Les OP se sont emparées de cette question. Les échanges et la coopération se sont intensifiés entre les OP et les gouvernements, sur différents sujets comme la formation (pastèque aux Tonga et pêche aux Îles Cook). Dans plusieurs pays très dépendants des importations pour leur approvisionnement alimentaire, les OP ont travaillé avec leurs gouvernements respectifs à l'élaboration de politiques commerciales qui permettraient de réduire cette dépendance et d'accroître la production nationale.



Perspectives

Depuis le commencement de la pandémie, les cultures vivrières traditionnelles comme l'arbre à pain font l'objet d'une plus grande attention. Au début de l'année 2021, une plateforme virtuelle, nommée Bredfruit People a été créée et des webinaires sur le fruit à pain ont été organisés en partenariat avec des chercheurs pour en explorer davantage les potentialités, notamment en lien avec les changements climatiques. Au Samoa, le thé était avant tout produit pour l'exportation, mais en raison de la crise, les producteurs ont dû cibler le marché local et ont créé une grande diversité de boissons « toniques » pour attirer les consommateurs locaux. Même quand la situation redeviendra normale, les choses auront changé: des réflexions sur d'autres manières de penser le tourisme voient déjà le jour, se traduisant par la recherche d'expériences de niche, de type agrotourisme ou visites à la ferme, ou l'intégration d'autres produits dans les restaurants des hôtels (en mettant davantage l'accent sur les produits locaux et traditionnels).

La crise nous a montré qu'il était possible de travailler différemment et de réaliser beaucoup de choses à distance, et ce plus vite qu'en temps normal. Peut-être qu'après la crise, il y aura moins de déplacements, mais nous aurons toujours besoin de nous rencontrer physiquement.

Fidji

Association des apiculteurs du Fiji



Perception de la crise

Il y a eu plusieurs phases dans la crise: en mars 2020, les Fidji ont connu un effondrement du tourisme, accompagné d'une chute de la demande de miel, car ce dernier n'est pas un produit de première nécessité et une grande partie de la population qui avait perdu son emploi a dû réduire ses dépenses. Mais comme il n'y avait pas de cas de COVID-19, nous avons pu travailler normalement. En 2021, le virus a touché les Fidji de manière assez forte, plusieurs régions ont été confinées et les déplacements ont été interdits entre les régions: nous avons dû arrêter nos activités de formation et annuler tous les événements prévus sur le terrain, mais nous avons continué notre programme de mentorat (un apiculteur expérimenté forme un apiculteur débutant).



Effets de la crise sur la vie associative

La crise a eu un effet très fort sur la vie associative: nous avons constaté soudain un intérêt considérablement accru de la population pour l'agriculture en général, et pour l'apiculture en particulier. Les personnes qui avaient perdu leur emploi sont retournées sur leurs terres en quête d'autres sources de revenus. Un nombre impressionnant de personnes s'est brusquement intéressé à l'apiculture et a commencé à demander des informations et des formations. Nous avons reçu plus de 20 demandes par semaine. Nous avons dû nous adapter en créant des brochures pour expliquer comment démarrer une activité d'apiculture et en diffusant des listes de fournisseurs de matériel pour commencer une activité. Cette tendance risque de ne pas durer à long terme, une fois que le tourisme et l'économie reviendront à la normale, cet engouement pour l'apiculture devrait fléchir.

Le nombre de membres a augmenté: en janvier 2020, juste avant la crise, notre page Facebook comptait environ 1 000 membres, tandis qu'aujourd'hui, nous avons atteint 6 700 membres. Les demandes de formation ont aussi sensiblement augmenté. En 2020, nous avons dispensé 27 formations, soit plus que nous n'en avions jamais organisé.

Nous avons beaucoup utilisé l'application Zoom pour les réunions du bureau et du conseil d'administration, mais aussi pour les webinaires. Nous n'avons pas eu de problème de communication, même si on ne peut pas avoir le même niveau de conversation sur Zoom qu'en face à face. Les échanges sur Zoom ne permettent pas les conversations informelles ni le partage d'idées non prévues à l'ordre du jour. De plus, la durée des conversations est limitée à 40 minutes.



Effets de la crise sur les services et mesures d'urgence

Nous n'avons pas mené d'interventions d'urgence. Il est difficile de distribuer des aides gratuites: comment choisir les personnes qui y ont droit et celles qui n'y ont pas droit? Dans le cadre du programme Organisations paysannes dans les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (FO4ACP), nous avons pu acheter un extracteur de miel: nous avons demandé à tous nos membres s'ils étaient intéressés et prêts à s'organiser collectivement pour partager cet équipement. Nous n'effectuons pas de distributions gratuites (« *give-away programs* »), mais essayons toujours d'intégrer une composante où le bénéficiaire doit apporter quelque chose. Par exemple, dans le

cadre du programme de mentorat, nous avons acheté des ruches à une entreprise privée au prix courant. Nous sommes ensuite allés rencontrer des apiculteurs expérimentés pour leur proposer de former leurs pairs débutants (à raison de six séances dans l'année), en échange de dix ruches. Nous aidons ainsi les fabricants de ruches à consolider leur entreprise, les formateurs à s'équiper et les apiculteurs novices à se former.



Effets de la crise sur la vie économique

La crise a eu un impact important sur la commercialisation du miel, car la chute du tourisme a entraîné une baisse de revenus pour beaucoup d'habitants. Le volume de miel vendu a ainsi chuté de 20 à 30%, mais jusqu'à présent, les prix n'ont pas chuté autant qu'on aurait pu le prévoir. Nous avons lancé une initiative pour développer la transformation et créer de la valeur ajoutée, intitulée « *The value-added bee-products* » (les produits apicoles à valeur ajoutée). Elle vise à encourager la réalisation de produits à base de miel (les apiculteurs produisant quasi exclusivement du miel liquide). Nous avons organisé des ateliers où les participants apprennent à fabriquer de la cire ou des crèmes pour la peau, et nous avons rédigé et diffusé des guides pratiques (avec l'appui de fonds du Centre australien de recherche agronomique internationale). Ce domaine intéresse plus largement les femmes apicultrices. L'idée de lancer cette initiative datait d'avant la pandémie, mais la crise nous a encouragés à la lancer.



Effets de la crise sur le cadre institutionnel

Nous avons toujours eu de bonnes relations de travail avec le Ministère de l'agriculture et le Ministère chargé de la biosécurité. La crise n'a pas endommagé ces relations, mais l'application Zoom ne permet pas d'avoir les mêmes conversations ni les mêmes liens interpersonnels. Nous avons perdu un peu en proximité. Les autorités n'ont pas pris de mesures spécifiques en faveur des apiculteurs. La crise a plutôt freiné les partenariats et les échanges.

Haïti

Association des Agriculteurs français et développement international (AFDI)



Perception de la crise

La crise a eu de lourdes conséquences sur les OP au début de la pandémie. Toutes les activités ont été limitées (réunions, activités de groupe et formations). Beaucoup d'activités ont dû être réorientées pour faire face à la crise.



Effets de la crise sur la vie associative

Nous avons modifié nos orientations pour bénéficier d'aides et protéger les habitants. Nous avons axé davantage les activités sur la crise, en menant des campagnes de sensibilisation, d'éducation et d'information, car les paysans ne croyaient pas vraiment à la COVID-19. Nous avons beaucoup développé les TIC. Chez nous, 80% des paysans ont des smartphones, et nous utilisons plusieurs groupes WhatsApp.



Effets de la crise sur les services

Le nombre de membres invités à suivre les formations a été réduit pour respecter les règles sanitaires. Nous reprenons tout doucement, mais nous évitons toujours le face-à-face. En matière de conseil, les activités ont pu continuer. Nous avons axé les conseils sur de nouvelles cultures à cycle court. Les OP ont aussi servi de relais pour distribuer des aides d'urgence.



Effets de la crise sur la vie économique

La crise a créé un problème de commercialisation. La restriction de la circulation entre le nord et le sud de l'île a entraîné l'immobilité des acheteurs, qui restaient chez eux. Il y a eu beaucoup de perturbations, se traduisant par des cas de pénurie et de surproduction, selon le lieu. Certaines coopératives ont dû fermer, mais de nouvelles possibilités ont aussi vu le jour, en particulier concernant les produits qui ne pouvaient plus être importés de République dominicaine, mais que Haïti pouvait produire. C'est notamment le cas des œufs: 95% de la production est importée en temps normal. En raison de la crise, de nombreuses coopératives se sont lancées dans la production d'œufs et ont obtenu de très bons résultats. Les fermes avicoles se sont multipliées. Il en a été de même pour la production de salami. Les Haïtiens apprécient les produits locaux; moins chimique et plus économique, le salami local était aussi de meilleure qualité. Pareillement, la fermeture des frontières a provoqué la multiplication des cultures de poivron.



Effets de la crise sur le cadre institutionnel

Les relations entre les OP et les autorités ne sont pas très bonnes. Les décisions prises ont été très peu discutées: nous vivons dans un État autoritaire, qui n'hésite pas à sanctionner. Les OP ont mené leur plaidoyer utilisé sur une plateforme de la société civile (PREPLA).



Perspectives

Les activités dans le domaine sanitaire ont été une première et ont permis d'améliorer l'hygiène dans certaines OP. Des dispositifs de protection sanitaire ont été mis en place (cellules avec responsables de l'hygiène et systèmes de contrôle qualité). Les processus de transformation ont aussi été modernisés pour renforcer la qualité (maïs moulu et riz).

Concernant les enseignements tirés, nous avons constaté que certaines productions pouvaient être intensifiées au niveau local pour réduire la dépendance aux exportations. Il faut maintenant que les gouvernements accompagnent les OP sur cette voie. Il y a des produits que nous pourrions cultiver grâce à des politiques d'accompagnement au niveau des intrants et à des mesures de protection aux frontières.

République dominicaine

Association des agriculteurs du Nord-Ouest (ASOANOR)



Effets de la crise sur la vie associative

Depuis le début de la pandémie, seuls 30% des employés ont continué à travailler au bureau à temps partiel, et le nombre de membres appartenant à l'organisation est resté le même. Pendant la pandémie, toutes les réunions ont été suspendues. En raison de la faible connectivité du réseau qui caractérise les zones rurales du pays et des connaissances limitées des partenaires en matière de TIC, la communication entre l'organisation centrale et les partenaires a été affectée de manière assez négative. Si dans les quelques cas, il a été possible d'organiser des réunions et des consultations en ligne avec les membres dirigeants, le nombre maximum de participants n'a pas pu dépasser 10 personnes connectées en même temps sur le même canal numérique.



Effets de la crise sur la vie économique

Le prix des intrants, du carburant, du transport et de la main-d'œuvre a fortement augmenté depuis la pandémie. Aujourd'hui que, le prix des fruits est le même qu'il y a 10 ans. Pour limiter les problèmes causés par cette pression économique sur les producteurs, l'ASOANOR a essayé d'appliquer certaines mesures visant à réaliser des économies d'échelle. Elle a acheté des intrants en gros afin de pouvoir les vendre aux membres à un prix inférieur à celui du marché extérieur. Des processus ont également été activés pour faciliter les méthodes de paiement (passant de 8 à 16 semaines). En collaboration avec la Coordination Latino-américaine et des Caraïbes des petits producteurs de commerce équitable, une usine de biofermentation appartenant à l'association a été renforcée. L'ASOANOR a également subventionné l'achat d'un camion pour distribuer les intrants directement sur les parcelles des producteurs, ce qui a permis de faire face à la hausse des coûts de transport sans occasionner de frais pour les producteurs. Un fonds de crédit renouvelable a également été mis en place pour les producteurs afin de les former et de les aider pendant le processus de culture et d'amortissement des investissements.



Effets de la crise sur le cadre institutionnel

Aucun nouveau partenariat n'a été créé. Cependant, la demande au niveau local aurait diminué de 35 à 40% par rapport à une période normale. La surproduction qui en a découlé a entraîné une diminution du prix des fruits, passés de 900 à 150 pesos par kilo. En raison de la chute des prix, un important excédent de fruits n'a pas pu être écoulé sur les marchés et, de toute évidence, il n'a pas été possible d'investir dans de nouvelles productions agricoles au cours de la dernière année et demie. De plus, au cours du seul mois de septembre, la plupart des producteurs ont été fortement touchés par deux graves phénomènes météorologiques. S'ils disposent d'une assurance, cette dernière ne couvre que 20% des coûts auxquels les agriculteurs devront faire face. L'ASOANOR et le Gouvernement ont tenté de collaborer pour distribuer les excédents dans les zones les plus vulnérables du pays en les vendant à un prix inférieur, mais cette activité n'a pas eu le succès escompté. Pour faire face au processus de réhabilitation post-ouragan, l'ASOANOR mettra en place un système de fertilisation sans coûts directs pour les producteurs. Elle s'est également adressée aux institutions ministérielles et financières pour demander des reports de paiement. Nous attendons toujours une réponse du Ministère de l'agriculture.



Perspectives

En tant qu'organisation de petits producteurs, l'ASOANOR relève du cadre juridique des ONG. Elle s'efforce actuellement de se convertir au modèle coopératif, ce qui jouera en la faveur des membres compte tenu des facilités que la loi offre aux coopératives.

République dominicaine

Bananes Ecologiques du Nord-Ouest (BANELINO)



Perception de la crise

L'agriculture en République dominicaine est un long chemin d'apprentissage et de résilience. Les ouragans et autres phénomènes naturels sapent constamment le travail et la production, et l'arrivée de COVID-19 n'a pas fait exception.



Effets de la crise sur la vie associative

Malgré les restrictions, le travail sur le terrain a été maintenu, même s'il a été difficile de s'habituer à maintenir des distances de sécurité, notamment en raison de la culture dominicaine qui valorise le contact physique. L'adaptation à la technologie, notamment en matière de communication, s'est avérée être un autre obstacle auquel les agriculteurs ont dû faire face. L'accès à une connexion Internet reste un problème. Pour faire face à la crise sanitaire, la coopérative de cultivateurs de bananes BANELINO a organisé une chaîne de communication par l'intermédiaire de son équipe sanitaire: trois fois par semaine, des messages ont été diffusés sous forme de textes et de vidéos, en espagnol et en créole, afin de donner des indications sur les mesures officielles à prendre. Un protocole de prévention a même été mis au point. En outre, en collaboration avec la Coordination Latino-américaine et des Caraïbes des petits producteurs de commerce équitable, des affiches ont été créées pour fournir des conseils sur les mesures de prévention des maladies. Toutes les organisations recueillent et gèrent les données relatives à la production et aux cas de COVID-19.



Effets de la crise sur les services et mesures d'urgence

En ce qui concerne le conseil technique, les services de conseil individuel aux agriculteurs sur le terrain ont été maintenus. Concernant les mesures d'urgence, BANELINO a mis en place un centre de dépistage de la COVID-19 à l'intention de ses membres, proposant tests rapides et antigéniques. Les centres de santé ont été débordés et BANELINO a joué pour eux un rôle fondamental en matière de communication et de prévention pratique. Le contact a été maintenu avec les institutions. Dans certains cas, des sachets de médicaments de base ont été distribués aux malades pour tenter d'atténuer leurs symptômes, et des journées de vaccination ont été organisées en partenariat avec le Ministère de la santé. Du matériel pour la fumigation et la désinfection des lieux de travail a été distribué. Un fonds a été mis en place pour apporter une aide financière aux familles des membres les plus vulnérables touchés par le virus. Cependant, il n'a pas été possible de couvrir toutes les fermes, car beaucoup d'entre elles se trouvent dans des régions éloignées. Des ateliers ont en outre été organisés pour prévenir la violence intrafamiliale, la dépression et d'autres maladies. Toutefois, certaines activités ont été supprimées ou limitées en raison de la pandémie, notamment en lien avec un projet d'inclusion des jeunes et dans les écoles de BANELINO.



Effets de la crise sur la vie économique

En raison de l'augmentation générale des prix, et du coût des intrants en particulier, qui a caractérisé la dernière année et demie, et compte tenu du fait que le prix des bananes est resté le même, certains producteurs ont été contraints de quitter la coopérative parce qu'ils ne pouvaient pas faire face aux difficultés économiques. Des efforts ont été déployés pour former les producteurs à préparer eux-mêmes les engrais organiques, afin de limiter la dépendance aux engrais du marché extérieur et d'augmenter le niveau de résilience face aux crises futures. Le programme FO4ACP a contribué à certaines initiatives menées dans le domaine de la biodiversité végétale et du développement d'autres marchés que la banane. Elles sont en cours d'analyse, car elles sont encore à une étape préliminaire.

Inde

Association des femmes travaillant à leur compte (SEWA)



Perception de la crise

Si la première vague de COVID-19 était un peu moins importante dans les zones rurales, la deuxième vague a entraîné la mort d'environ 10 personnes dans chaque village, semant la peur dans la population. L'accès aux soins médicaux était très limité et il n'était pas possible de se rendre dans les hôpitaux des zones urbaines. De plus, le confinement en Inde a commencé au moment où les produits étaient prêts à être commercialisés. Les agriculteurs ne pouvaient plus rejoindre les marchés. Les produits sont donc restés dans les foyers, voire n'ont pas été récoltés du tout. Il n'y avait plus de transport vers les marchés et ces derniers étaient fermés. Or, les légumes sont des denrées périssables qui doivent être vendues quotidiennement. Les conséquences ont été désastreuses: la perte de revenus a touché non seulement cette campagne, mais également la préparation de la suivante.



Effets de la crise sur la vie associative

L'association des travailleuses indépendantes SEWA est une organisation de femmes principalement rurales, active dans 18 États de l'Inde. Grâce à notre réseau de responsables, qui ont des smartphones, nous avons pu communiquer et échanger des informations sur ce qui se passe au niveau local. Nous essayons également de familiariser nos membres avec les nouvelles technologies, notamment avec les services financiers numériques, les plateformes électroniques et le commerce en ligne. Nous le faisons déjà un peu, mais ce besoin est devenu beaucoup plus prononcé. Cet aspect a revêtu une grande importance pendant la crise. Des numéros de téléphone spéciaux ont été mis en place pour que les gens puissent obtenir des informations et des conseils sur la COVID-19. Du matériel de sensibilisation a également été mis au point et partagé dans les groupes grâce aux médias électroniques. Au total, 7 500 femmes ont été formées à l'utilisation d'applications et de plateformes de paiement en ligne et au commerce électronique pendant la crise.



Mesures d'urgence

La SEWA a collaboré avec le Gouvernement pour distribuer des kits alimentaires. Par exemple, les producteurs de sel travaillent huit mois dans le désert, construisent des maisons temporaires où ils se rendent avec leur famille. Ils se sont retrouvés dans le désert pendant le confinement, sans nourriture ni eau. Ils pouvaient continuer à travailler avec les panneaux solaires dont ils disposaient, mais ils n'avaient pas de nourriture. La SEWA a contacté le Gouvernement et des kits alimentaires ont été distribués (un kit gratuit et un autre payant par mois).

La SEWA a essayé de mettre les agriculteurs en contact avec les hôpitaux pour qu'ils puissent bénéficier d'un soutien psychologique. Des services de conseil ont été mis en place pour aider les membres à faire face à cette crise et pour les sensibiliser à la prévention et s'assurer que les personnes présentant des symptômes de la maladie sont référencées à l'hôpital et ont accès à de l'aide. Les activités ont concerné la réalisation d'affiches, la création de groupes WhatsApp pour partager les informations, les échanges de messages vocaux et l'élaboration de programmes de sensibilisation. Les médecins ont également apporté une assistance en ligne aux membres, car ils ne sont pas présents dans toutes les zones rurales. Un service de dépistage de la COVID-19 à coût réduit a été mis en place à l'intention des membres de la SEWA. Les hôpitaux ayant été saturés à un moment donné, du matériel de mesure de l'oxygène (oxymètres) a été distribué afin que les patients puissent savoir quand ils doivent se rendre à l'hôpital. La deuxième vague a été très difficile, car les hôpitaux étaient saturés. Nous avons commencé dans certains villages à libérer des centres communautaires pour offrir aux populations rurales un endroit où s'isoler et recevoir

une assistance médicale. Une base de données a été créée et une ligne d'assistance téléphonique a été mise en place, pour que les membres sachent où l'oxygène était disponible dans les hôpitaux ou les cliniques, car ils ne savaient pas où aller lorsqu'ils étaient vraiment malades.



Effets de la crise sur la vie économique

Les produits étaient prêts, mais les agricultrices ne pouvaient pas les vendre. Or, elles devaient encore rembourser des prêts et avaient besoin d'argent pour la prochaine saison. Les acheteurs voulaient profiter de la situation et acheter les produits à des prix inférieurs à ceux du marché. La SEWA a négocié avec des entreprises commerciales rurales pour obtenir des contrats. Par exemple, dans la filière du cumin, 200 tonnes de produit ont été négociées avec une entreprise. Concernant les légumes qui ne pouvaient pas être envoyés dans les villes et qui périssaient sur place, nous avons mis un restaurant en relation avec des producteurs de légumes, afin qu'il puisse obtenir des produits frais et que les agriculteurs puissent écouler leur production. La SEWA a également mené des activités économiques axées sur le style de vie « vert », les denrées alimentaires « oubliées » et les produits locaux agroécologiques et résistants au climat. Par exemple SEWA a commencé à acheter des légumes dans les districts d'Ahmedabad et de Gandhinagar et a fourni une plateforme de marché à Kamla. Kamla est un endroit où les clients avaient l'habitude de venir chercher de la nourriture saine et hygiénique avant le confinement et où ils apprenaient à adopter un mode de vie écologique. Kamla a une base de clients fidèles. Cette base de clients a été utilisée pour diffuser le message des légumes provenant directement des agriculteurs parmi les clients. Au départ, les clients qui se trouvaient à proximité de Kamla ont commencé à acheter des légumes et, petit à petit, la livraison à domicile a commencé. La SEWA a commencé par fournir 50 kg de légumes par jour, puis 1200 kg par jour. La demande a augmenté de plus en plus lorsque Kamla a commencé à livrer à domicile dans une situation de confinement stricte. La nouvelle s'est répandue dans diverses régions éloignées à propos des légumes, de la qualité des produits et de l'hygiène, et de plus en plus de commandes ont commencé à arriver. Cela nécessite la mise en place de quelques hubs qui peuvent stocker et servir les clients dans ces régions. Ahmedabad Municipal Corporation (AMC) a commencé à fournir des légumes par le biais d'e-rickshaws dans différentes zones de la ville d'Ahmedabad. AMC a fourni à SEWA 7 e-rickshaws et a commencé à fournir des légumes dans les zones sélectionnées. Les rickshaws étaient conduits par le chauffeur de la Corporation et prenaient environ 7-8 vendeurs par rickshaw et les emmenaient dans la zone désignée pour vendre les légumes. L'AMC a diffusé l'information sur la vente de légumes en rickshaw dans toute la ville, ce qui a permis aux vendeurs d'accéder au marché. Les vendeurs ont commencé à vendre des légumes et des fruits pour environ 1500 à 2000 roupies par jour et à emporter 400 à 500 roupies, ce qui a donné de la dignité aux vendeurs qui pouvaient vendre à partir du rickshaw. Ayant compris qu'il existait un besoin de chaînes d'approvisionnement alimentaire locales et courtes, SEWA a élaboré un plan en faveur d'un système décentralisé de chaîne d'approvisionnement, qui est en cours de mise en œuvre.



Effets de la crise sur le cadre institutionnel

La SEWA a informé l'État de la situation précaire des agriculteurs (au niveau central et régional) et de la façon dont ils étaient affectés par la COVID-19. Lorsque certaines personnes ne bénéficiaient pas d'aide du Gouvernement, nous avons essayé de rendre les aides accessibles à tous. Les gouvernements locaux ont également commencé à apporter leur appui.



Perspectives

Nous avons commencé et nous continuerons à promouvoir des chaînes d'approvisionnement plus courtes et à les renforcer. Deuxièmement, nous voulons examiner les intrants relatifs au sol et l'utilisation des technologies pour rendre les agriculteurs plus résilients face aux changements climatiques. Nous voudrions réintroduire des aliments traditionnels et oubliés qui résistent mieux aux aléas du climat. Nous voulons ainsi assurer la sécurité alimentaire des ménages, même en cas de rupture des chaînes d'approvisionnement et d'absence de revenus. Nous avons prévu la création d'un fonds en faveur de la résilience. Ce type de fonds apportera un appui immédiat aux agriculteurs: ces derniers n'auront pas besoin de documents spécifiques et pourront ainsi accéder à des financements en temps voulu, quelle que soit leur situation, ce qui est très important en cas de crise.

République démocratique populaire lao

Réseau des agriculteurs du Laos (LFN)



Perception de la crise

Cette crise diffère totalement de celles que nous avons pu vivre auparavant en raison de sa durée, de l'imprévisibilité des mesures de restriction, de l'instabilité du marché, de l'absence intermittente de la demande et des difficultés d'approvisionnement entre régions. Le transport des récoltes vers les marchés des zones reculées a été particulièrement difficile. Certaines zones sont restées sans approvisionnement. Lors du premier confinement, les consommateurs n'ont même pas pu se rendre sur les marchés de produits frais. Malgré ces problèmes, la demande de produits agricoles est restée forte, notamment parce que la quantité de produits importés a diminué au fil du temps. La réduction des produits importés ouvre des possibilités pour la production locale. Des formations en ligne ont été proposées pour que les membres diversifient leurs productions afin de répondre à la demande.



Effets de la crise sur les services

Dans les conditions normales, l'OP offre quatre types de services: la mise en réseau, la formation entre agriculteurs, l'appui à la commercialisation et l'accès au crédit et aux semences. Mais dans le contexte de la pandémie, il a été difficile de maintenir la qualité et la quantité des services fournis aux membres, surtout en raison des restrictions de déplacements. Les échanges ont été compliqués et la technologie a été difficile à utiliser pour les membres les plus âgés. En particulier, les services de crédit et la distribution de semences n'ont pas pu être assurés normalement. La crise engendrée par la COVID-19 a affecté en particulier les activités de formation et les échanges entre agriculteurs. Nous n'avons pas trouvé de solution à l'arrêt des activités de formation et de conseil. Nous tentons d'utiliser les médias sociaux pour partager les bonnes pratiques (comme les vidéos Facebook diffusées en direct), mais là encore, ce n'est pas efficace malgré le fait que la connexion Internet soit très bonne, même dans les zones reculées. De nombreux producteurs ne savent pas comment utiliser les TIC. Certains d'entre eux ne savent ni lire ni écrire. La formation en ligne ne vaudra jamais la formation en face à face. Nous avons essayé de mobiliser les jeunes agriculteurs de chaque région pour aider les personnes âgées à accéder aux informations.



Effets de la crise sur la vie économique

La connexion Internet est bonne dans tout le pays, même dans les zones rurales. L'utilisation de WhatsApp s'est accrue pour communiquer avec les membres. Nous avons créé une application destinée à faciliter la communication et la vente en ligne. Les consommateurs sont invités à se connecter à l'application et à passer directement commande. Pendant la crise, les agriculteurs ont reçu des aides pour le riz. Le prix du riz a été sécurisé.



Effets de la crise sur le cadre institutionnel

Nous avons eu des difficultés avec les institutions centrales et locales, et même avec la police qui a entravé nos activités. Nous avons collecté des données par téléphone sur toutes les difficultés rencontrées par nos membres et en avons fait part au ministère concerné, mais aucune solution concrète ni réponse n'a été apportée. Nous avons également publié des messages sur les réseaux sociaux pointant les incohérences des politiques de transport. Nous avons également réalisé des vidéos sur l'impact des restrictions sur les agriculteurs. Enfin, nous avons rédigé une lettre officielle en collaboration avec les autorités des villages.



Perspectives

Il va falloir former les producteurs à l'utilisation des TIC. Nous avons pu voir que dans le cadre des réponses à des situations d'urgence, les TIC et la communication à distance sont très importantes. De même, il importe de développer davantage le stockage, la transformation et la conservation pour limiter les pertes post-récolte. Cela aidera à faire face à d'autres urgences à l'avenir.

Mongolie

Association nationale des coopératives agricoles mongoles (NAMAC)



Perception de la crise

La NAMAC est une coopérative d'éleveurs transhumants active dans une région très reculée de l'ouest de la Mongolie. Composée de 212 ménages, elle compte 349 membres. La crise a eu beaucoup d'effets, en particulier positifs, sur la NAMAC. La plus grande difficulté, et ce qui rend cette crise très différente des autres, c'est l'incertitude: on ne sait pas qui va être infecté ni quand, et l'on ignore ce qui va être fermé, et pour combien de temps.



Effets de la crise sur la vie associative

Ce sont les familles les plus vulnérables qui ont été les plus touchées par la crise, ainsi que celles qui ont peu de bétail, car le coût des produits alimentaires et des biens de première nécessité a considérablement augmenté. Il y a aussi eu des pénuries alimentaires. Par conséquent, même pour la coopérative, il a été compliqué d'approvisionner les magasins destinés à ses membres.

En matière de communication, pour le personnel de bureau nous avons utilisé les courriels et le téléphone. Le télétravail a permis de continuer à travailler pendant la crise et les périodes de confinement.

Avant la crise, il existait déjà un groupe Facebook pour les échanges entre les membres. Durant la crise, l'utilisation de ce groupe s'est systématisée et a permis d'assurer des échanges d'informations rapides et efficaces entre les membres et entre les membres et le personnel.



Effets de la crise sur les services

Nous avons mis en place un nouveau service de livraison. Au moment du confinement, nous avons eu l'autorisation des autorités d'effectuer des livraisons entre 10 heures et 16 heures: deux vendeurs travaillaient alors avec un chauffeur pour livrer les produits commandés.

La vente à crédit a été mise en place pour les personnes les plus vulnérables. Traditionnellement, les membres achètent surtout à la coopérative des produits alimentaires et des biens de première nécessité, notamment parce qu'il y a la possibilité de payer plus tard ou en nature (en échange de la production des membres). De nombreux acheteurs de la coopérative n'ont pas pu régler leurs achats durant la crise. La NAMAC compte donc de nombreuses reconnaissances de dette, ce qui pèse sur sa trésorerie, mais qui a permis aux personnes les plus vulnérables de continuer à s'approvisionner.



Effets de la crise sur la vie économique

La crise a eu un impact positif: du fait du confinement, des restrictions de voyage et de la fermeture des frontières, les intermédiaires – chinois en particulier – ne pouvaient plus venir collecter les produits de nos membres. En temps normal, nous collectons deux tonnes de cachemire par an, et cette année nous en avons collecté neuf tonnes. En temps normal, nous ne sommes pas en mesure de concurrencer les acheteurs chinois, mais la situation nous a permis de prendre leur place. La plupart de nos membres nous ont vendu toute leur production cette année. Le cachemire a pu être vendu sans problème au partenaire habituel (une entreprise chinoise de transformation) et l'OP a pu facilement louer un camion pour acheminer le cachemire.

Autre effet positif de la crise: le chiffre d'affaires des supermarchés de la coopérative a été très élevé. Les frais de transport ont considérablement augmenté du fait du confinement, et peu d'entreprises de transport ont donc pu assurer leurs services cette année. Les petits commerces et les supermarchés ne pouvaient pas être approvisionnés à temps, contrairement à notre coopérative qui possède ses propres camions.

Avec la crise, nous avons développé la vente en ligne et le paiement par téléphone mobile. Pour éviter la circulation d'espèces (et contenir la transmission du virus), le recours à des applications de banque en ligne a considérablement augmenté. Par conséquent, la gestion est devenue plus facile pour la coopérative (moins de papier, transactions plus rapides et plus sûres). Une personne est ensuite chargée de transporter les produits et de les livrer au client. Beaucoup d'éleveurs ont ouvert un compte en banque avec services en ligne: en raison de la crise, seuls 10% des transactions quotidiennes se font en espèces, contre 90% en ligne. Mais il y a aussi un effet négatif: si avant, tout se faisait en face à face, nous avons désormais moins de relations interpersonnelles et moins de contact humain.



Effets de la crise sur le cadre institutionnel

Certaines tensions avec les autorités politiques ont vu le jour, car du fait du confinement, les populations transhumantes n'étaient plus autorisées à venir dans les villages pour vendre leurs produits et s'approvisionner. La NAMAC a alors adopté plusieurs stratégies: i) pression auprès des autorités pour que les éleveurs puissent aller vendre et s'approvisionner dans les villages; ii) lettres officielles aux gouverneurs pour expliquer la situation, notamment l'existence de deux ou trois périodes seulement dans l'année pour produire et pour vendre (laine et viande), et les conséquences catastrophiques pour les éleveurs s'ils ne peuvent pas vendre durant ces périodes; iii) appel massif aux personnes chargées des situations d'urgence dans chaque village à revendiquer le droit pour les éleveurs de rentrer dans les villages pour vendre leurs produits. Le lobbying a porté ses fruits.



Perspectives

Nous avons mis en œuvre trois grandes innovations. En premier lieu, nous sommes la première organisation à avoir mis en place un système de livraison dans les villages. Ensuite, nous avons mis en place des tactiques de prévention et de gestion des risques (réduction des horaires des magasins, personnel de réserve, etc.). Enfin, nous avons réduit de nombreuses dépenses du fait du confinement et du développement du travail à distance. Nous prenons conscience que beaucoup de dépenses n'étaient pas nécessaires.

Région du Marché commun du Sud (MERCOSUR)

COPROFAM, MUCECH (Chili),
CIOEC (Bolivie), CONTAG (Brésil),
CNFR (Uruguay)



Perception de la crise

Les répercussions de la crise sur les OP n'ont pas été ressenties de la même manière selon les pays, qui ont été affectés de manière inégale par le virus, ont instauré différentes mesures gouvernementales et sont caractérisés par des contextes politiques et institutionnels plus ou moins favorables à l'agriculture familiale. En Uruguay, les filières agricoles axées sur le marché local ont été davantage pénalisées que l'agriculture destinée à l'exportation. Au Chili, l'organisation des filières et la distribution des produits vers les centres urbains se sont maintenues grâce à l'intervention des OP auprès du Gouvernement. L'agriculture bolivienne, davantage orientée vers les marchés locaux, a été lourdement touchée par la fermeture des marchés et l'interdiction de circuler. Au Brésil, le manque de réaction du Gouvernement s'agissant d'apporter des réponses efficaces à la crise a aggravé les répercussions sanitaires et socioéconomiques sur les ménages ruraux, si bien que l'extrême pauvreté et l'insécurité alimentaire se sont considérablement aggravées.



Effets de la crise sur la vie associative

Toutes les OP dans les différents pays ont adopté des moyens de communication et des méthodes de travail fondées sur les outils numériques, ce qui dans certains cas semblait impensable avant la pandémie. Par exemple en Uruguay, la CNFR a organisé son premier conseil annuel électif au moyen d'une commission régionale en ligne (40 membres) à laquelle ses membres locaux ont largement participé, gage d'une plus grande légitimité de l'issue du vote. Selon l'organisation brésilienne CONTAG, l'adoption de nouveaux modes de fonctionnement basés sur l'informatique ouvre la voie à l'exploration de nouveaux paradigmes de fonctionnement interne, à la fois au niveau national et local.

Les avantages de cette numérisation de la communication sont moins évidents à l'échelle locale et diffèrent d'un pays à l'autre. La pandémie a mis en évidence le potentiel des outils numériques pour augmenter la couverture des services de vulgarisation et des formations proposées par la CNFR à ses membres. Toutefois, la faible connectivité dans certaines zones de différents pays a freiné le déploiement de ces nouveaux modes d'interaction et a mis en lumière des inégalités géographiques et intergénérationnelles. En effet, le faible accès aux outils numériques et la capacité réduite des agriculteurs membres à utiliser de nouvelles technologies ont été considérés par les OP comme une limite à un usage plus systématique des TIC. Les difficultés d'utilisation des outils numériques ont aussi entraîné une solidarité entre les membres des communautés: les jeunes agriculteurs se sont mobilisés pour former leurs pairs. Selon l'OP chilienne MUCECH, il faut réduire le fossé entre générations, mais aussi entre territoires ruraux et urbains en matière d'accès aux outils numériques. Ce constat est aussi partagé par la CNFR, pour qui le renforcement des capacités en matière de TIC de tous les membres est une condition essentielle à la diffusion des outils numériques.



Effets de la crise sur les services et mesures sociales

Les OP, particulièrement au Brésil et au Chili, ont joué un nouveau rôle qui s'est avéré essentiel dans la sensibilisation des populations rurales aux risques de contamination et dans l'orientation des campagnes de vaccination vers les territoires ruraux. La CONTAG et ses fédérations se sont fortement investies dans des campagnes de communication et de sensibilisation à l'intention de leurs membres et des OP locales, afin de contrer les comportements négationnistes et de freiner la diffusion du virus. Dans un contexte différent, le MUCECH au Chili a contribué au déploiement des campagnes de vaccination dans les territoires ruraux, notamment en faveur des agriculteurs et de leur famille, en appelant le Gouvernement à vacciner en priorité cette population.



Effets de la crise sur la vie économique

En réponse à la perturbation des filières locales, et afin de renforcer la résilience économique et la sécurité alimentaire des producteurs locaux, la CIOEC-BOLIVIA a mis en place des marchés mobiles. L'OP bolivienne, en assurant la collecte des produits agricoles auprès des producteurs et leur vente auprès des consommateurs, a ainsi endossé un nouveau rôle dans la commercialisation et la logistique des biens produits par ses membres. L'OP entend conserver ce rôle qui répond à des problèmes relevés en amont de la crise, tels que la difficulté d'accès aux marchés des producteurs familiaux ou le manque de visibilité et la faible valeur ajoutée de leurs produits. Depuis sa création au début de la pandémie, le modèle des marchés mobiles a déjà été répliqué dans de nouvelles localités. Il a permis à une ample partie de la population d'accéder aux produits de l'agriculture familiale, en plus de rendre plus visibles certains produits comme le moringa, le curcuma ou le stévia, de raccourcir la chaîne de commercialisation et de réactiver la vie associative de l'organisation. En effet, les marchés mobiles ont suscité un certain engouement parmi certaines coopératives affiliées au niveau départemental, qui étaient en état de veille. Ce regain d'intérêt a permis de relancer les activités au niveau local en lien avec l'antenne nationale et de renforcer la mobilisation des membres. D'autres OP, comme la CNFR en Uruguay, ont aussi endossé ce rôle de facilitateur dans la commercialisation des produits en développant une plateforme électronique en collaboration avec le Gouvernement. Dans un contexte plus difficile, l'organisation brésilienne CONTAG a également appuyé ses fédérations membres dans la mise en place de nouvelles formes de commercialisation et dans la fourniture de services de vulgarisation fondés sur des outils numériques.



Effets de la crise sur le cadre institutionnel

Durant la pandémie, les conditions d'accès aux aides non remboursables ont été assouplies par le Gouvernement uruguayen, qui a également décidé d'allouer au moins 20% du budget du Ministère de l'agriculture à l'agriculture familiale. Au Chili, un mécanisme de crédit remboursable a été mis en place en collaboration avec des instituts de développement agricole. En outre, les agriculteurs ont tiré parti de l'assouplissement des critères d'admissibilité des entreprises aux mécanismes nationaux d'octroi de crédit.

Au Brésil, la pandémie a conduit la CONTAG à intensifier sa collaboration avec les organisations de la société civile et à renforcer sa communication auprès de l'opinion publique, dans un contexte où les différences entre l'agriculture familiale et l'agriculture d'exportation à grande échelle sont très marquées. D'importantes activités de plaidoyers ont été déployées pour: maintenir le programme d'achat national des produits de l'agriculture familiale; poursuivre les programmes d'approvisionnement des cantines scolaires qui ont été fermées durant la pandémie; allonger

les délais de remboursement des crédits et mettre en place des crédits d'urgence pour les agriculteurs, notamment grâce au projet de loi Assis Carvalho. L'accent mis sur la contribution de l'agriculture familiale à une meilleure alimentation a été l'occasion de discuter et de sensibiliser l'opinion publique au besoin de renforcer la durabilité des systèmes agricoles et de réduire leur impact sur la biodiversité, notamment au moyen de l'agroécologie. Ainsi, l'intensification du plaidoyer en faveur de l'agriculture familiale et son orientation vers des thématiques sociales a permis d'accroître la visibilité des questions liées à la durabilité et aux changements climatiques.



Perspectives

Dans l'État plurinational de Bolivie, la crise a renforcé la vie associative de la CIOEC-BOLIVIA et la proactivité de ses OP membres, mais a également ouvert la voie à de nouveaux partenariats afin de faciliter la commercialisation des produits de l'agriculture familiale à un prix abordable, tout en développant la valeur ajoutée et les processus de transformation de certains produits comme le chocolat, le quinoa ou le café.

Au Chili, la pandémie a revalorisé la figure des agriculteurs et de l'agriculture aux yeux de l'opinion publique et des médias. Le rôle des agriculteurs familiaux dans la fourniture de produits alimentaires frais et sains a démontré qu'ils n'étaient pas seulement des individus qui travaillaient la terre, mais qu'ils jouaient aussi un rôle vital pour la société et contribuaient au développement durable et à l'adaptation aux crises. La promotion d'aliments sains par les autorités publiques et l'engouement des consommateurs pour les légumineuses a amené le MUCECH à investir davantage dans le développement de ces filières. Ce changement dans la perception de l'agriculture familiale et le regain d'intérêt des consommateurs pour des produits sains a encouragé l'OP chilienne à promouvoir le consommateur local. La pandémie a aussi permis à l'OP, par l'adoption accrue des outils numériques, de déployer des méthodes de formation élaborées depuis quelques années et ciblant particulièrement les jeunes. Face à la nécessité d'assurer un rôle croissant de plaidoyer, mais aussi de fournir davantage d'appui à leurs membres en temps de crise, la CONTAG et ses fédérations ont engagé une réflexion sur leurs propres forces et faiblesses internes afin d'amplifier à la fois leur influence et leur ancrage. Une meilleure cohésion interne est capitale, car elle garantirait également une meilleure viabilité financière des fédérations.

République de Moldova

Fédération des agriculteurs de Moldova (FARM)



Perception de la crise

La crise a été perçue par la fédération FARM comme une épreuve à laquelle elle s'est adaptée par ses propres moyens, étant donné qu'elle n'a reçu aucun appui spécifique de la part du Gouvernement. La priorité donnée aux questions sanitaires a éclipsé les besoins du secteur agricole, par ailleurs affaibli par des épisodes de sécheresse.



Effets de la crise sur la vie associative

La crise a accéléré l'orientation de la FARM vers l'intégration des jeunes ruraux dans le secteur agricole, qu'ils délaissent très souvent pour l'emploi dans les zones urbaines et à l'étranger. Désormais, la fédération compte jusqu'à 300 jeunes parmi ses membres. En outre, dans le cadre d'un partenariat avec un de ses donateurs, elle a aussi élaboré une approche prenant davantage en compte les problèmes spécifiques rencontrés par les agricultrices et les agriculteurs les plus âgés.



Effets de la crise sur les services

Les activités d'appui-conseil ont été stoppées. Le basculement de certains modules de formation vers une modalité en ligne a pris un certain temps, mais désormais les membres de la FARM maîtrisent dans l'ensemble ces plateformes. La fédération a également assuré durant la pandémie un service d'appui-conseil en ligne, portant notamment sur la gestion et l'entrepreneuriat (par exemple, accompagnement à la rédaction de plans d'affaires). Cependant, les formations en ligne ne peuvent pas se substituer efficacement aux activités techniques d'appui et de conseil en présentiel, qui continueront à être menées au plus près des agriculteurs, dans leurs exploitations.



Effets de la crise sur la vie économique

La fermeture des bureaux de la FARM durant deux mois et la période nécessaire à une transition vers un fonctionnement fondé sur les outils numériques ont eu des effets néfastes les interactions avec les partenaires. Le personnel de la fédération a formé ses membres à l'usage de plateformes numériques telles que Zoom ou Teams, dont l'utilisation a été progressivement diffusée et maîtrisée par une majorité de membres.

Les efforts déployés par la FARM bien en amont de la pandémie pour faciliter la commercialisation en ligne des produits agricoles de ses membres et pour accroître l'accès aux informations relatives aux marchés agricoles ont été un atout considérable. La fédération a en effet utilisé les plateformes telles qu'Agravista ou East-Fruit au niveau régional pour appuyer le développement de la vente et des transactions en ligne. L'accès à ces plateformes a ainsi aidé les membres de la FARM à saisir des nouvelles possibilités de vente et à connaître les tendances des prix sur les marchés.



Effets de la crise sur le cadre institutionnel

La FARM tient habituellement des assemblées générales regroupant ses membres et durant lesquelles sont définies et élaborées les stratégies de plaidoyer. Durant la crise, ces assemblées se sont inévitablement déroulées en ligne et la participation des agriculteurs a diminué.



Perspectives

La numérisation des services fournis par l'organisation durant la pandémie sera poursuivie dans la mesure où elle rendra ces services plus efficaces. Une approche combinant la prestation de services et de conseils techniques en présentiel et à distance apparaît comme l'option à privilégier.

Bien que les membres de la fédération se soient quelque peu diversifiés, à la suite de légers changements dans la stratégie de ciblage de l'organisation, le mandat de la FARM et sa raison d'être restent inchangés.

Alliance pour la souveraineté alimentaire en Afrique (AFSA). « Perspectives on COVID 19 Challenges to Livelihoods and Food Systems », *African Coronavirus Stories*, 2020, <https://afsafrica.org/wp-content/uploads/2021/02/covid-19-english-stories-en.pdf>

Alliance pour une révolution verte en Afrique (AGRA). « e-Granary: a virtual market place, a digital solution from Kenya », Kenya, 2021, <https://agra.org/wp-content/uploads/2020/03/e-Granary0603202001.pdf>

Alpha Arlène, Dury Sandrine, Giordano Thierry et Zakhia-Rozis Nadine. « Les systèmes alimentaires aux défis de la crise de la COVID 19 en Afrique: enseignements et incertitudes », *Cahiers Agricultures*, vol. 30, n° 12, 2021, www.cahiersagricultures.fr/articles/cagri/full_html/2021/01/cagri200163/cagri200163.html

Association Agriculteurs français et développement international (AFDI). « Crise du coronavirus. La riposte de la Coordination togolaise des organisations paysannes et de producteurs agricoles », Togo, 2020, www.afdi-opa.org/crise-du-coronavirus-riposte-de-la-ctop/

Association des agriculteurs d'Asie pour le développement rural durable (AFA). « Findings and recommendations, APFP Survey on impacts of COVID 19 on Farmers' Organizations », Philippines, 2020 (non publié).

Association pour la promotion de l'élevage au Sahel et en Savane (APESS). « Note d'analyse des premiers impacts de la pandémie du COVID 19 sur les Exploitations Familiales Agropastorales membres de l'APESS », Burkina Faso, 2020, www.alimenterre.org/system/files/2020-05/1199-apest-note-covid19-AO-2020.pdf

Béné Christophe. « Resilience of local food systems and links to food security – A review of some important concepts in the context of COVID 19 and other shocks », 2021, <https://link.springer.com/article/10.1007/s12571-020-01076-1>

Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (CIRAD). « Comment la crise a fragilisé les systèmes alimentaires en Afrique subsaharienne », 2021, www.cirad.fr/les-actualites-du-cirad/actualites/2021/des-systemes-alimentaires-fragilises-en-afrique-subsaharienne-crise-covid

Confédération des syndicats d'agriculteurs d'Afrique australe (SACAU). « COVID 19 pandemic could last until 2022: Prepare for the Long Haul », SACAU News, Afrique du Sud, 2020, www.cfuzim.com/wp-content/uploads/2020/09/sacauaug20.pdf

Conseil national de concertation et de coopération des ruraux (CNCR). « Bulletin d'information. La voix paysanne », *Série spéciale COVID 19 et agriculture*, no 001, 2020, www.ipar.sn/IMG/pdf/bulletin_-_la_voix_paysanne_-_1er_num_vf.pdf

Conseil national de concertation et de coopération des ruraux (CNCR). « Note d'information sur les actions du CNCR et de ses membres en soutien au programme gouvernemental de riposte contre la pandémie du COVID 19 au Sénégal », Sénégal, 2020.

Coordination Latino-américaine et des Caraïbes des petits producteurs de commerce équitable (CLAC). « COVID 19 pandemic effects on the lives of Fair Trade Small Producers and Workers in Latin America and the Caribbean », 2020, www.clac-comerciojusto.org/wp-content/uploads/2021/03/ReporteEncuesta_PANDEMIA_EN.pdf

Coordination togolaise des organisations paysannes et de producteurs agricoles (CTOP). « Dialogue politique sur l'impact de la COVID 19 sur les exploitations agricoles familiales des filières maïs, riz, volaille et maraîchage », Togo, 2020, https://ctoptogo.org/pdf_art/pdf_361.pdf

Coordination togolaise des organisations paysannes et de producteurs agricoles (CTOP). « Riposte contre la propagation du COVID 19. Plan global de riposte de la CTOP contre la propagation du COVID 19 et de soutien aux activités économiques des ménages agricoles vulnérables », Togo, 2020, www.ctoptogo.org/pdf_art/pdf_360.pdf

Dugué Patrick, Kohio Edmond N. et Tiemtoré Justin. « L'agriculture burkinabé face à la crise de la COVID 19: cas des régions du Yatenga et des Hauts-Bassins », *Cahiers Agricultures*, vol. 30, n° 16, 2021, www.cahiersagricultures.fr/articles/cagri/full_html/2021/01/cagri200210/cagri200210.html

Fédération des agriculteurs d'Afrique orientale (EAFF). « Desk study on impact of COVID 19 on input-output market on youth agri-entreprises in Kenya, Uganda, Rwanda and Burundi », Kenya, 2020, <https://centrafrique.com/public/uploads/publications-7633.pdf>

Fédération des associations paysannes promouvant l'entreprise agricole familiale au Cambodge (FAEC). « Drafted Guideline For Managing FAEC in the Times of COVID 19 in Cambodia », 2020.

Fédération mauritanienne de l'agriculture. « Note sur l'impact COVID 19 », Mauritanie, 2020.

Initiative Prospective Agricole et Rurale (IPAR). « Effets de la COVID 19 sur les exploitations familiales agricoles et des organisations de producteurs membres du CNCR au Sénégal », 2021, www.ipar.sn/Effets-de-la-Covid-19-sur-les-exploitations-familiales-agricoles-et-des.html

International Panel of Experts on Sustainable Food Systems (IPES-Food). « Le COVID 19 et la crise dans les systèmes alimentaires: Symptômes, causes et solutions potentielles », 2020 www.ipes-food.org/_img/upload/files/COVID19%20CommunicationFR.pdf

Inter-réseaux Développement rural. « COVID 19: quelles implications pour la sécurité alimentaire et les acteurs du développement agricole et rural ouest-africains? », bulletin de veille no 396, *Bulletins thématiques*, 2020, www.inter-reseaux.org/publication/bulletin-de-veille-n-396-covid-19-quelles-implications-pour-la-securite-alimentaire-et-les-acteurs-du-developpement-agricole-et-rural-ouest-africains/

Inter-réseaux Développement rural et Réseau Billital Marobé (RBM). « L'impact de la crise de la COVID 19 sur les communautés pastorales », 2021, www.inter-reseaux.org/en/publication/limpact-de-la-crise-du-covid-19-sur-les-communautes-pastorales/

Ministère sénégalais de l'agriculture. « Programme agricole pour la souveraineté alimentaire durable (2021-2023) », Rapport provisoire, Ministère de l'Agriculture du Gouvernement sénégalais, 2020 (non publié).

Uganda National Farmers Federation, « COVID 19 Intervention Report », Ouganda, 2020 (non publié en ligne).

Organisation panafricaine des agriculteurs (PAFO). « Défis des paysans et réponses déjà en place ou recommandées », 2020, <https://pafo-africa.org/wp-content/uploads/2021/02/FR.-ETUDE-Continental-PAFO-COVID-19.pdf>

Programme mondial pour l'agriculture et la sécurité alimentaire (GAFSP). « Appel à propositions. Directives et modèle pour les propositions soumises par des pays », 2021, www.gafspfund.org/sites/default/files/inline-files/GAFSP%20CfP%20for%20Countries%20Guidelines_Template_FRENCH_FINAL.pdf

Réseau des organisations d'agriculteurs des îles du Pacifique (PIFON). « Pacific Farmers Have Their Say Survey Report », 2020, <https://pacificfarmers.com/resource/pacific-farmers-have-their-say-survey-report/>

Réseau des organisations paysannes et des producteurs agricoles de l'Afrique de l'Ouest (ROPPA). « Guide d'identification des cibles et d'expression des besoins », Burkina Faso.

Réseau des organisations paysannes et des producteurs agricoles de l'Afrique de l'Ouest (ROPPA). « Les femmes ouest-africaines face à la COVID, 7 réalités, 7 solutions », 2020, https://oi-files-cng-prod.s3.amazonaws.com/westafrica.oxfam.org/s3fs-public/file_attachments/Etude%20en%20franc%CC%A7ais%20Basse%20def.pdf

Réseau des organisations paysannes et des producteurs agricoles de l'Afrique de l'Ouest (ROPPA). « COVID 19. Respectons les gestes barrières pour éradiquer la pandémie », ROPPA Info no 007, 2020, www.roppa-afrique.org/IMG/pdf/roppa_-_journal_7_v6.pdf

Réseau des organisations paysannes et des producteurs agricoles de l'Afrique de l'Ouest (ROPPA). « Pour faire face aux crises qui affectent les Agricultures Familiales ouest-africaines et la crise systémique du COVID 19, le mouvement paysan met en place un Comité de Veille et d'Action », Burkina Faso, 2021, <http://roppa-afrique.org/IMG/pdf/roppa-a5-160420-1.pdf>

Self Employed Women's Association (SEWA). « Creating Rural-urban linkages for Vegetable supply: A win-win for Rural Women Vegetable Grower farmers and Urban Customers during COVID 19 », Inde, 2020.

Self Employed Women's Association (SEWA). « Women's Cooperatives & COVID 19. Learnings and the way forward », Research Paper, Inde, 2020, www.sewa.org/wp-content/uploads/2021/07/Women-Cooperatives-and-COVID19_SEWAFed-2020.pdf

Syndicat national des agriculteurs du Lesotho (LENAFU). « Impacts of COVID 19 Lockdown on Agriculture and Food Security Sector in Lesotho: A Rapid Assessment », 2020, <https://lenafu.org.ls/wp-content/uploads/2020/10/Rapid-Assessment-of-the-Impacts-of-COVID-19-Lockdown-on-Agriculture-and-Food-Security-in-Lesotho-July-2020.pdf>

Union tunisienne de l'agriculture et de la pêche (UTAP). « Impact du confinement Corona-Virus sur le revenu des paysans agriculteurs en Tunisie », 1^{re} édition, Tunisie, 2020, www.utap.org.tn/wp-content/uploads/2020/11/coviid-final.pdf

Perception de la crise par les responsables

Ampleur et particularité de la crise

Votre organisation paysanne et de producteurs (OP) a-t-elle été fortement touchée par la crise engendrée par la maladie à coronavirus 2019 (COVID 19)? Comment évolue la crise?

La crise a-t-elle été vécue comme un choc structurel?

En quoi cette crise est-elle différente des autres crises?

Changements relatifs à la vie associative

Membres

Votre OP a-t-elle connu un ralentissement dans la vie associative, ou au contraire un regain de motivation des membres?

Les attentes des membres ont-elles changé par rapport à l'OP?

Votre OP a-t-elle connu une modification dans le nombre des membres après la crise?

Votre OP a-t-elle observé un regain de solidarité entre ses membres?

Certaines catégories de membres ont-elles été plus affectées par la crise que d'autres?

Animation

Votre OP a-t-elle mis au point de nouveaux outils pour animer l'association en temps de confinement?

Le personnel est-il parvenu à poursuivre son travail durant la crise? Qu'avez-vous mis en place pour pouvoir continuer le travail?

Pensez-vous qu'à la suite de cette crise, la manière d'animer l'association changera durablement?

Communication

Votre OP a-t-elle fait face à des difficultés de communication entre les membres et leurs représentants? Avez-vous développé de nouvelles technologies en matière de communication?

Votre OP a-t-elle développé de nouveaux dispositifs de veille ou de retours d'informations?

Votre OP a-t-elle lancé des campagnes de communication spécifiques durant cette crise? Si oui, sur quels médias et sur quels sujets?

Pilotage

La crise a-t-elle suscité de nouveaux débats dans les instances de gouvernance?

A-t-elle entraîné de nouvelles orientations pour l'OP?

A-t-elle provoqué des changements dans la gouvernance?

Changements relatifs à la vie économique

Activités économiques

Les activités économiques de l'OP (achat, vente, transformation et collecte) ont-elles été affectées par la crise? L'OP a-t-elle mis en place de nouvelles activités spécifiques (solutions de stockage, transformation ou transport) pour tenir ses engagements en attendant la levée des restrictions?

Partenariats économiques

Quelles ont été les conséquences de la crise sur les partenariats ou sur les contrats en cours?

De nouveaux partenariats économiques ont-ils vu le jour (avec des fournisseurs ou des clients, ou dans un cadre interprofessionnel)?

Filières

De nouvelles filières agricoles ont-elles fait l'objet d'investissements durant la crise?

Financement

Votre OP a-t-elle connu des difficultés ou des possibilités nouvelles en matière de financement?

Changements relatifs aux services proposés aux membres**Services courants**

Votre OP a-t-elle connu des changements dans la prestation des services habituels aux membres? La répartition des rôles entre les niveaux géographiques de votre réseau a-t-elle changé?

Conseil

Les services de conseil aux producteurs ont-ils connu des changements spécifiques durant la crise? Votre OP a-t-elle élaboré de nouveaux conseils aux membres pour faire face aux effets de la crise?

Aide d'urgence

Votre OP a-t-elle offert des aides spécifiques aux membres particulièrement touchés par la crise – distributions de semences, d'intrants, de matériel de protection, coupons, transferts monétaires? Dans l'affirmative, quels ont été les difficultés et les succès? Quelle a été la méthode de ciblage?

Protection sociale

Votre OP a-t-elle mis en place des services relevant de la protection sociale formelle ou informelle (comme les assurances obsèques), avant et après l'épidémie?

Changements relatifs au cadre institutionnel**Relations avec les autorités**

Votre OP a-t-elle observé un changement dans les relations avec les autorités depuis le début de la crise? A-t-elle connu de nouvelles sollicitations ou dû faire face à de nouvelles demandes de la part du gouvernement ou des autorités locales? A-t-elle rencontré des difficultés supplémentaires pour se faire entendre?

Plaidoyer

Votre OP a-t-il réalisé de nouveaux plaidoyers durant la crise? La crise a-t-elle été l'occasion de développer de nouveaux argumentaires? De mener de nouveaux combats politiques?

Alliances et partenariats

Durant la crise, votre OP a-t-elle noué de nouvelles alliances avec d'autres organisations de la société civile, des partenaires techniques et financiers ou des opérateurs économiques dans le but d'influencer les autorités?

Changements relatifs à l'appui aux OP

La crise a-t-elle modifié les pratiques d'appui de la part de vos partenaires? A-t-elle entraîné de nouveaux types d'appui?

Télétravail

Quelles ont été les conséquences du développement du télétravail chez les partenaires?

Résumé des principaux changements intervenus dans l'OP

Innovations

Quelles ont été les principales innovations dans l'OP face à la crise?

Au-delà des impacts négatifs, de nouvelles possibilités ont-elles vu le jour ?

Enseignements tirés

En cas de nouvelle vague de COVID 19, quelles mesures prendriez-vous pour votre OP?

Quels conseils donneriez-vous à d'autres OP durement frappées par la crise?






Prévisions

Ces changements vont-ils durablement affecter l'OP?

En quoi les OP vont-elles devoir changer dans les années à venir? Quels moyens seront nécessaires pour réaliser ce changement? Que faut-il mettre en place?



Fonds international de développement agricole
Via Paolo di Dono, 44 - 00142 Rome, Italie
Téléphone: +39 06 54591 - Télécopie: +39 06 5043463
Courriel: ifad@ifad.org
www.ifad.org

-  facebook.com/ifad
-  instagram.com/ifadnews
-  linkedin.com/company/ifad
-  twitter.com/ifad
-  youtube.com/user/ifadTV

May 2022

